

Rapport annuel

20
10



CHIFFRES-CLÉS

		2010	2009	2008	2007 Révisé	2006 Révisé
Activités						
<i>Production propre totale des entreprises consolidées (en tonnes)</i>	huile de palme	192 156	196 368	169 514	171 167	167 756
	caoutchouc	9 608	8 633	9 026	10 033	9 553
	thé	3 097	3 121	6 600	6 237	5 494
	bananes	20 639	20 575	11 046	10 456	11 159
<i>Prix du marché moyen (USD/tonne)</i>	huile de palme	901	683	949	780	478
	caoutchouc	3 654	1 921	2 619	2 290	2 101
	thé	2 885	2 725	2 420	2 036	1 872
	bananes	1 002	1 145	1 188	1 037	897

Résultats (en KUSD)

Chiffre d'affaires	279 400	237 829	279 402	207 292	162 861
Bénéfice brut - avant IAS41	117 682	89 695	92 228	76 797	40 774
Résultat opérationnel - avant IAS41	95 625	73 908	74 066	61 656	30 239
Part du groupe dans le résultat	84 843	60 174	58 765	47 289	21 766
Flux de trésorerie des activités opérationnelles après impôts	77 704	64 400	62 293	63 781	27 468
Flux de trésorerie disponible	33 922	34 593	35 809	33 249	- 4 208

Bilan (en KUSD)

Immobilisations opérationnelles (1)	321 512	278 118	254 621	230 089	199 060
Capitaux propres du groupe	368 549	296 918	247 140	199 420	153 455
Actifs (+)/passifs (-) financiers nets	56 484	36 108	14 453	- 8 280	- 35 214
Investissements en immobilisations incorporelles et opérationnelles (1)	37 842	30 847	36 134	31 523	17 381

Données par action (en USD)

Nombre d'actions émises	8 951 740	8 951 740	8 951 740	8 951 740	8 828 880
Capitaux propres	41,17	33,17	27,61	22,28	17,38
Résultat de base par action	9,48	6,72	6,56	5,34	2,49
Flux de trésorerie des activités opérationnelles après impôts (2)	8,68	7,19	6,96	7,21	3,14
Flux de trésorerie disponible (2)	3,79	3,86	4,00	3,76	-0,48
Dividende brut (en EUR)	1,50	1,10	0,80	0,80	0,40

Cours de bourse (en EUR)

Maximum	71,93	36,80	53,00	39,90	24,71
Minimum	36,80	18,00	16,80	22,50	16,22
Ciôture 31/12	71,00	34,78	18,69	39,90	24,71
Capitalisation boursière au 31/12 (en KEUR)	635 574	311 342	167 308	357 165	218 162

(1) Immobilisations opérationnelles = actifs biologiques, immobilisations corporelles et immeubles de placement

(2) Dénominateur 2010 = la moyenne pondérée des actions émises (8 951 740 actions).

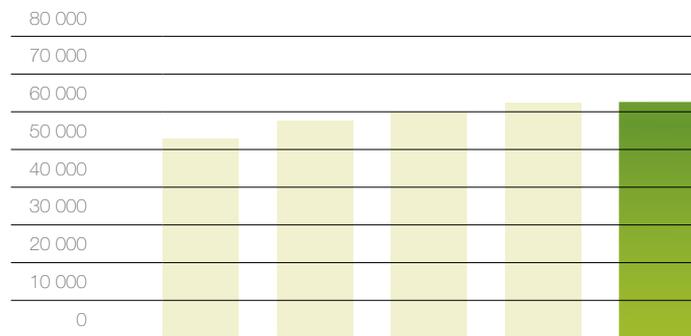
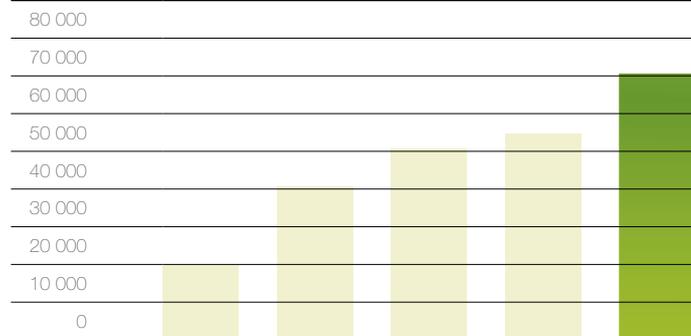
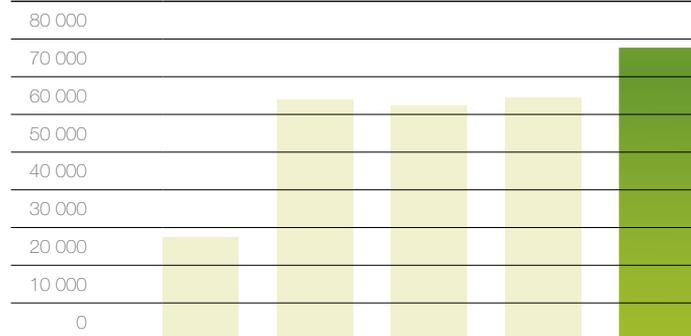
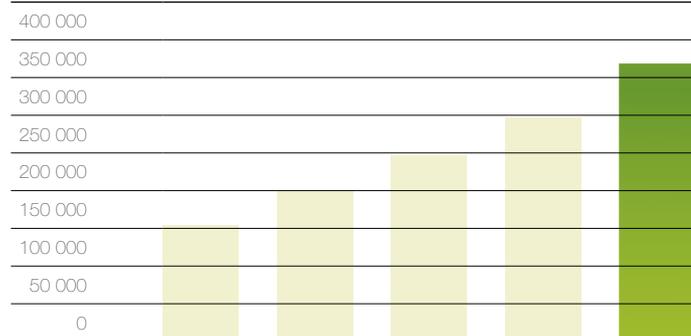
2006

2007

2008

2009

2010

1. Hectares plantés (en hectares)**2. Part du groupe dans le résultat, avant IAS41****3. Flux de trésorerie des activités opérationnelles après impôts****4. Capitaux propres du groupe**



EXERCICE 2010

Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire
présentés à la 92e Assemblée Générale Ordinaire du 8 juin 2011

CALENDRIER FINANCIER

L'information périodique et occasionnelle se rapportant à la société et au groupe est communiquée avant les heures d'ouverture du marché, de la manière suivante:

- le rapport intermédiaire sur les productions du premier trimestre le 28 avril 2011,
- les résultats du premier semestre le 18 août 2011,
- le rapport intermédiaire sur les productions du troisième trimestre le 27 octobre 2011,
- et les résultats de l'exercice en février 2012, accompagnés de commentaires sur les activités du groupe,
- chaque événement important, pouvant avoir une influence sur le résultat de la société et du groupe, fera l'objet d'un communiqué de presse séparé conformément aux dispositions légales en vigueur.

La prochaine assemblée générale ordinaire se tiendra le 13 juin 2012 à 15.00 h à Calesberg, 2900 Schoten.

ADRESSES UTILES

Responsables de la communication financière:

François Van Hoydonck
Johan Nelis
Tel 32/3/641.97.00
Fax 32/3/646.57.05
e-mail: finance@sipef.com

Siège social:

Entrepotkaai 5
2000 Antwerpen

Bureaux:

Kasteel Calesberg
Calesbergdreef 5
2900 Schoten
Tel 32/3/641.97.00
Fax 32/3/646.57.05
e-mail: info@sipef.com
Registre des personnes morales Antwerpen
T.V.A. BE-0404.491.285

www.sipef.com

TABLE DES MATIÈRES

Calendrier financier	2
Adresses utiles	2
Table des matières	3
Faits marquants du groupe Sipef	4
Historique	5
Activités principales	5
Stratégie de l'entreprise	6
Administration, contrôle, gestion journalière	7
Organogram	9
Message du président	11
Rapport du conseil d'administration	16
Corporate Governance	24
Rapport de gestion par produit	37
Rapport de gestion par pays	41
Production du groupe	56
Hectares plantés	57
Profil d'âge	59
Développement durable	62
Etats financiers consolidés	71



FAITS MARQUANTS DU GROUPE SIPEF

Janvier

Vente d'*Asco Life NV* par
Asco Continentale Verzekeringen NV.

Février

Vente de *Bruns ten Brink Assuradeuren BV*
par *B.D.M. NV*.

Mars

Le groupe *SIPEF* acquiert une participation
supplémentaire de 6,82% dans *PT Agro Muko*.

Avril

Renouvellement de la certification ISO 140001 et RSPO
d'*Hargy Oil Palms Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée
pour une durée d'un an.

Mai

SIPEF vend le solde des activités au Brésil.

Juin

Confirmation par les auditeurs de BSI et RSPO de la
certification liée au respect des Principes et Critères
RSPO pour nos usines de Perlabian et Bukit Maradja et
leurs plantations connexes en Indonésie.

Juillet

Distribution d'un dividende d'EUR 1,10 brut.

Janvier-décembre

Légère baisse de la production d'huile de palme de
3,1% due aux conditions météorologiques particulières,
mais hausse considérable des prix moyens.

La combinaison entre la hausse des volumes de
production (+5%) et celle des prix du marché a plus que
doublé la contribution du caoutchouc dans le bénéfice
brut.

Des prix de vente plus élevés pour tous nos produits
ont contribué à une augmentation de 29,3% de notre
bénéfice, pour la période, part du groupe et avant
IAS41.

Le bénéfice net après IAS41, part du groupe, s'élève
à KUSD 84 843, en hausse de 41,0% par rapport aux
résultats records de 2009.

La trésorerie nette s'est renforcée de KUSD 20 376 pour
atteindre KUSD 56 484.

Un dividende brut d'EUR 1,50 par action sera proposé,
soit une augmentation de 36,4% par rapport à l'année
passée.

Poursuite de l'expansion de nos activités huile de palme
et caoutchouc en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-
Guinée.

HISTORIQUE

La Société Internationale de Plantations et de Finance a été incorporée en 1919 avec pour but principal la promotion et la gérance de sociétés de plantations dans des régions tropicales et sub-tropicales. A cette époque, la société disposait de deux «agences de gestion», une à Kuala Lumpur en Malaisie et l'autre à Médan en Indonésie.

La société s'est développée progressivement en un groupe agro-industriel diversifié disposant de facilités de production et d'exportation en Asie et en Océanie, en Afrique et en Amérique du Sud et gérant d'importantes plantations de cultures traditionnelles que sont le caoutchouc, l'huile de palme et le thé.

A partir de 1970 de nouvelles activités comme les bananes, les ananas, les plantes ornementales, les goyaves et le poivre furent introduites et le groupe acquit également des intérêts dans le secteur immobilier en Belgique et aux Etats-Unis, mais cette activité a été arrêtée.

Nos activités traditionnelles en matières premières et leurs exportations nous ont naturellement amenés à nous développer dans le secteur de l'assurance. Cette activité a été étendue à une vaste gamme de services.

Durant la dernière décennie la *SIPEF* se concentre entièrement à l'agro-industrie de l'huile de palme, du caoutchouc, du thé en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et des bananes en Côte d'Ivoire. Le groupe commercialise lui-même ses productions sur les marchés mondiaux. La *SA SIPEF NV* s'occupe également de gestion et d'étude de marché pour compte de tiers.

Aujourd'hui les plantations ont une superficie d'environ 62 604 hectares plantés.

ACTIVITÉS PRINCIPALES

La *SA SIPEF NV* est une société agro-industrielle, cotée sur NYSE Euronext à Bruxelles.

La société détient essentiellement des participations majoritaires dans des entreprises tropicales qu'elle gère et qu'elle exploite.

Le groupe est diversifié géographiquement et produit plusieurs matières premières, dont la principale est l'huile de palme.

Les investissements sont généralement effectués dans des pays en voie de développement.



STRATÉGIE DE L'ENTREPRISE

Gestion

La SA SIPEF NV joue un rôle décisionnel dans la gestion des sociétés dans lesquelles elle détient une majorité ou qu'elle contrôle avec d'autres partenaires. Ce rôle inclut une participation active aux conseils d'administration des filiales ainsi que la supervision du management et de l'exploitation de celles-ci. SA SIPEF NV s'efforce de transmettre aux directions locales son expertise agronomique et technique.

Clientèle

Tous les efforts sont mis en place afin de satisfaire les besoins de nos clients et de nous assurer que des marchandises et des services de qualité leur soient fournis en temps voulu.

Employés

Afin d'optimiser la gestion des plantations, des efforts particuliers sont déployés pour former nos collaborateurs locaux en matière d'agronomie et de gestion. Les politiques agricole, technique, environnementale et générale du groupe sont consignées avec des directives pratiques, mises en œuvre par des stages de formation. Nous veillons à ce que l'ensemble des employés travaille dans un environnement sain et sécurisé.

Environnement

Le groupe reconnaît que, outre ses obligations statutaires et commerciales, il a une responsabilité envers les communautés et envers l'environnement dans lequel il opère.

Le groupe veille à préserver l'environnement par l'application de pratiques agricoles saines et conformes aux principes et critères du «Roundtable on Sustainable Palm Oil» (RSPO). Celles-ci incluent un large éventail de responsabilités sociales et environnementales telles que la transparence, la conformité légale, les bonnes pratiques agronomiques, le développement responsable des superficies et la recherche continue de perfection.

Un chapitre séparé du rapport annuel est consacré à l'agriculture durable et à l'attention que nous accordons à son application.

“THE CONNECTION TO THE WORLD OF
SUSTAINABLE TROPICAL AGRICULTURE”

ADMINISTRATION, CONTRÔLE, GESTION JOURNALIÈRE

Conseil d'Administration

Baron BRACHT	Président
François VAN HOYDONCK	Administrateur Délégué
Baron BERTRAND	Administrateur
Priscilla BRACHT	Administrateur
Jacques DELEN	Administrateur
Antoine FRILING	Administrateur
Baron de GERLACHE de GOMERY	Administrateur
Regnier HAEGELSTEEN	Administrateur
Richard ROBINOW	Administrateur

Commissaire

DELOITTE	
Réviseurs d'entreprises SC s.f.d. SCRL représentés par Philip MAEYAERT	Commissaire

Gestion Journalière

François VAN HOYDONCK	Administrateur Délégué
Matthew T. ADAMS	External Visiting Agent
Didier CRUYSMANS	Directeur Estates Department
Thomas HILDENBRAND	Directeur Marketing Bananes et Fleurs
Johan NELIS	Chief Financial Officer
Paul NELLENS	Directeur Marketing Commodities

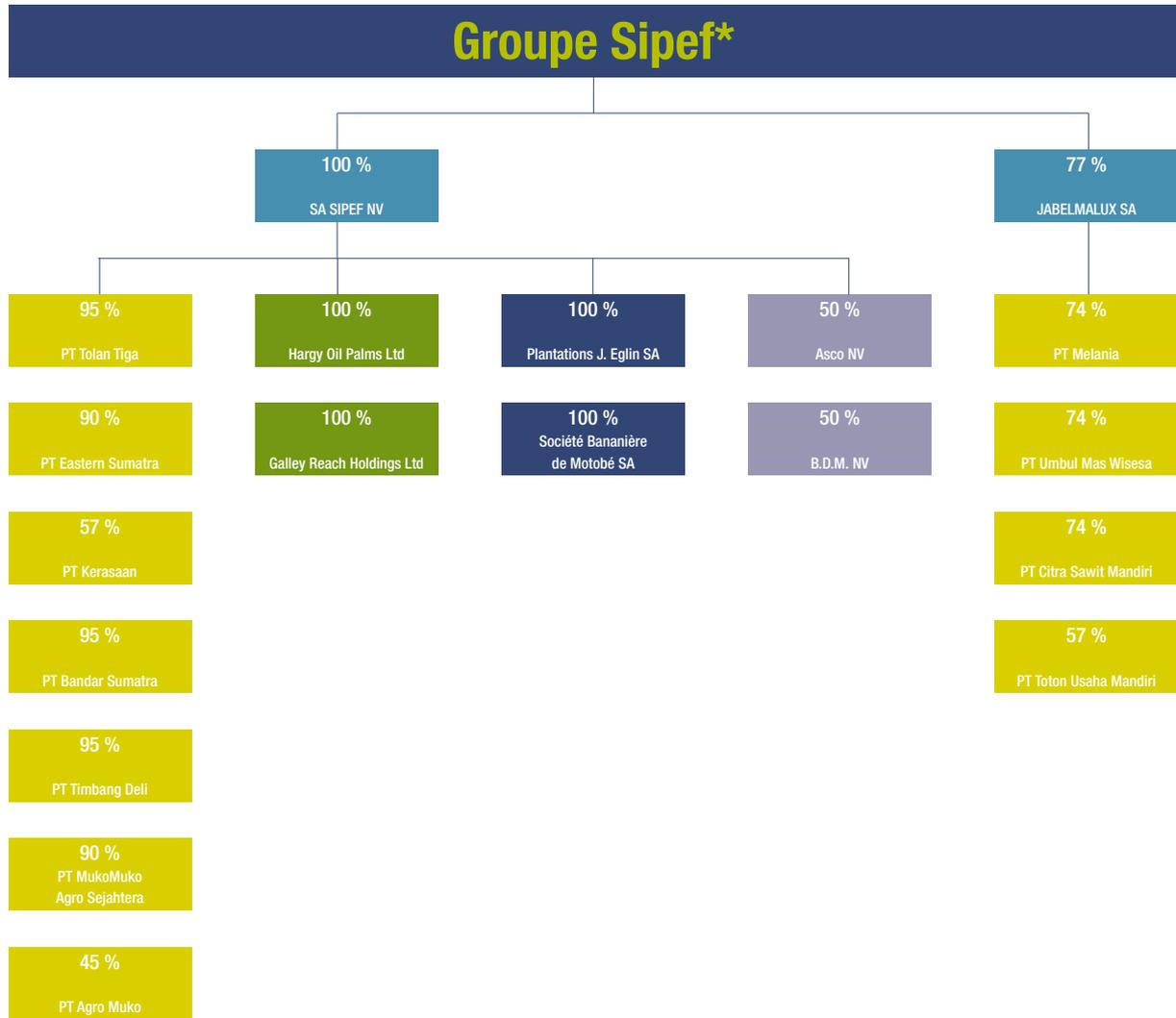




Jeunes hévéas

- Galley Reach Holdings Ltd (PNG)

ORGANOGRAM



* % d' intérêts





MESSAGE DU PRÉSIDENT

Mesdames et Messieurs,

J'ai le plaisir de vous soumettre notre rapport annuel ainsi que les comptes consolidés du groupe et ceux de la société anonyme qui seront présentés à la 92^e assemblée générale qui se tiendra le 8 juin 2011.

2010 s'inscrit comme une année record dans l'histoire de la SA *SIPEF NV*.

Après des bénéfices exceptionnels en 2008 et 2009, le résultat consolidé de l'exercice dépasse largement celui des années précédentes et cela principalement grâce à la fermeté des prix de vente de nos quatre produits de base, l'huile de palme, le caoutchouc, le thé et les bananes.

L'Indonésie évolue dans un environnement stable et le pays réalise des progrès significatifs en matière économique grâce à la croissance de son marché interne, ce qui a renforcé sa monnaie par rapport au dollar américain. Grâce aux larges perspectives de développement liées au projet Liquid Natural Gas (LNG) l'environnement politique et économique de la Papouasie-Nouvelle-Guinée est également stable, ce qui nous a permis de concentrer nos efforts sur nos activités agro-industrielles.

On ne peut malheureusement pas en dire autant de la Côte d'Ivoire où les élections présidentielles de fin 2010, qui se sont pourtant déroulées dans une atmosphère sereine, ont débouché sur un « combat des chefs » qui a plongé le pays dans une réelle impasse politique. La vie économique n'a, pour le moment, pas trop souffert, mais les mesures imposées par la communauté internationale risquent de rendre difficiles nos exportations de bananes et de fleurs. La viabilité de ce secteur, fortement dépendant d'une logistique fiable, pourrait en être affectée en 2011.

La crise financière n'a pas eu d'impact majeur sur ces pays et certainement pas sur les marchés de l'huile de palme et du caoutchouc.

Une bonne récolte de soja en Amérique du Sud et une forte demande des marchés asiatiques ont soutenu le marché des huiles végétales au courant du premier semestre 2010. Des conditions météorologiques instables dans certaines parties du monde furent la cause d'une grande volatilité de l'offre et d'une hausse des prix au second semestre. Cette tendance se poursuit actuellement, et malgré les perspectives d'une amélioration de l'offre ce n'est pas avant le second semestre que nous pourrions connaître une baisse des prix de l'huile de palme. Malgré l'effet modérateur de la taxe à l'exportation en vigueur en Indonésie, le groupe a pleinement profité des prix de vente records et a déjà placé sur le marché une part importante des productions prévues en 2011.

Cela vaut également pour l'huile de palmistes dont les prix ont explosé à des niveaux records supérieurs à 2 000 USD la tonne, et ce par manque chronique de disponibilité sur le marché.

Les conditions météorologiques ont également affecté l'offre du caoutchouc naturel en 2010, et les besoins croissants en Chine et en Inde ont fait quadrupler les prix en l'espace de deux ans; cette tendance haussière persistante devrait se poursuivre cette année pour les mêmes raisons. A la rédaction de ces lignes, le prix du caoutchouc naturel dépasse les USD 6 000 la tonne FOB. Comme il n'y a pratiquement aucune flexibilité du côté de l'offre, seule une baisse de la demande en provenance de l'industrie pneumatique est susceptible de faire pression à long terme sur les prix.



MESSAGE DU PRÉSIDENT

Les efforts déployés dans le passé pour produire une bonne qualité de thé à Cibuni en Indonésie ont porté leurs fruits avec un prix de vente moyen supérieur à USD 3 le kilo. Cette tendance se maintient en 2011.

Nos activités d'assurance ont été complètement restructurées par la vente de la branche d'assurance-vie et de sa filiale néerlandaise. Une nouvelle équipe commerciale a été recrutée pour l'assurance maritime, et la gestion du secteur « divers » a été réaménagée. Ces mouvements n'affectent pas immédiatement les résultats récurrents de *B.D.M. NV* et *ASCO NV* en 2010, mais jettent les bases d'un avenir sain pour cette activité.

Des conditions climatiques exceptionnelles ont également eu un impact temporaire sur les plans d'expansion du groupe *SIPEF*: néanmoins, le projet *PT Umbul Mas Wisesa* est à présent quasi totalement planté. Les premières plantations d'un programme qui doublera la dimension de nos opérations en Papouasie-Nouvelle-Guinée ont été mises en place à *Hargy Oil Palms Ltd* et nous prévoyons de planter 2 000 hectares supplémentaires en 2011.

Nous avons entamé la construction de nouvelles usines d'extraction d'huile de palme au Nord-Sumatra et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Nous accordons une attention particulière à l'amélioration des conditions de logement des travailleurs et à la qualité des transports dans les plantations. Après avoir respecté toutes les procédures prescrites pour une expansion durable, nous pourrions commencer à partir du deuxième trimestre à planter de nouvelles superficies dans le cadre du projet *PT MMAS* dans la province de Bengkulu où *SIPEF* compte planter 4 000 hectares supplémentaires en combinaison avec un développement villageois de dimension semblable.

Dans l'ensemble ceci représente un budget d'investissement important qui, comme l'a été l'acquisition des intérêts minoritaires de la Banque Mondiale et de la Banque Allemande de Développement dans *PT Agro Muko* début 2010, s'inscrit parfaitement dans l'objectif à long terme du groupe d'accroître progressivement jusqu'à 100 000 hectares en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée ses plantations en huile de palme et en caoutchouc.

SIPEF fait office de modèle en matière de pratiques durables dans le secteur de l'agriculture tropicale. Les usines de *PT Agro Muko* ont obtenu la certification RSPO fin 2010, et nous pouvons affirmer que chaque tonne d'huile de palme qui quitte aujourd'hui une usine de *SIPEF* répond aux sévères critères de durabilité imposés par le « Roundtable on Sustainable Palm Oil » (RSPO). En outre, les usines indonésiennes sont maintenant certifiées à la norme allemande pour l'utilisation d'huile de palme à des fins énergétiques. Cette application suscite de plus en plus d'intérêt mais est également fréquemment remise en question compte tenu du prix en hausse des denrées alimentaires.

Nous tenons dès lors à féliciter nos équipes de direction pour avoir atteint et maintenu ces normes qui garantissent le niveau de nos activités, tant en matières sociales qu'environnementales, et qui répondent aux exigences rigoureuses du secteur, autant dans l'huile de palme que dans nos autres secteurs de base que sont le caoutchouc, le thé et les bananes.

Nous cherchons également depuis quelque temps à travers une fondation à mettre en place un projet de biodiversité dans la province de Bengkulu, et nous espérons pouvoir obtenir rapidement du gouvernement indonésien toutes les licences nécessaires pour protéger plus de 12 000 hectares de forêts vierges contre un déboisement progressif.

Dans ces conditions de marchés exceptionnelles, SA SIPEF NV a clôturé l'exercice avec un résultat pour la période, part du groupe avant IAS41, de KUSD 70 631, une augmentation de 29% par rapport au niveau record de 2009. Compte tenu de l'adaptation comptable à la juste valeur de nos plantations, les résultats IFRS, part du groupe, s'élèvent à KUSD 84 843, une augmentation de 41% comparé à l'année précédente.

Je voudrais exprimer ici mes remerciements à tous mes collaborateurs qui ont veillé, chacun dans son domaine, à ce que le groupe réalise d'aussi bons résultats. Il reste néanmoins très important pour la direction et les employés de porter une attention particulière au contrôle des coûts, à l'efficacité et à la productivité des unités de production en cette période de fermeté exceptionnelle des marchés.

Le cash flow 2010 a encore renforcé le bilan du groupe et la trésorerie, temporairement accumulée, nous permet d'envisager de nouveaux développements dans nos activités de base et d'assurer une politique durable de distribution de dividendes. Je suis également heureux de vous confirmer que notre conseil proposera le paiement d'un dividende brut d'EUR 1,50 payable en juillet 2011.

Sans préjuger de l'avenir, mais en tenant compte des ventes déjà réalisées de nos quatre produits de base, il semble que nous puissions à nouveau nous attendre à une très bonne année 2011, dont le résultat final sera toutefois largement déterminé par l'évolution des prix des matières premières au courant du second semestre.

Les perspectives à long terme pour l'huile de palme et le caoutchouc restent tout à fait favorables, avec d'une part une demande soutenue en Extrême-Orient où une classe moyenne grandissante voit son pouvoir d'achat augmenter de jour en jour, et d'autre part une offre souvent soumise à des restrictions dues aux intempéries et à la limitation des disponibilités des terres agricoles durables.

23 février 2011

Baron Bracht

Président





Pépinière de palmiers à huile
- PT Agro Muko (Indonésie)



RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A l'assemblée générale ordinaire du 8 juin 2011.

Chers actionnaires,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation notre rapport sur les activités de notre société au cours de l'exercice écoulé ainsi que les comptes statutaires et consolidés clôturés au 31 décembre 2010.

Conformément à l'A.R. du 14 novembre 2007 relatif aux obligations des émetteurs d'instruments financiers admis aux négociations sur un marché belge réglementé, SA *SIPLEF NV* est tenue de mettre son rapport financier annuel à la disposition du public sous la forme d'une brochure.

Cette brochure comprend le rapport annuel combiné – statutaire et consolidé – du conseil d'administration, établi conformément à l'article 119, dernier alinéa C. Soc.

La brochure contient également une version abrégée des comptes statutaires (page 128), établis conformément à l'article 105 C. Soc., et la version intégrale des comptes annuels consolidés (page 71). Conformément aux articles 98 et 100 C. Soc., les comptes annuels statutaires complets, accompagnés du rapport annuel du conseil d'administration et du rapport du commissaire, sont déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique. Le commissaire a remis, en ce qui concerne les comptes annuels statutaires, une attestation sans réserve.

Le rapport annuel, les versions intégrales des comptes annuels statutaires et consolidés, et les rapports du commissaire concernant ces comptes annuels précités,

sont disponibles sur le site web (www.sipef.com) et peuvent être obtenus sur simple demande, franc de port, à l'adresse suivante: Calesbergdreef 5 – 2900 Schoten, ou par e-mail: info@sipef.com.

1. Comptes annuels statutaires

1.1. Capital et actionariat

Au cours de l'exercice écoulé aucune modification du capital de la société n'a été enregistrée. Le capital souscrit s'élève à EUR 34 767 740,80 représenté par 8 951 740 actions, sans mention de valeur nominale, entièrement libérées.

Les statuts modifiés de l'entreprise, y inclus l'information sur la forme juridique, l'objet statutaire, le structure du capital, le capital autorisé et la nature des parts sociales, sont disponibles sur le site web (www.sipef.com).

Les plans d'options sur actions de 1999 et 2002 sont entièrement exercés et finalisés, et aucun nouveau plan n'est issu durant l'exercice.

1.2. Activités

Pour un aperçu des activités principales du groupe *SIPLEF* durant l'exercice 2010, nous vous prions de bien vouloir consulter le Message du Président à la page 11.

1.3. Commentaires sur les comptes annuels statutaires

1.3.1. Situation financière au 31 décembre 2010

Les comptes statutaires de SA *SIPLEF NV* ont été établis conformément à la législation comptable belge.

Le total du bilan de la société au 31 décembre 2010 s'élève à KEUR 130 721, comparé à KEUR 115 986 l'année précédente.

La baisse des actifs financiers concerne principalement la reclassification d'une créance inter-groupe sur *Hargy Oil Palms Ltd* du long terme au court terme. L'augmentation des actifs courants est due, en dehors du mouvement mentionné ci-dessus, à l'augmentation temporaire du nombre des créances commerciales et à un accroissement d'une trésorerie courante disponible.

Les fonds propres de SA *SIPEF NV* s'élèvent à KEUR 88 648 avant répartition du bénéfice, ce qui correspond à EUR 9,90 par action.

Les résultats statutaires de SA *SIPEF NV* sont dans une large mesure déterminés par les dividendes et les plus/moins-values. Etant donné que toutes les participations ne sont pas détenues directement par SA *SIPEF NV*, le résultat consolidé du groupe reflète de manière plus fidèle l'évolution économique sous-jacente.

Le résultat statutaire de l'exercice 2010 s'élève à KEUR 7 823 comparé à un profit de KEUR 2 561 l'exercice précédent.

1.3.2. Affectation du résultat

Le conseil d'administration propose d'affecter le résultat (en KEUR) comme suit:

Bénéfice reporté de l'exercice précédent	25 782
Bénéfice de l'exercice	7 823
Total à affecter	33 605
Dotation à la réserve légale	0
Rémunération du capital	13 428
Bénéfice à reporter	20 177

Le conseil d'administration propose de distribuer un dividende d'EUR 1,50 brut par action. Après retenue

du précompte mobilier, le dividende net s'élève à EUR 1,125 par action, ou EUR 1,275 pour le coupon qui est présenté assorti d'un coupon strip WPR.

Si l'assemblée générale ordinaire approuve cette proposition, le dividende sera mis en paiement à partir du 6 juillet 2011.

1.4. Perspectives

Comme les années précédentes, les résultats de l'exercice en cours dépendront dans une large mesure des dividendes qui seront distribués par les sociétés du groupe.

1.5. Communications

1.5.1. Faits marquants survenus après la clôture de l'exercice.

Depuis la clôture de l'exercice 2010, il ne s'est produit aucun fait marquant susceptible d'avoir une influence majeure sur l'évolution de la société.

1.5.2. Rémunération complémentaire du commissaire

Nous vous informons par ailleurs, conformément à l'article 134, par. 2 et 4 du Code des Sociétés, qu'aucune rémunération complémentaire n'a été payée au commissaire à part de la rémunération normale approuvée par l'assemblée générale, et qu'une rémunération de KEUR 30 a été versée à des entreprises liées au commissaire pour des conseils juridiques, comptables et fiscaux.

1.5.3. Recherche et développement

La société n'a entrepris aucune activité en matière de recherche et développement.

1.5.4. Modification des statuts

Aucune modification n'a été apportée aux statuts en 2010.



RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1.5.5. Notification en vertu de la Loi du 1 avril 2007 sur les offres publiques

Par moyen d'une lettre datée du 31 août 2010, la Nationale Investeringsmaatschappij (NIM) NV, liée à Ackermans & van Haaren (AvH) NV, et agissant de concert avec le Baron Bracht, Cabra NV et GEDEI NV, a informé l'entreprise qu'ils détiennent ensemble 34,74% du total des droits de vote de SA *SIPEF NV*.

1.5.6. Structures de protection

Lors de sa réunion du 29 mai 2009, l'assemblée générale extraordinaire a décidé d'autoriser le conseil d'administration d'acquérir ou de vendre des actions de la société en cas de nécessité et dans le but d'éviter que la société ne subisse un dommage grave et imminent, et ce pour une période de 3 ans.

2. Comptes annuels consolidés

2.1. Risques et incertitudes

Ce texte donne une description des risques opérationnels évalués par le management et le conseil d'administration. Tous les risques énoncés ci-après pourraient avoir un impact négatif important sur la situation financière, les résultats d'exploitation ou la liquidité et pourraient mener à des pertes de valeur exceptionnelles sur les actifs.

Certains risques, dont le groupe *SIPEF* estime qu'ils ont maintenant un impact limité, pourraient s'avérer avoir finalement un effet négatif considérable. D'autres risques dont la société n'a pas connaissance peuvent exister.

Les principaux risques non-couverts sont les suivants :

- fluctuations des prix du marché des matières premières huile de palme, caoutchouc, thé et bananes ;
- conditions climatologiques ;

- développements géopolitiques ;
- risques liés à l'expansion.

Le chiffre d'affaires et la marge réalisés dépendent dans une grande mesure des **fluctuations des prix du marché** de l'huile de palme et des palmistes principalement. Une modification du prix de l'huile de palme de USD 10 CAF Rotterdam par tonne a un impact d'environ USD 1,2 million par an sur le résultat après impôt. Les volumes produits et donc le chiffre d'affaires et la marge réalisés sont dans une certaine mesure influencés par les **conditions climatologiques** telles que les précipitations, l'ensoleillement, la température et l'humidité.

Etant donné que la plupart des investissements du groupe *SIPEF* sont réalisés dans des pays en voie de développement (Indonésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Côte d'Ivoire) les **développements géopolitiques** dans ces régions demandent une attention particulière du management. Toutefois il s'avère du passé récent que les difficultés éventuelles dans ces pays n'ont qu'une influence limitée sur le résultat net du groupe, sauf l'impact de mesures macro-économiques.

L'**expansion** additionnelle prévue par le groupe *SIPEF* dépend de la possibilité d'acquérir de nouveaux contrats de concessions pour des terrains agricoles qui répondent aux critères de durabilité à des conditions économiquement justifiables. Si le groupe ne réussit pas à réunir ces conditions, les plans d'expansion pourraient en être affectés.

A part ces risques spécifiques importants, le groupe est également confronté à des risques plus généraux, comme :

- risques de change, de taux d'intérêt, de crédit et de liquidités, comme mentionnés dans la partie financière de cette brochure ;
- risques liés à des actions sociales ;

- risques liés aux systèmes informatiques ;
- risques liés aux législations ;
- risques liés aux litiges ;
- risques liés aux contrôles internes ;
- risques liés aux contrôles fiscaux ;
- risques de responsabilité environnementale ;
- ...

2.2. Commentaires sur les comptes annuels consolidés

Les comptes consolidés portant sur l'exercice 2010 sont établis selon les normes IFRS (International Financial Reporting Standards).

Le total du bilan consolidé au 31 décembre 2010 s'élève à KUSD 500 556, soit une augmentation de 18,13% par rapport au total du bilan de KUSD 423 739 enregistré fin 2009. Cette augmentation doit être attribuée avant tout aux investissements supplémentaires au niveau des plantations et installations, financés par des liquidités générées durant l'exercice. Le solde des liquidités a été utilisé pour le remboursement de dettes financières à court terme. La position financière nette de KUSD 36 108 à la fin de 2009 a encore été renforcée pour atteindre une trésorerie nette de KUSD 56 484 à la fin de 2010.

Les fonds propres consolidés du groupe *SIFE*, part du groupe avant répartition du bénéfice, ont augmenté à KUSD 368 549, ce qui correspond à USD 41,17 par action. Le résultat opérationnel avant IAS41 s'élève à KUSD 75 450, de 28,80% meilleur à celui de l'année précédente, grâce à l'augmentation des prix de vente moyens de nos principaux produits, l'huile de palme et le caoutchouc, et malgré une baisse des productions à un prix de revient supérieur.

Les ajustements IAS41 substituent les charges d'amortissements au niveau des coûts des ventes par une variation dans la valeur des actifs biologiques entre fin 2009 et fin décembre 2010, moins les coûts de plantation et les impôts différés qui y sont associés. La variation brute des actifs biologiques de KUSD 33 413 provient principalement de l'expansion des surfaces plantées en palmiers à huile à *PT UMW* en Indonésie et de l'augmentation sur le long terme des prix moyens des huiles, du caoutchouc et du thé appliqués. Les coûts de plantation de KUSD 14 269 ont réduit l'impact net avant taxes à KUSD 22 586, base pour des impôts différés moyens de 26,75%. L'impact net positif IAS41, part du groupe, s'élève à KUSD 14 212.

Les résultats nets IFRS, part du groupe, après les ajustements IAS41, s'élèvent à KUSD 84 843, dépassant de 41,00% les résultats record de l'année passée.

2.3. Faits marquants survenus après la clôture de l'exercice

Le conseil d'administration a décidé en date du 23 février 2011 de lancer une OPA sur les actions de *Jabelmalux SA*. Cette OPA, qui sera lancée le 15 mars 2011, porte sur les 6 166 actions (représentant 22,6% du capital) non encore détenues par *SA SIFE NV*. Le prix proposé par action s'élève à EUR 2 250 par action.



RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2.4. Recherche et développement

SA *SIPEF NV* et ses participations consolidées n'ont entrepris, en 2010, aucune activité en matière de recherche et développement.

2.5. Instruments financiers

A l'intérieur du groupe *SIPEF* il est fait usage de manière limitée d'instruments financiers pour la gestion des risques. Il s'agit notamment d'instruments financiers visant à atténuer l'effet d'une augmentation des taux d'intérêt sur dettes financières.

Les partenaires de ces instruments financiers sont exclusivement des banques belges de renom avec lesquelles SA *SIPEF NV* a établi une relation à long terme.

2.6. Prévisions pour 2011

Les volumes actuels de production d'huile de palme sont à nouveau en ligne avec les attentes malgré un certain retard dans quelques plantations du Nord-Sumatra dû à la sécheresse du début de l'année dernière. Les volumes à Agro Muko dans la province de Bengkulu et les productions d'*Hargy Oil Palms Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée sont en augmentation.

Les productions de caoutchouc et de thé sont similaires aux bons volumes de l'année dernière.

A l'heure actuelle, 45% de la production annuelle estimée d'huile de palme sont déjà vendus à des prix moyens qui dépassent USD 1 100 CAF Rotterdam. De même, 39% des productions de caoutchouc et 32% de la production de thé sont vendues à des prix nettement plus élevés que l'an dernier. Par conséquent, on peut considérer qu'une partie importante des revenus attendus pour 2011 sont déjà engrangés.

Indépendamment des prix élevés, nous estimons que le marché se maintiendra à court terme grâce à une demande toujours vigoureuse soutenue par une pénurie d'approvisionnement. Ce n'est que si le marché reçoit le signal clair que de meilleures récoltes reconstitueront les stocks qu'une baisse des prix élevés actuels pourrait avoir lieu. Si les prix du pétrole brut Brent dépassent le niveau d'USD 100 le baril, toute réduction des prix pourrait alors être considérée comme une opportunité d'achat pour les utilisateurs du secteur de l'énergie.

Depuis 2011, la pénurie d'offre a poussé les prix du caoutchouc naturel au delà d'USD 6 le kilo. Nous ne prévoyons pas de changement à court terme compte tenu de l'arrivée de la période d'hivernage (période de défoliation accompagnée d'une réduction de production).

La perspective que la saison des pluies dont le Kenya a tant besoin, qui débute en mars, ne suffise pas à compenser les trois derniers mois extrêmement secs, nous permet de croire que les prix du marché du thé se maintiendront à moyen terme au delà des USD 3 000 la tonne.

Le chiffre d'affaires déjà réalisé et le maintien de prix élevés pour l'huile de palme, le caoutchouc et le thé dans les prochains mois, nous permettent de penser que nous nous dirigeons vers une nouvelle année de profits élevés pour le groupe *SIPEF*.

Grâce à sa trésorerie disponible, *SIPEF* est dans une position idéale pour poursuivre nos projets d'expansion au Nord-Sumatra et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, pour acquérir un intérêt plus important dans ses activités existantes et saisir de nouvelles opportunités d'investissement durable dans l'agro-industrie en Extrême-Orient.

2.7. Déclaration des personnes responsables

Les soussignés déclarent qu'à leur connaissance:

- les comptes consolidés pour l'exercice prenant fin le 31 décembre 2010 sont établis en conformité avec les International Financial Reporting Standards («IFRS») et donnent une image fidèle de la situation financière consolidée et des résultats consolidés du groupe *SIPEF* et de ses filiales comprises dans la consolidation;
- le rapport financier donne une image fidèle des événements importants et des transactions significatives avec des parties liées survenus au cours de l'exercice 2010, et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels le groupe *SIPEF* est confronté.

Au nom du conseil d'administration, le 23 février 2011.

François Van Hoydonck

Administrateur Délégué

Baron Bracht

Président







de gauche à droite:

Baron Bertrand

Priscilla Bracht

François Van Hoydonck

Jacques Delen

Richard Robinow

Antoine Friling

Baron Bracht

Baron de Gerlache de Gomery

Regnier Haegelsteen

CORPORATE GOVERNANCE

SIPEF's Corporate Governance Charter est disponible dans la rubrique «Investor Relations» du site internet www.sipef.com.

1. Généralités

Le 23 novembre 2005, le conseil d'administration de SA SIPEF NV a approuvé la première Charte de Corporate Governance (la «Charte»). La Charte a été rédigée conformément aux dispositions du Code Belge de Corporate Governance (le «Code») rendu public le 9 décembre 2004 par le Corporate Governance Committee. Cette version de la Charte était déjà en conformité avec divers Décrets Royaux instaurés pour être en concordance avec les lois européennes concernant les abus de marché.

SA SIPEF NV utilise actuellement le Code Belge de Corporate Governance 2009 comme code de référence. La charte de gouvernance d'entreprise approuvée par le conseil d'administration de SA SIPEF NV est également en conformité avec le Code Belge de Corporate Governance 2009.

Comme il est stipulé dans le Code, SA SIPEF NV doit consacrer (dans le chapitre «Corporate Governance» de sa brochure) une attention particulière aux informations matérielles relatives à la gouvernance d'entreprise, aux modifications éventuelles apportées à la politique de corporate governance ainsi qu'aux événements pertinents en matière de corporate governance survenus au cours de l'exercice écoulé. Le chapitre «Corporate Governance» contient en outre des explications sur les divergences par rapport aux recommandations du Code, selon le principe «comply or explain».

2. Conseil d'administration

2.1. Composition

Le conseil d'administration est composé de neuf membres.

	<i>Fin du mandat</i>
Baron Bracht, <i>président</i>	2014
François Van Hoydonck, <i>administrateur délégué</i>	2011
Baron Bertrand, <i>administrateur</i>	2012
Priscilla Bracht, <i>administrateur</i>	2014
Jacques Delen, <i>administrateur</i>	2012
Antoine Friling, <i>administrateur</i>	2011
Baron de Gerlache de Gomery, <i>administrateur</i>	2012
Regnier Haegelsteen, <i>administrateur</i>	2011
Richard Robinow, <i>administrateur</i>	2011

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires du 8 juin 2011 le renouvellement du mandat de François Van Hoydonck, administrateur exécutif, et des mandats de Antoine Friling, Regnier Haegelsteen et Richard Robinow, administrateurs non exécutifs, pour une période de 4 ans, venant à expiration en 2015.

Le conseil d'administration proposera probablement à l'assemblée générale des actionnaires du 8 juin 2011 la nomination d'un nouvel administrateur indépendant.

2.2. Administrateurs non exécutifs et exécutifs

A partir du 1 septembre 2007, François Van Hoydonck est administrateur délégué et ne représente pas d'actionnaire de référence.

Les huit autres administrateurs sont des administrateurs non exécutifs. Les administrateurs non-indépendants le Baron Bracht et Priscilla Bracht représentent la famille Bracht. Le Baron Bertrand et Jacques Delen représentent Ackermans & van Haaren. Ackermans & van Haaren, liée à la Nationale Investeringsmaatschappij et agissant de concert avec le Baron Bracht, lié à

Cabra NV et GEDEI NV, ont déclaré détenir plus de 30% des actions de la SA *SIPEF NV*.

Les administrateurs, porteurs de mandats dans d'autres sociétés cotées que celles du groupe, sont:

Baron Bertrand:

Ackermans & van Haaren, Atenor Group, Leasinvest Real Estate, Groupe Flo (FR) et Schroders (UK);

Baron de Gerlache de Gomery:

Floridienne, Leasinvest Real Estate et Texaf;

Jacques Delen:

Ackermans & van Haaren;

Regnier Haegelsteen:

Atenor Group et Etex Group;

Richard Robinow:

MP Evans (UK), REA (UK) et REA Vipingo Plantations Ltd (Kenya).

2.3. Administrateurs indépendants

Le Baron de Gerlache de Gomery, Regnier Haegelsteen et Richard Robinow siègent en tant qu'administrateurs indépendants au sens de l'article 524 du Code des Sociétés et répondent en outre à tous les critères d'indépendance au point 2.2.4 de la Charte de la société. Regnier Haegelsteen répond aux nouveaux critères d'indépendance de l'article 526ter C. Soc. jusqu'à fin juin 2011. Le Baron de Gerlache de Gomery et Richard Robinow répondent aux critères de l'article 526ter, à l'exception du 2°, leurs mandats excédant une période de 12 ans.

Si cette assemblée générale approuve le renouvellement du mandat d'Antoine Friling et la nomination d'un nouvel administrateur encore à désigner, ces personnes siègeront en tant qu'administrateurs indépendants.

Tous deux répondront à tous les critères d'indépendance de l'article 526ter C.Soc.

2.4. Rapport d'activités

Le conseil d'administration de SA *SIPEF NV* s'est réuni à cinq reprises en 2010. Le taux moyen de participation s'est élevé à 93%. Le taux de présence individuel s'établit comme suit:

Baron Bracht, <i>président</i>	5/5
François Van Hoydonck, <i>administrateur délégué</i>	5/5
Baron Bertrand	5/5
Priscilla Bracht	4/5
Jacques Delen	5/5
Antoine Friling	5/5
Baron de Gerlache de Gomery	4/5
Regnier Haegelsteen	4/5
Richard Robinow	5/5

Le conseil d'administration a suivi en 2010 les résultats du groupe et le développement des activités des différentes participations au moyen des rapports fournis par le comité exécutif. Pendant l'exercice écoulé, le conseil d'administration a également pris certaines décisions importantes en matière d'investissement et de désinvestissement.

Une réunion spéciale a été tenue le 30 août 2010 concernant le développement stratégique du groupe, basé sur un «business plan» sur 10 ans.

Lors de sa réunion du 24 février 2010, le conseil d'administration a discuté, conformément à l'article 2.7 de la Charte et en l'absence de l'administrateur exécutif, de la relation entre le conseil d'administration et le comité exécutif. Les administrateurs concernés ont exprimé leur satisfaction générale sur la transparence et la bonne coopération entre les deux organes et ont fait, à ce propos, quelques suggestions à l'administrateur exécutif.



CORPORATE GOVERNANCE

En outre les administrateurs ont évalué l'importance, la composition et le fonctionnement du conseil d'administration, en portant une attention particulière à la composition actuelle vis-à-vis de la composition souhaitée. Il est également constaté que des compétences spécifiques comme l'interprétation de rapports financiers, la connaissance du secteur, l'expérience en gestion d'une entreprise et le fonctionnement des marchés financiers, sont présentes de manière équilibrée au sein du conseil d'administration.

2.5. Règles de conduite en matière de conflits d'intérêts

Le conseil d'administration a repris dans la Charte (2.9 et 4.7) sa politique concernant les opérations pouvant donner lieu à des conflits d'intérêts (au sens du Code des Sociétés ou autrement). Aucune décision n'a dû être prise pendant l'exercice écoulé.

2.6. Règles de conduite en matière de transactions financières

Le conseil d'administration a repris dans la Charte (5.) sa politique concernant la prévention des abus de marché.

3. Comité d'audit

3.1. Composition

Regnier Haegelsteen

– président et administrateur indépendant et non exécutif

Priscilla Bracht

– administrateur non exécutif

Baron de Gerlache de Gomery

– administrateur indépendant et non exécutif

Conformément à l'article 526bis C. Soc., il a été confirmé que Regnier Haegelsteen, président du comité, a acquis les compétences et l'expertise nécessaires en termes de comptabilité et d'audit. Regnier Haegelsteen

répond aux critères d'indépendance mentionnés dans l'article 526ter C. Soc. Le Baron de Gerlache de Gomery répond à tous les critères d'indépendance mentionnés dans l'article 526ter mais excède la période limitée de 12 ans.

Etant donné qu'à partir du 1 juillet 2011 Regnier Haegelsteen et le Baron de Gerlache de Gomery ne peuvent plus siéger dans le comité d'audit en tant qu'administrateurs indépendants (suivant l'article 526ter), le nombre requis d'administrateurs indépendants ne sera plus atteint. La composition de ce comité sera modifiée dans le courant de 2011 afin de répondre aux nouveaux critères légaux.

3.2. Rapport d'activités

Le comité d'audit s'est réuni à trois reprises en 2010. Le taux de participation (ou représentation par procuration) était de 100%. En février et en août le comité s'est principalement penché, en présence du commissaire, sur l'analyse des rapports financiers annuels et semestriels. Par ailleurs les données de la proposition de communiqué de presse ont été discutées, ainsi que la procédure relative à l'application de la règle dite «one-to-one» visant à garantir l'indépendance du commissaire. Les procédures pour l'évaluation des actifs biologiques dans le cadre de IAS41 ont également été commentées et discutées et une étude comparative sur l'évaluation IAS41 dans le secteur a été présentée. Finalement une session privée a été tenue par le comité avec le commissaire, sans que les membres du comité exécutif ne soient présents.

Le comité de novembre a, outre les rapports des comités d'audit interne d'Indonésie, d'*Hargy Oil Palms Ltd* et de la branche assurance, ré-analysé et complété l'analyse des risques du groupe.

Le président du conseil d'administration, l'administrateur délégué, le CFO et un représentant d'*Ackermans & van Haaren* ont assisté à chacun de ces comités.

4. Comité de rémunération

4.1. Composition

Baron Bertrand

– président et administrateur non exécutif

Baron Bracht

– administrateur non exécutif

Regnier Haegelsteen

– administrateur indépendant et non exécutif

Le comité de rémunération est composé d'administrateurs non exécutifs uniquement, comme stipulé dans les recommandations 5. du Code.

La composition du comité de rémunération sera modifiée dans le courant de 2011 afin de répondre aux nouveaux critères (majorité d'administrateurs indépendants) de l'article 526quater C. Soc.

4.2. Rapport d'activités

Le comité de rémunération s'est réuni à deux reprises en 2010, le 24 février et le 1 décembre. Le taux de participation était de 100%. Le comité de rémunération a fait des recommandations au conseil d'administration au sujet des rémunérations fixes des administrateurs et du président, ainsi qu'au sujet des rémunérations du comité exécutif, du calcul des bonus et des bonus individuels pour le comité exécutif, de la structure salariale et du calcul des primes de la direction expatriée dans les filiales et les changements proposés par la loi au sujet des rémunérations des administrateurs exécutifs démissionnants.

5. Comité exécutif

5.1. Composition

François Van Hoydonck

– administrateur délégué

Matthew T. Adams

– Chief Operating Officer

(External Visiting Agent à partir du 1 novembre 2010)

Didier Cruysmans

– directeur Estates Department

Thomas Hildenbrand

– directeur Marketing Bananes et Fleurs

Johan Nelis

– Chief Financial Officer

Paul Nellens

– directeur Marketing Commodities

Le Baron Bracht, président du conseil d'administration, et Priscilla Bracht, administrateur non exécutif, ont assisté régulièrement aux réunions du comité exécutif en tant qu'observateurs.

5.2. Rapport d'activités

Sauf circonstances imprévues, le comité exécutif se réunit une fois par semaine. Le comité exécutif est en outre responsable de la gestion journalière du groupe et prépare toutes les décisions qui doivent être prises par le conseil d'administration.



CORPORATE GOVERNANCE



de gauche à droite:

Johan Nelis

Matthew T. Adams

Thomas Hildenbrand

Paul Nellens

Didier Cruysmans

François Van Hoydonck

6. Rapport des rémunérations

6.1. Procédure pour l'élaboration d'une politique de rémunération et pour la fixation du niveau de rémunération

La rémunération des administrateurs non exécutifs se compose uniquement d'une rémunération fixe. Cette rémunération fixe se compose d'une rémunération de base et, le cas échéant, d'une rémunération complémentaire selon que l'administrateur en question est membre d'un comité déterminé.

La rémunération des administrateurs non exécutifs est évaluée périodiquement par le comité de rémunération. Les modifications proposées par le comité de rémunération sont soumises pour approbation à l'assemblée générale.

Les membres du comité exécutif reçoivent une rémunération fixe et une prime qui est proportionnelle au résultat consolidé récurrent du groupe *SIFE*. Des plans d'options sur actions ne sont plus accordés depuis 2002, mais ils sont prévus dans le Charte. Les membres du comité exécutif disposent en outre d'une voiture de société et bénéficient d'une assurance groupe (constitution de pension, couverture du risque de décès, couverture invalidité), de chèques-repas, d'une assurance d'assistance mondiale et d'une assurance hospitalisation. L'assurance groupe est du type «cotisation fixe».

Ces composantes sont évaluées chaque année, en général lors d'une réunion en novembre ou décembre, par le comité de rémunération, lequel vérifie si elles sont conformes au marché. Cette vérification est effectuée à partir de données publiques (p.ex. données de rémunération reprises dans les rapports annuels d'autres sociétés cotées comparables) et d'études salariales. Les modifications proposées par le comité de

rémunération sont soumises pour approbation au conseil d'administration.

6.2. Politique de bonus

Les membres du comité exécutif entrent en considération pour l'attribution d'un bonus dont le montant dépend du résultat consolidé récurrent du groupe *SIFE*.

6.3. Rémunération des administrateurs exécutifs et non exécutifs

Pour l'exercice 2010, les émoluments des administrateurs ont été fixés à un montant annuel fixe de KEUR 18 pour le président et KEUR 15 par administrateur. Ces montants sont inchangés comparé à ceux de l'exercice précédent. Les administrateurs démissionnant ou nouvellement nommés sont rémunérés au pro rata de la durée de leur mandat dans le courant de l'exercice. De plus un montant annuel fixe de KEUR 4 est accordé aux membres du comité d'audit et de KEUR 2 aux membres du comité de rémunération. Les montants ne sont pas liés à l'ampleur des résultats et peuvent donc être assimilés à une rémunération fixe non liée aux prestations et attribuée pendant l'année.

Les rémunérations individuelles des administrateurs, effectivement payés en 2010 à titre de rémunération pour l'année 2010 sont:

En KEUR

Baron Bracht, <i>président</i>	19
François Van Hoydonck, <i>administrateur délégué</i>	15
Baron Bertrand	17
Priscilla Bracht	19
Jacques Delen	15
Antoine Friling	15
Baron de Gerlache de Gomery	19
Regnier Haegelsteen	21
Richard Robinow	15



CORPORATE GOVERNANCE

6.4. Rémunération des membres du comité exécutif

La rémunération fixe et variable ainsi que les autres avantages accordés en 2010, directement ou indirectement, par SA *SIPEF NV* et par ses filiales, aux membres du comité exécutif peuvent être résumés comme suit:

En KEUR

	CEO	Autres membres comité exécutif	Total	Part relative
Rémunération fixe	206	890	1 096	48,91%
Rémunération variable	246	433	679	30,30%
Assurance groupe	196	248	444	19,81%
Avantages en nature (voiture)	3	19	22	0,98%
	651	1 590	2 241	100,00%

Après 2002 aucun plan d'option sur actions n'a été mis en place ou attribué et les dernières options exerçables ont été finalisées en 2007.

6.5. Principales conditions contractuelles

L'administrateur délégué est soumis au statut des personnes indépendantes et détient un contrat de durée indéterminée. L'administrateur délégué peut mettre fin unilatéralement à son contrat moyennant la notification d'un délai de 6 mois. La période de préavis à respecter par la société est entre 18 et 24 mois, dépendant du moment de résiliation du contrat. La période de préavis peut être prolongée de 12 mois dans le cas d'une notification du contrat suite à un changement du contrôle de la société et du remplacement de plus de la moitié des administrateurs, et des restrictions importantes des pouvoirs essentiels imposés de manière unilatérale par la société. Cette dernière clause a été approuvée dans le cadre de l'article 556 du Code des Sociétés par l'assemblée générale extraordinaire du 27 décembre 2007.

Une fonction d' 'External Visiting Agent' (EVA) a été créée au 1 novembre. Le EVA a un contrat exclusif

avec *SIPEF*. Les deux parties peuvent mettre fin à ce contrat moyennant la notification d'un délai d'un an. La rémunération accordée à l'EVA est comparable à la rémunération accordée aux autres membres du comité exécutif. Les contrats des autres membres du comité exécutif sont soumis au statut d'employés et contiennent les dispositions usuelles en matière de rémunération (fixe et variable) et assurances.

Les contrats ont une durée indéterminée. Chaque membre du comité exécutif peut mettre fin à son contrat de manière unilatérale moyennant la notification d'un délai de 6 mois. La société peut mettre fin, de manière unilatérale, au contrat de chaque membre du comité exécutif, moyennant la notification d'un délai de préavis à déterminer selon les règles et usages liés au statut des employés.

7. Audit interne et externe

Le commissaire de la société est Deloitte Bedrijfsrevisoren BV o.v.v.e. CVBA, représentés par Philip Maeyaert.

Le commissaire assure l'audit externe, tant sur les chiffres consolidés que sur les chiffres statutaires du groupe *SIPEF* et fait rapport deux fois par an au comité d'audit et au conseil d'administration.

Le commissaire a été nommé lors de l'assemblée générale ordinaire du 11 juin 2008. Son mandat arrive à échéance en juin 2011.

La rémunération annuelle du commissaire pour le contrôle des comptes statutaires et consolidés de SA *SIPEF NV* s'élève à KEUR 68. Par ailleurs, un montant supplémentaire de KEUR 30 a été payé pour des opérations juridiques, comptables et fiscales à une société liée professionnellement au commissaire.

Ces rémunérations ont été approuvées par le comité d'audit, qui reçoit un aperçu de ces honoraires à chaque réunion.

Les frais totaux d'audit externe du groupe *SIPEF* s'élevaient à KEUR 308 et le montant des honoraires pour des conseils du même commissaire et des entreprises liées s'élevait à KEUR 68.

En Indonésie et à *Hargy Oil Palms Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée l'audit interne est structuré dans un département d'audit avec un comité qui analyse les rapports d'audit interne quatre fois par an. Le comité d'audit de *SA SIPEF NV* reçoit un résumé des travaux avec une qualification et une estimation de l'impact possible des conclusions, afin d'être en mesure de se faire une opinion des travaux du département d'audit local. Dans les autres filiales l'audit interne est effectué par le directeur financier. Vu l'ampleur moins importante de ces entreprises, le comité d'audit estime que l'organisation d'un département séparé n'est pas requise.

8. Structure de l'actionariat

Comme il est mentionné dans la note 16 des annexes aux comptes consolidés trois actionnaires ont déclaré avoir une participation de plus de 5% dans notre société. La société n'a pas connaissance d'accords conclus entre actionnaires, ni de l'existence de comités d'actionnaires ou d'administrateurs, à l'exception de la déclaration commune du 12 février 2007, également reprise dans l'annexe 16.

A cette date, la Nationale Investeringsmaatschappij (NIM) NV, liée à Ackermans & van Haaren (AvH) NV, et agissant de concert avec le Baron Bracht, Cabra NV et GEDEI NV, a informé l'entreprise d'un accord entre actionnaires en vue de la création d'un actionariat

stable de *SA SIPEF NV* pour favoriser le développement équilibré et la croissance rentable de *SA SIPEF NV* et ses filiales. Cet accord entre actionnaires, conclu pour une période de 15 ans, concerne e.a. des conventions de vote pour la nomination d'administrateurs et des conventions pour le transfert d'actions.

Un aperçu de la structure de l'actionariat est également disponible sur le site web de la société (www.sipef.com).

9. Plan d'options sur actions

Après 2002 aucun nouveau plan d'option sur actions n'a été mis en place et pendant l'exercice 2007, tous les warrants des plans sur actions exerçables ont été exercés.

10. Concordance avec le code belge de gouvernance d'entreprise - Comply or Explain.

Le Charte de *SA SIPEF NV* ne déroge aux recommandations du Code que sur un nombre limité de points.

10.1. Composition du comité de nomination

Conformément à la recommandation 5.3.1. de l'Annexe D du Code, le comité de nomination doit être constitué d'une majorité d'administrateurs indépendants non exécutifs. Le comité de nomination de *SA SIPEF NV* est constitué de tous les membres du conseil d'administration. Le conseil d'administration n'étant composé que pour un tiers d'administrateurs indépendants non exécutifs, la Charte déroge au Code sur ce point.



CORPORATE GOVERNANCE

Le conseil d'administration estime toutefois que cette divergence se justifie, compte tenu du fait que sa taille relativement réduite (neuf membres) ne nuit en rien à l'efficacité des délibérations et de la prise de décision et que le conseil d'administration en tant qu'ensemble est plus à même d'évaluer la taille, la composition et la planification de la succession du conseil d'administration.

10.2. Composition du comité de rémunération

Conformément à la recommandation 5.4.1. de l'Annexe E du Code, le comité de rémunération doit être constitué uniquement d'administrateurs non exécutifs. Au moins la majorité des membres de ce comité doivent être indépendants.

Le comité de rémunération de SA *SIPEF NV* est entièrement constitué d'administrateurs non exécutifs. Seulement un tiers étant des membres indépendants, la Charte déroge au Code sur ce point.

Le conseil d'administration estime toutefois que cette divergence se justifie, compte tenu du fait que les deux administrateurs dépendants représentent des actionnaires différents, et qu'un administrateur indépendant est présent, de manière telle qu'un avis équilibré puisse être donné au conseil d'administration.

La composition du comité de rémunération sera modifiée dans le courant de 2011 afin de répondre aux critères (majorité d'administrateurs indépendants) de l'article 526quater C. Soc.

10.3. Présentation de propositions devant l'assemblée générale

Conformément à la recommandation 8.9 du Code, le pourcentage minimum d'actions qu'un actionnaire doit nécessairement détenir pour pouvoir présenter des propositions devant l'assemblée générale, ne doit pas dépasser 5% du capital.

Le conseil d'administration a décidé de ne pas suivre cette recommandation.

Les actionnaires de SA *SIPEF NV* peuvent, lors de l'assemblée générale, poser aux administrateurs et au commissaire des questions ayant trait aux points figurant à l'ordre du jour.

11. Rapport sur le contrôle interne et les systèmes de gestion des risques

Le conseil d'administration de la *SIPEF* est chargé d'évaluer les risques inhérents à l'entreprise et l'efficacité du contrôle interne.

Le système de contrôle interne de *SIPEF* a été établi conformément aux principes habituels du contrôle interne (selon les dispositions légales, Code 2009, et les cadres de référence internationaux tels que le COSO).

La base du contrôle interne et de la gestion des risques est établie en fonction d'une analyse des risques réalisée au niveau du groupe.

Une attention particulière est accordée à la fiabilité des rapports financiers et des processus de communication.

Sphère de contrôle

SIPEF se conforme à une Charte de Gouvernance qui contraint les administrateurs, les cadres et le personnel au respect des normes éthiques fondamentales dans l'exercice de leurs fonctions.

Le conseil d'administration de *SIPEF* soutient l'application d'une réglementation claire et durable dans la gestion quotidienne de nos activités; ces réglementations sont plus strictes que les exigences légales des pays dans lesquels nous opérons.

Nos activités sont certifiées selon des normes internationales largement utilisées, telles que ISO9001, ISO14001, « Roundtable on Sustainable Palmoil » (RSPO), « International Sustainability and Carbon Certification » (CCSI), « Clean Development Mechanism »

(CDMdes Nations Unies, « Ethical Tea Partnership » (ETP), et « EurepGAP / GlobalGAP ».

Dans l'ensemble, la structure de l'entreprise, la philosophie des affaires et le style de gestion peuvent être considérés comme simples et informels, ce qui se justifie par un nombre limité de niveaux décisionnels au sein de la hiérarchie. Cette hiérarchie restreinte et une faible rotation du personnel facilitent le contrôle social au sein de l'entreprise.

Le groupe est divisé en un certain nombre de départements comme indiqué dans l'organigramme. Chaque département et chaque personne au sein du service concerné assume une fonction propre. De chaque fonction et de chaque emploi le niveau d'études et/ou expérience requis est déterminé. Il y a une politique claire de délégation des responsabilités.

Analyse des risques et activités de contrôle

Les objectifs stratégiques, opérationnels, financiers, fiscaux et juridiques sont définis dans un plan stratégique approuvé chaque année par le conseil d'administration. Les risques susceptibles de mettre en péril la réalisation des objectifs ont été identifiés et classés selon leur importance, leur probabilité de survenance, et les mesures à prendre selon leur importance. Le traitement du risque est divisé en plusieurs catégories (réduire, transférer, éviter ou accepter).

Les instructions et / ou les procédures nécessaires sont connues pour assurer le traitement correct des risques identifiés.

Information et communication

Un ensemble de rapports opérationnels et financiers (internes et externes) ont été mis en place sur bases périodiques (quotidienne, hebdomadaire, mensuelle, semestrielle ou annuelle) et aux niveaux appropriés afin que les responsables puissent disposer des informations nécessaires à exercer leurs responsabilités de façon satisfaisante.

Contrôle

Il est de la responsabilité de chaque employé de signaler les lacunes éventuelles pouvant surgir dans le rapport de contrôle interne auprès des responsables.

En outre, les départements d'audit interne (en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée à *Hargy Oil Palms Ltd*), sont chargés de l'examen permanent de l'efficacité et du suivi des contrôles internes existants en ce qui concerne leurs activités respectives. Sur base de leurs résultats, ils procèdent aux ajustements nécessaires. Les rapports de ces départements d'audit interne sont examinés par un comité d'audit local trimestriel. Un résumé annuel des principales conclusions est présenté au comité d'audit du groupe.

Pour les filiales de moindre dimension, pour lesquelles aucune fonction d'audit interne distincte n'a été créée, l'examen des contrôles internes est exercé par le gestionnaire responsable avec l'administrateur délégué et le directeur financier du groupe.

Chaque filiale du groupe est également soumise au moins une fois par an à l'examen des états financiers par un auditeur externe. Les observations éventuelles de ces audits externes sont soumises à la direction sous forme d'une « management-letter ». Aucune lacune importante du contrôle interne n'a été décelée dans le passé.

Contrôle interne et système de protection des risques liés aux rapports financiers

Le processus d'établissement des rapports financiers est organisé comme suit:

- Le processus est géré par le département financier de l'entreprise sous la supervision directe du directeur financier du groupe;
- En fonction des objectifs (internes et externes) fixés, un « retroplanning » est établi et distribué en début d'année à chaque département concerné ainsi qu'à l'auditeur externe. Les délais externes sont également annoncés publiquement sur le site web de la société;



CORPORATE GOVERNANCE

- Les entités suivantes soumettent des rapports individuels distincts:
 - a. l'Indonésie
 - b. *Hargy Oil Palms Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée
 - c. *Galley Reach Holdings Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée
 - d. *Plantations J.Eglin SA* en Côte d'Ivoire
 - e. *SA Jabelmalux* au Luxembourg
 - f. *SA SIPEF NV* en Belgique
 - g. *B.D.M. NV / Asco NV* en Belgique
- Le responsable du département financier de chaque entité est un comptable agréé;
- Au début du cycle des rapports annuels, on trouve l'élaboration d'un budget pour l'année ultérieure. Ce budget est établi en septembre / novembre et est soumis au conseil d'administration fin novembre / début décembre. Les options stratégiques présentées au budget annuel se conforment également au plan stratégique à long terme qui est mis à jour chaque année et est approuvé par le conseil d'administration;
- Tant pour le plan stratégique à long terme que pour le budget annuel, des analyses de sensibilité sont établies pour prendre les décisions adéquates en fonction du profil de risque estimé ;
- Au cours de la première semaine de chaque mois, les chiffres de production et la situation financière nette du mois précédent sont communiqués et consolidés par le département « corporate finance » et mis à la disposition de l'administrateur délégué, du président du conseil d'administration et de la direction du groupe;
- Au cours de cette première semaine, les transactions inter-groupe sont également réconciliées avant de commencer la clôture des comptes;
- Le rapport financier mensuel comprend une analyse des volumes (stocks d'ouverture, productions, ventes et stocks de clôture), les résultats d'exploitation, un résumé des autres éléments du compte de résultat (résultat financier et impôts), un bilan, et l'analyse des flux de trésorerie;
- Les normes comptables utilisées mensuellement sont identiques à celles utilisées pour la consolidation légale selon les normes IFRS (hors évaluations IAS41 qui ne sont incluses que dans les rapports externes);
- Les chiffres mensuels sont comparés pour chaque entité au budget et aux données couvrant la même période au cours de l'année antérieure, ce qui permet d'analyser d'éventuels écarts importants;
- Ces chiffres opérationnels et financiers globaux sont convertis mensuellement par le département « corporate finance » dans la monnaie de référence (généralement l'USD), consolidés dans la monnaie de présentation (USD) et à nouveau comparé pour cohérence avec le budget et la période précédente;
- Le rapport consolidé mensuel est soumis à l'administrateur délégué, au président du conseil d'administration et à la direction du groupe;
- Les membres du conseil d'administration reçoivent ce rapport périodiquement (mois 4, 6, 9 et 12) en préparation à la réunion du conseil. Ce rapport est accompagné d'une note détaillant les informations opérationnelles et financières du trimestre écoulé;
- En cas d'événements exceptionnels, le conseil d'administration est également informé dans l'entre-temps;
- En juin et décembre, une mise à jour du calcul de la juste valeur des actifs biologiques (évaluation IAS41) est effectuée;
- Les états financiers individuels (uniquement en décembre pour les filiales de moindre importance), l'évaluation IAS41 et la consolidation financière de juin et de décembre sont soumis à un audit externe avant que les chiffres consolidés IFRS ne soient présentés au comité d'audit;
- Sur la base de l'avis du comité d'audit, le conseil d'administration se prononce sur l'approbation des

états financiers consolidés avant de communiquer les états financiers au marché boursier;

- Le département « corporate finance » est chargé de surveiller toute modification des normes IFRS et de mettre en œuvre ces éventuels changements au sein du groupe.
- Les rapports de gestion mensuels et la consolidation statutaire sont réalisés au sein d'un système informatique intégré. Des programmes de protection antivirus, des sauvegardes périodiques et les mesures nécessaires à assurer la continuité du service sont prises avec le plus grand soin.



A tall oil palm tree stands prominently in a lush plantation. The tree's trunk is straight and textured, with a dense canopy of green fronds reaching towards the sky. At the base of the tree, a person is visible, likely engaged in maintenance or harvesting. The ground is covered with green ferns and other vegetation. A green decorative bar is located at the bottom left of the image, containing text.

Récolte haut palmier à huile
- PT Agro Muko (Indonésie)

RAPPORT DE GESTION

PAR PRODUIT

Huile de palme

Suite aux bonnes récoltes de soja en Amérique du Sud et dans la perspective d'une récolte record aux États-Unis, les prix des huiles végétales, dont celui de l'huile de palme, ont évolué dans une fourchette relativement étroite durant le premier semestre de l'année. Les fortes fluctuations de 2008 semblent appartenir au passé. En fait, ces récoltes plus importantes ont été nécessaires à maintenir un équilibre face à la croissance régulière de la consommation.

Cependant, d'importantes modifications des fondamentaux de l'offre et de la demande ont secoué le marché à la fin de l'été. Les perturbations météorologiques qui ont frappé soudainement de nombreuses régions du globe, les graves sécheresses qui ont affecté la culture du tournesol en Russie et La Niña qui a provoqué de fortes précipitations en Malaisie et en Indonésie, ont déclenché une remontée des prix, dès lors qu'il est devenu évident que l'offre ne pourrait répondre à la forte croissance de la demande dans les secteurs alimentaire et non-alimentaire.

Suite à une révision à la baisse de la récolte 2010 de soja aux États-Unis par l'USDA en octobre, la vigueur des fondamentaux est devenue plus apparente, ce qui a attiré pas mal d'argent dans les investissements en matières premières agricoles. Cela a accéléré la remontée des prix qui s'est poursuivie jusqu'en fin d'année. La sécheresse en Argentine au dernier trimestre de 2010 et les fortes pluies incessantes en Asie du Sud-Est ont poussé les prix de l'huile de palme à plus d'USD 1 200 à la fin décembre.

Bien que les pluies abondantes soient de bon augure pour la productivité du palmier à huile, les effets bénéfiques ne pourront être observés qu'au cours de la seconde moitié de 2011.

Le prix moyen pour le CPO a été de USD 901 la tonne CAF Rotterdam par rapport à USD 683 en 2009.

Les prix élevés du dernier trimestre 2010 ont créé une grande différence entre les huiles végétales et l'huile minérale brute, ce qui a rendu très coûteuse l'exécution des contrats biodiesel. Cela affectera sans aucun doute le potentiel de croissance du biodiesel dans les prochains mois.

Le marché de l'huile de palme durable, conforme aux règles du RSPO, rencontre enfin une demande plus soutenue. Cependant, celle-ci est actuellement limitée aux pays européens, où elle est utilisée soit comme huile de palme durable « segregated » (distincte) pour le secteur alimentaire soit comme « mass balance » (mélangée avec de l'huile de palme courante) / ISCC (International Sustainability and Carbon Certification) pour le secteur de l'énergie.

A très court terme, la pénurie va continuer à prévaloir, mais les agriculteurs du monde entier, attirés par les prix élevés des matières premières, seront encouragés à planter davantage, et en l'absence de nouveaux problèmes météorologiques des récoltes plus importantes devraient contribuer à apaiser les tensions et conduire à des niveaux de prix inférieurs au cours du deuxième semestre de 2011.

Huile de palmiste

Le marché des huiles lauriques a connu ce que l'on pourrait appeler une « explosion des prix ». Une très forte hausse des fondamentaux a déclenché ce mouvement au début du second semestre. L'huile de palmiste brute, qui avait oscillé entre USD 900 et USD 1 000 au cours des six premiers mois, a progressé de façon constante à partir du mois d'août, terminant l'année à USD 1 980 CAF.

La production d'huile de palmiste, inférieure aux prévisions, se situe largement en deçà de la demande mondiale, et cette situation tendue devrait se poursuivre en 2011.

Le prix moyen pour du CPKO a été USD 1 084 la tonne CAF Rotterdam par rapport à USD 700 en 2009.



RAPPORT DE GESTION

PAR PRODUIT

Caoutchouc

Les prix du caoutchouc sont cette année partis en flèche, contrairement à 2009 où le marché avait connu un début difficile. La pénurie apparue en 2009 s'est poursuivie en 2010. On a pu observer une tendance haussière tant du côté de la demande que du côté de l'offre. Le succès de l'industrie automobile chinoise et l'augmentation des importations en Inde sont à la base de la hausse du marché. Du côté de l'offre, les conséquences de La Niña et les fortes pluies qu'elle a provoquées sur les principales régions productrices du Sud-Est asiatique furent la principale préoccupation. Le prix du caoutchouc naturel a augmenté régulièrement en cours d'année, ne connaissant qu'une légère baisse à la fin du second trimestre. Celui du RSS3 est passé d'UScts 300 le kilo en janvier à UScts 500 le kilo à la fin de l'année. Cela signifie que le prix du caoutchouc naturel a plus que quadruplé sur une période de deux ans.

Le prix moyen des RSS3 en 2010 a été d'UScts 365 le kilo FOB Singapour par rapport à UScts 191 en 2009.

Même à ce niveau élevé, les perspectives restent stables car la pénurie risque de se poursuivre pendant un certain temps. Nous ne pensons donc pas que l'offre pourra répondre rapidement à ces prix élevés car les investissements dans les plantations de caoutchouc ont été largement insuffisants depuis de nombreuses années et de nouvelles plantations nécessitent sept ans avant de produire le latex de façon rentable.

Thé

L'année 2010 a débuté par une pénurie générale de près de 100 000 tonnes de thé à travers le monde. On a cependant connu des récoltes exceptionnelles au Kenya et au Sri Lanka, mais au prix d'une baisse sensible de la qualité. Les principaux producteurs comme l'Inde et la Chine n'ont enregistré aucune amélioration de leur production tandis que l'augmentation de la consommation - estimée entre 2% et 3% - a créé une demande interne supplémentaire et donc entraîné une baisse des exportations de ces pays. Les bonnes récoltes au Kenya et au Sri Lanka ont par conséquent été rapidement consommées.

Bien que les grossistes aient acheté des volumes élevés de qualité moyenne à des niveaux inférieurs aux années précédentes, ils avaient besoin de bons théés pour maintenir la qualité de leurs mélanges, et cela s'est traduit par une plus forte demande pour ces types de thé. Une forte baisse des théés de qualité d'origine Assam en Inde a encore renforcé ce phénomène. De ce fait, les écarts de prix entre les théés médiocres et ceux de qualité augmentèrent fortement, à tel point que ces derniers se sont vendus jusqu'à trois fois le prix des théés ordinaires.

Cette forte demande pour les théés de qualité fut bienvenue pour Cibuni dans la mesure où notre politique de marketing cohérente nous a permis de continuer à fournir à nos acheteurs notre excellente et renommée marque Melania. Les perspectives pour 2011 semblent bonnes: la pénurie de thé de qualité reste d'actualité et les acheteurs sont prêts à payer des prix élevés pour les théés haut de gamme.

Commercialisation de bananes et de fleurs

Bananes

Le commerce des fruits que nous importons de Côte d'Ivoire s'est avéré rémunérateur dans le contexte de la lente sortie de crise européenne. Les 20 639 tonnes de fruits produits et exportés par *Plantations J. Eglin SA / Société Bananière de Motobe SA*, auxquelles se rajoutent 9 365 tonnes d'un autre producteur de Côte d'Ivoire, furent pour la plupart commercialisées contractuellement auprès d'une clientèle régulière qui souhaite de plus en plus fidéliser et standardiser ses fournisseurs, ses cahiers de charges et ses zones de production. L'année fut atypique avec une bonne demande pendant le second semestre – ce qui est peu courant – les principales zones de production d'Amérique Centrale faisant défaut en raison de conditions climatiques défavorables (pluies diluviennes). Cette tendance s'est poursuivie au début de la nouvelle année.

La baisse des droits de douane pour les bananes d'origine américaine n'a pas eu d'effet négatif jusqu'à ce jour dans notre activité : les lois de l'offre et de la demande et les incertitudes relatives aux fluctuations des taux de change restent encore deux facteurs prépondérants dans le commerce européen des bananes. La lente mais certaine érosion des droits de douane se poursuivra donc naturellement début janvier 2011 avec une baisse d' EUR 148 à EUR 143 par tonne pour les origines dollar. Les producteurs des pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), dont nous faisons partie, devancés par les planteurs européens, devront se contenter de mesures financières d'accompagnement.

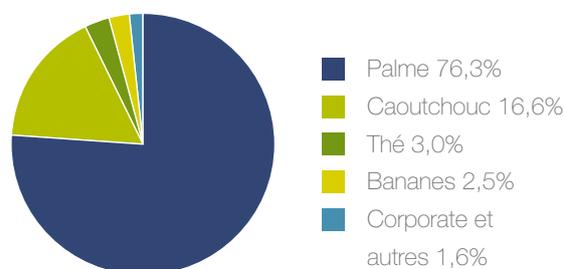
La logistique d'importation des bananes est restée inchangée, et nous importons l'intégralité des productions en conteneur réfrigéré 'door to door'.

Fleurs

Le commerce de la fleur d'ananas a été fort actif cette année, et nous avons exporté et commercialisé toute l'année, hormis en décembre où les conditions climatiques hivernales en Europe ont perturbé la logistique routière, occasionnant parallèlement des annulations de commandes pour les fêtes de fin d'année. Les autres produits issus du même secteur d'activité, fleurs de lotus et feuillage d'ornement, ont connu les mêmes problèmes.

Le développement de l'activité de feuillage décoratif que nous avons débuté il y a deux ans suit les objectifs de productivité que nous nous étions fixés. Les variétés « compacta » et « cordyline » furent un bon choix technique et économique. La qualité de nos produits horticoles, exportés intégralement par voie aérienne, est très bonne.

Le bénéfice brut





Fleur de banane

- Plantations J. Eglin SA (Côte d'Ivoire)

RAPPORT DE GESTION

PAR PAYS

Indonésie

Après la réélection du président sortant Susilo Bambang Yudhoyono en juillet 2009 pour un second mandat qui court jusqu'en 2014, le pays se trouve dans une situation stable. Il est prévu que le président mette principalement l'accent sur la poursuite du développement économique et sur la lutte contre la corruption.

Comme c'est le cas pour la plupart des pays d'Asie, la crise économique et financière qui a touché principalement l'Europe et l'Amérique n'a pas particulièrement affecté la situation en Indonésie. Les banques locales avaient été assainies durant la crise asiatique de 1997/98 et elles s'étaient concentrées sur leur métier de base, de sorte que l'impact de mauvais placements dans les produits dérivés est resté très limité. L'important marché local, composé d'une classe moyenne en pleine expansion qui voit son pouvoir d'achat augmenter constamment, est le moteur d'une croissance soutenue de l'économie mixte où tant le secteur privé que les pouvoirs publics jouent un rôle important.

Grâce à ce marché fort de 240 millions de consommateurs, la croissance économique indonésienne fut de 5,9% en 2010 contre 4,5% en 2009 avec un taux d'inflation de 5,3% supérieur au taux de 4,8% de l'année précédente. La balance commerciale reste largement positive et la dette extérieure est restée à peu près constante tout en ayant diminué de 29% à 22% du produit intérieur brut (PIB), signes d'une économie fondamentalement saine.

En raison de la croissance économique, mais surtout de l'afflux massif de capitaux spéculatifs étrangers, la monnaie s'est renforcée de IDR 9 400/USD à un cours de clôture de IDR 8 991, ce qui inquiète le gouvernement. Depuis juillet 2010, un contrôle sur

les flux de capitaux a été mis en place pour éviter la spéculation à court terme. Les taux d'intérêt sont également à la baisse.

L'Indonésie est devenue la plus grande puissance économique d'Asie du Sud-Est et l'un des membres les plus influents du G-20. Bien que le secteur des services soit le plus important avec 39% du PIB, l'agriculture, avec 14%, représente plus de 40% de l'emploi et devrait fournir un revenu à plus de 40 millions de personnes.

La production d'huile de palme a diminué en 2010 de près de 2% par rapport aux volumes records de 2009. L'ensemble des plantations de palmiers à huile a connu une baisse cyclique des rendements à l'hectare. Cette tendance générale a été amplifiée par des conditions climatiques défavorables, avec une pluviométrie moyenne déséquilibrée et inférieure aux normes habituelles, et ce principalement dans le nord de Sumatra.

En début d'année particulièrement, la production de fruits au Nord-Sumatra fut insuffisante avec une diminution de près de 10% au premier trimestre, diminution qui fut graduellement récupérée au cours des trois trimestres suivants pour clôturer à -2% en fin d'année. Les rendements moyens par hectare sont restés stables à 23,6 tonnes.

Entre-temps, nous avons procédé aux premières récoltes du nouveau projet *PT Umbul Mas Wisesa (PT UMM)* qui sont actuellement traitées à l'usine de Perlabian, mais les rendements se sont limités à 1,2 tonne à l'hectare pour ces superficies encore jeunes. Les fruits continueront à être usinés à Perlabian cette année, et nous prévoyons qu'à partir de 2012 la production sera suffisante pour être traitée directement dans la nouvelle huilerie dont la construction commencera au deuxième trimestre de 2011.



RAPPORT DE GESTION

PAR PAYS

Nous continuons à améliorer les programmes de fertilisation, et ce particulièrement dans les plantations de palmiers à huile situées en terrain plat au Nord-Sumatra, par l'utilisation d'épandeurs d'engrais mécaniques et de « giltraps » pour la distribution, en champs, des régimes de palme égrappés utilisés comme engrais organique. Malgré l'attention accrue portée aux activités d'entretien des superficies, nous avons enregistré une augmentation générale de 15% des coûts de production libellés en USD par rapport à 2009, et ce principalement en raison de l'appréciation de la monnaie et de l'inflation provoquant une hausse de la rémunération des salariés et des achats de produits et services.

Les efforts financiers consentis en 2009 pour un meilleur ramassage des régimes de palme et des fruits détachés ont contribué à une amélioration substantielle de la qualité, de sorte que 96% des fruits qui arrivent aujourd'hui aux deux huileries de palme répondent aux normes optimales de traitement, contre 93% en 2009.

L'huilerie de palme de Bukit Maradja a atteint un taux d'extraction moyen de 23,61% qui constitue un nouveau record pour cette unité. L'usine de Perlabian est restée légèrement en dessous du niveau de 2009 avec un taux de 22,91% du fait de l'apport croissant de jeunes fruits moins riches en huile en provenance de *PT UMW*.

Contrairement aux plantations de palmiers du Nord-Sumatra, les productions de *PT Agro Muko*, située dans la province de Bengkulu, ont connu un meilleur début d'année qu'en 2009, mais la tendance générale à la baisse en fin d'année a finalement réduit les volumes globaux de -3,1%. Ce groupe de huit plantations implantées dans la même région occupe une superficie totale plantée de 16 518 hectares de palmiers à huile à maturité et a produit 317 926 tonnes de fruits qui ont été usinés dans les deux huileries de palme de MukoMuko et Bunga Tanjung. Les rendements moyens par hectare sont passés de 20,11 tonnes en 2009 à 19,25 tonnes en 2010.

Le terrain accidenté rend difficile la mécanisation des épandages d'engrais, mais l'utilisation d'engrais composés a permis d'achever le programme à temps dans le courant du deuxième semestre. La récolte est également plus difficile dans ces zones plus vallonnées où de nombreux fruits sont régulièrement perdus du fait de la forte déclivité du terrain. L'utilisation de petits tracteurs type « buffalo » permet néanmoins de parcourir les étroits sentiers de récolte et de récupérer un maximum de fruits.

Les difficultés antérieures pour attirer et maintenir suffisamment de main-d'œuvre au travail dans ces conditions particulières ont été résolues par l'octroi de meilleures conditions de travail en fonction de la difficulté et par la mise à disposition de suffisamment de logements pour les familles des travailleurs, ce qui fait que 87% des fruits apportés à l'usine répondent aujourd'hui aux normes optimales, contre 85% en 2009.

Rendu nécessaire par une pluviométrie annuelle de plus de 4 000 mm sur la plupart de ces plantations, l'investissement pour améliorer le réseau routier interne s'est poursuivi. Fin 2010 on totalise 1 185 kilomètres de routes empierrées, soit 47% environ de toutes les routes en plantations. Cela permet d'évacuer les fruits jusqu'aux usines dans des conditions optimales même en pleine saison des pluies.

Les huileries ont subi d'importantes améliorations et travaux d'entretien qui ont eu des répercussions positives sur les coûts de production. Les taux d'extraction ont été respectivement de 22,71% et 22,99%, similaires à 2009.

L'usine la plus récente, Bunga Tanjung, travaille en sous-capacité. Les tonnages additionnels d'usinage demandés par les autorités locales pour couvrir les apports des fermiers environnants, qui avaient été pris en compte à la construction de l'usine, ne sont utilisés pour moitié par nos productions propres en raison de

la concurrence des autres usines de la région, ce qui a eu des conséquences négatives sur les coûts de production. Nous continuons à rechercher la possibilité de traiter les fruits des plus importantes plantations privées situées dans le voisinage sans compromettre nos critères de durabilité dans le cadre de la certification RSPO.

Après de longues négociations avec les actionnaires minoritaires, la International Finance Corporation - IFC et la Deutsche Investitions und Entwicklungsgesellschaft - DEG, ont cédé en mars 2010 leurs intérêts respectifs de 7,21% pro rata aux trois autres actionnaires MPEvans, Austindo et SIPEF. Notre part de 6,82% supplémentaires a été acquise par *PT Tolan Tiga Indonésie*, ce qui porte désormais la part du groupe dans *PT Agro Muko* à 44,93%. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie d'acquies progressivement tous les intérêts minoritaires des plantations gérées par *SIPEF*.

Les récoltes de caoutchouc au nord de Sumatra se sont nettement redressées. Après un élagage intensif des jeunes arbres en 2008 et un pourcentage de mise en saignée basse relativement important, la production de caoutchouc a été particulièrement décevante en 2009. De bonnes conditions climatiques, un contrôle sévère d'une bonne application des normes agronomiques, le passage en saignée haute dans un certain nombre de champs et l'amélioration de la stimulation ont conduit à une augmentation des productions de Bandar Pinang et Timbang Deli de 21,37% par rapport à 2009, pour atteindre à nouveau un rendement moyen de 1,8 tonnes par hectare.

En ce qui concerne la plantation de *PT Melania* au Sud-Sumatra, ces mêmes mesures positives ont conduit à une augmentation des volumes de production de 36,9% pour atteindre à nouveau une production annuelle de l'ordre de 3 100 tonnes.

A *PT Agro Muko* également, où la restructuration des plantations de caoutchouc vers des zones à plus faible pluviométrie annuelle est en plein essor, les anciennes parcelles non encore remplacées ont dépassé leur budget de 8,4%, et nous observons une augmentation progressive des rendements à l'hectare. Il faudra néanmoins plusieurs années pour que les 571 hectares de jeunes plantations trouvent leur pleine capacité.

La production de thé à Cibuni sur l'île de Java fut tout à fait conforme aux années précédentes et a atteint 3 097 tonnes. En général, les conditions météorologiques ont été favorables et ce n'est qu'au quatrième trimestre que nous avons observé une diminution de production par rapport aux volumes prévus. Le choix délibéré de produire de la qualité par la cueillette manuelle des feuilles de thé et l'usinage CTC portent leurs fruits, en particulier ces dernières années durant lesquelles des prix élevés sont offerts pour les thés de qualité supérieure. Une augmentation supplémentaire des volumes n'est pas évidente en raison du manque de main-d'œuvre, mais Cibuni essaie néanmoins d'acheter des feuilles aux plantations de thé environnantes, pour peu qu'elles respectent les mêmes normes qualitatives.

Après une diminution en 2009 des coûts de production exprimés en dollars américains tant pour l'huile de palme que pour le caoutchouc ou le thé, suite à l'impact de la crise mondiale sur la plupart des matières premières et à la faiblesse de la monnaie locale, l'année 2010 fut à nouveau une année durant laquelle la hausse du prix des engrais, l'inflation et l'appréciation de la monnaie ont entraîné des coûts de production plus élevés pour tous nos produits.

En tant que producteur durable, nous avons continué en 2010 à mettre l'accent sur l'utilisation de sources d'énergie alternatives. La plantation de thé de Java est idéalement située le long de la rivière Cibuni, et fait bon usage de ses centrales hydroélectriques



RAPPORT DE GESTION

PAR PAYS

pour produire l'énergie nécessaire à l'usine et aux maisons environnantes. Les turbines hydrauliques ont été récemment modernisées et les réservoirs ont été calibrés pour assurer une efficacité maximale. L'éventuelle énergie manquante nécessaire au séchage des feuilles est générée par une centrale fonctionnant au charbon. Depuis l'année dernière, Agro Muko dispose également d'une chaudière supplémentaire qui fonctionne entièrement sur les déchets organiques provenant de l'extraction d'huile de palme et qui fournit l'électricité nécessaire à l'usine à caoutchouc et aux besoins en énergie des travailleurs environnants. De petites unités à énergie solaire sont utilisées pour fournir l'électricité aux habitations de travailleurs et aux postes de sécurité les plus éloignés. La possibilité pour Agro Muko de bénéficier de la construction d'une centrale thermique sur les rivières à proximité est également à l'étude. La future huilerie de palme à construire en 2011 à *PT UMW* au Nord-Sumatra prévoit la récupération des gaz méthane comme source d'énergie supplémentaire pour les chaudières.

Depuis 2008, les bassins de décantation des huileries de Perlabian et Bukit Maradja au Nord-Sumatra sont recouverts d'une bâche spéciale de rétention du gaz méthane qui est entièrement capté et brûlé dans l'atmosphère. Depuis novembre 2009, ces deux projets ont été agréés par l'UNFCCC, et le tonnage de méthane récupéré donne droit à des Certificats de Réduction d'Emission (CER) qui peuvent être vendus sur le marché européen de l'énergie. Suite à l'échec partiel de la conférence sur l'environnement de Copenhague et avec la crise mondiale, les prix de ces CER ont considérablement baissé. Pour cette même raison, un projet identique sur les deux bassins de décantation des huileries d'Agro Muko a dû être reporté, le co-investisseur AEV-Agriverde ne pouvant atteindre les critères de rentabilité nécessaires. Le rétablissement du marché des CER est en cours et le procédé de captage du gaz méthane de l'usine de MukoMuko débutera en

2011. Cet investissement n'est pas encore programmé à l'usine de Bunga Tanjung compte tenu de sa sous-capacité actuelle.

Comme indiqué dans notre chapitre sur l'agriculture durable, nous avons travaillé ces dernières années sur l'amélioration des standards des processus de travail ainsi que sur leur application au sein des usines et des plantations. Une étape importante fut franchie cette année avec le succès de l'audit de certification RSPO des huileries de Perlabian et Bukit Maradja, deux unités qui furent également certifiées aux normes ISO 9001 et ISO 14001:2004 EMS. Les deux usines ont aussi été soumises à un audit des standards ISCC dans le but de procurer également aux huiles de palme certifiées durables un accès aux marchés de l'énergie alternative européens. Les économies d'émission de gaz à effet de serre par rapport au pétrole brut ont été calculées et ont été trouvées plus que suffisantes pour approuver l'utilisation de notre huile de palme dans les biocarburants et la production d'électricité verte.

Une procédure identique est en cours pour les huileries d'Agro Muko et les audits ont déjà eu lieu, mais n'ont été rendus publics par les autorités compétentes qu'après la clôture de l'exercice.

Grâce à l'ensemble de ces certifications, les huileries de palme de *SPEF* et leurs plantations associées sont maintenant reconnues comme un cas d'école dans le domaine de l'environnement et de la sécurité. Ces certifications donnent également une garantie sur la qualité globale de nos opérations au nord de Sumatra en matière de services sociaux tels que le logement des travailleurs, la formation, les soins médicaux et la gestion de l'énergie. Bien qu'aucune certification identique

n'existe pour le caoutchouc et le thé indonésien, nous appliquons à ces activités les mêmes normes de qualité.

Nos activités dans la région de Padang et nos plantations de thé à Java sont, de par leur emplacement spécifique, en zones sismiques et donc sujettes à des tremblements de terre. Après plusieurs secousses telluriques dans la région d'Agro Muko et le puissant séisme qui détruisit une grande partie de la ville de Padang en décembre 2009, la situation a été relativement calme durant l'année 2010. Nous renforçons préventivement la structure des maisons d'habitation, et nous adaptons les usines et rendons le terminal de stockage de Padang à même d'affronter de nouvelles catastrophes. Nous avons également fourni un soutien psychologique aux travailleurs pour amoindrir les effets post-traumatiques et les préparer à affronter ce genre d'événements dans le futur.

Après une période de turbulences sociales et de conflits du travail accompagnés de grèves et de licenciements dans les années 2007 et 2008, nous avons mis en place dans les plantations du nord de Sumatra une nouvelle culture d'entreprise basée sur la discipline des travailleurs qui vivent et habitent sur les plantations. Nous maintenons des contacts permanents avec les syndicats locaux, de manière constructive et sans intervention des gouvernements ou des pouvoirs publics.

Compte tenu de la croissance générale des activités de plantations dans la région, il est plus difficile d'attirer et de fidéliser la main-d'œuvre suffisamment qualifiée dans la province de Bengkulu. De solides programmes de formation, destinés aux travailleurs non qualifiés d'autres secteurs d'activité ou d'autres régions, doivent permettre le maintien du nombre de travailleurs nécessaire et la réalisation correcte des tâches. Tous les travailleurs se sont maintenant familiarisés, avec l'aide des équipes de formation ad hoc, aux principes et critères de la

« Roundtable on Sustainable Palm Oil » (RSPO). Les audits ont prouvé leur application sur le terrain.

Une grande attention est également accordée au recrutement et à la formation des jeunes qui constituent l'avenir de notre société. Nous espérons assurer dans le futur, grâce à la récente adaptation à la hausse des échelles salariales, un afflux suffisant de jeunes diplômés. Ces derniers sont amenés à suivre des programmes pratiques de formation de longue durée, en ateliers et en champs, qui doivent en faire de solides planteurs et ingénieurs. Le grand intérêt porté au secteur agricole et l'expansion des superficies cultivées en Indonésie entraînent une pression constante sur la nécessité de fidélisation de nos jeunes recrues.

La direction des opérations indonésiennes est assurée par une équipe stable de responsables malais, européens et indonésiens qui gèrent ensemble l'entreprise en tenant compte de toutes les influences culturelles et idéologiques, sans oublier l'accent sur la rentabilité dans un environnement durable. La formation des jeunes cadres est combinée à un système d'évaluation de critères de qualité afin d'améliorer, par le biais d'« indicateurs clef de performance », le rendement et la productivité individuels. L'introduction en plantation du concept de « Best Management Practice » sur certaines parcelles devrait conduire à l'amélioration du niveau global des standards agronomiques.

Les gérants sont également encouragés à exprimer leur créativité et leur capacité d'innovation par une présence journalière sur les plantations et dans les usines. Récemment, cela s'est traduit dans les faits par la découverte par le gérant de la plantation de Perlavian d'une nouvelle procédure de lutte contre les dégâts causés sur les jeunes plants de palmier par les coléoptères *Oryctes rhinoceros*. Après une étude comparative approfondie, cette nouvelle pratique sera appliquée dans l'ensemble du groupe. Souvent, de



RAPPORT DE GESTION

PAR PAYS

petites améliorations simples et pratiques peuvent avoir un grand impact sur la structure globale des coûts.

Les plantations se sont poursuivies à *PT Umbul Mas Wisesa (PT UMW)* et *PT Usaha Mandiri Toton (PT TUM)*, les plus récentes acquisitions dans la province de Nord-Sumatra, et le programme complet devrait s'achever début 2011. Au cours de l'année, nous avons été ralentis par la négociation d'honoraires à verser à des personnes qui avaient indûment démarré une activité agricole et qui réclamaient une compensation pour leurs cultures sur ces plantations.

Au cours de l'exercice 605 hectares supplémentaires ont été plantés, et à la fin de 2010 la superficie plantée totalise 8 046 hectares. Entretemps, 3 435 hectares ont fourni une production initiale limitée, usinée dans l'huilerie attenante de Perlabian. La construction de l'usine d'extraction d'huile de palme sera entreprise au cours du deuxième trimestre de l'année pour être prête en juin 2012 à recevoir de plus en plus de fruits. Le développement des infrastructures a commencé par la construction d'un premier groupe de 80 maisons ouvrières et des entrepôts destinés au stockage des engrais. Un budget d'investissement important sera nécessaire au cours des deux années à venir pour mettre en place le complexe central de logements.

Notre équipe de direction à Medan apporte une grande attention à l'expansion du groupe. Toute proposition d'acquisition de terrains ou de plantations existantes est étudiée sur base de ses qualités agronomiques, de l'état des droits de propriété et de la conformité avec les principes et critères de la RSPO. Dans la pratique, cela signifie qu'aucune expansion ne peut s'envisager dans les zones dites de « forêts à haute valeur de conservation » - HCVF, ni sur les tourbières. Les critères de HCVF se basent non seulement sur l'état de la végétation, mais aussi sur l'impact social auprès des communautés qui avoisinent un éventuel projet.

La recherche de nouvelles expansions a été formalisée par la création d'un département spécifique qui travaillera exclusivement et de manière structurée sur l'étude des opportunités d'expansion des superficies.

Malgré de fréquentes offres de projets, aucun n'a encore répondu aux critères externes et internes de qualité de notre groupe. Les recherches se poursuivent dans les régions d'Indonésie les plus valables en termes d'agronomie.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

La situation politique en Papouasie-Nouvelle-Guinée est sensible aux moindres difficultés, mais demeure généralement stable. Après la réélection du premier ministre Somare en 2007 pour une nouvelle période de cinq ans, le gouvernement a pu travailler sur un plan à long terme «Vision 2050».

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est riche en ressources naturelles, mais la croissance économique du pays restera basée essentiellement sur l'exploitation de la réserve de gaz naturel estimée à 227 milliards de mètres cubes. Un consortium dirigé par un géant du pétrole américain procède à la construction de terminaux de gaz naturel liquéfié (LNG) dont l'exportation pourrait débuter en 2013 ou 2014, suivie par l'exploitation d'autres concessions. Constituant le plus grand projet d'investissement de toute l'histoire du pays, ce programme a le potentiel de doubler à court terme le produit intérieur brut (PIB) et de tripler les recettes d'exportation; les espoirs suscités par ses investissements sont très élevés. Le gouvernement doit relever le défi de la transparence des flux de revenus de ces projets qui devront être utilisés pour améliorer à long terme le pays.

Le secteur agricole représente actuellement 32% du PIB et est la principale source de revenus pour 85%

de la population, mais il est clair que le développement industriel va absorber les travailleurs qualifiés disponibles qui quitteront le secteur agricole, ce qui aura un impact négatif sur les coûts de production de notre huile de palme et de notre caoutchouc.

La crise financière mondiale n'a eu pratiquement aucun impact sur le pays en raison de la demande continue de produits exportés par l'exploitation minière et l'agriculture de Papouasie-Nouvelle-Guinée. La croissance du PIB est estimée à 6,2% en 2010. L'inflation pour 2010 sera en ligne avec les 6,9% de 2009 et le niveau d'endettement est limité à 27,8% du PIB. La monnaie locale, le kina (PGK), s'est renforcée légèrement de 2,3% par rapport au dollar.

Hargy Oil Palms Ltd

Hargy Oil Palms Ltd a connu une année extrêmement difficile. La traditionnelle saison des pluies du premier trimestre s'est transformée en un véritable déluge, avec plus de 4 000 mm de pluie tombée durant les quatre premiers mois, ce qui représente la totalité des précipitations annuelles normales. Les activités ont été gravement perturbées par la détérioration des ponts et des routes et, fin avril, la production d'huile de palme avait chuté de 13% par rapport à l'année précédente dans nos propres plantations et de 26% pour les agriculteurs des environs. La route d'accès à la ville la plus proche Kimbe fut rouverte en mai, mais les ponts restèrent impraticables pendant de longs mois et ne furent réparés que durant la seconde moitié de l'année avec l'aide du gouvernement et des autorités australiennes.

La pluviométrie eut également un impact négatif sur la qualité de l'huile produite et sur le taux d'extraction des deux huileries, et les exportations du premier semestre furent également difficiles pour ses mêmes raisons.

La production et le transport des fruits ont commencé à se normaliser au second semestre, et les taux d'extraction dans les usines se sont améliorés jusqu'à rattraper et même dépasser les prévisions au quatrième trimestre. La production conjointe d'huile de palme et d'huile de palmiste accuse une légère baisse de 4,0%, à 98 238 tonnes contre 102 445 tonnes l'année précédente.

Grâce à l'achat d'une flotte de camions, nous avons procédé à l'empierrement du réseau routier interne de la plantation de Hargy (2 431 hectares plantés) qui atteint maintenant 35,1 kms, et l'achat de tracteurs neufs a également contribué à une meilleure évacuation des fruits des champs les plus éloignés. Ces deux mesures n'ont pas empêché les productions de la plantation de Hargy de rester légèrement inférieures aux volumes prévus. Les programmes de fertilisation ont bénéficié de l'amélioration des accès au second semestre et furent intégralement exécutés.

Les 2 077 hectares de Barema sont entièrement plantés et sont pris progressivement en récolte dès que les arbres atteignent l'âge de 24 mois. Les productions ont dépassé les budgets de 8,7% malgré l'inondation de la partie basse de la plantation durant ce même premier trimestre.

2 000 des 5 269 hectares plantés à Navo, la plus grande des plantations, seront replantés sur une période de trois ans et l'on procédera également à la reconstruction du réseau routier interne pour parer aux érosions. 324 hectares seulement sur un budget annuel de 724 furent plantés compte tenu du contexte exceptionnel. La production de la plantation existante a dépassé de 8% les budgets initiaux. Les palmiers de la plantation de Navo donnent des rendements élevés mais sont également les plus sensibles aux insectes et aux parasites tels Sexava et Stick, ce qui demande un



RAPPORT DE GESTION

PAR PAYS

contrôle adéquat et une surveillance particulière par les agronomes.

Les planteurs avoisinants sont souvent très éloignés et certains n'eurent pas, durant plusieurs mois, l'accès aux usines. Il a fallu attendre la seconde moitié de l'année avant de pouvoir rétablir des évacuations normales de fruits, ce qui a entraîné une baisse des livraisons de 4% par rapport à l'an dernier. Ces fournitures représentent 48,3% de la production annuelle d'huile de palme, ainsi l'entreprise apporte un grand support à ces planteurs en leur fournissant matériel de plantation et engrais et en les encourageant à replanter en temps utile. Le financement de ce programme sera réalisé par la Banque Mondiale, mais progressivement. La Banque Mondiale mettra également à disposition des crédits destinés à financer l'achèvement de superficies déjà plantées. La surveillance par les autorités agricoles locales laisse à désirer et une restructuration de ce service s'impose. *Hargy Oil Palms Ltd* a de sa propre initiative pourvu son département « smallholders » d'un nouveau gestionnaire chargé principalement de la sensibilisation aux procédures de replantation RSPO, au respect des standards d'exploitation et à l'application des engrais.

La direction des deux huileries de palme a fait le maximum pendant la période extrêmement pluvieuse pour maintenir les taux d'extraction d'huile à un niveau acceptable, ce qui est difficile lorsque les fruits arrivent avec retard à l'usine et contiennent une teneur élevée en eau. L'ancienne usine de Hargy a subi de nombreuses transformations ces dernières années et la plupart des infrastructures ont été renouvelées, excepté la stérilisation, de sorte que la moyenne annuelle d'extraction d'huile de palme sur régimes s'élève à 23,58% et a même atteint 25,74% en décembre. L'usine plus récente de Navo a dû faire face à des approvisionnements irréguliers et à de nombreuses casses, et malgré un taux d'extraction de 24,85% réalisé en décembre la moyenne annuelle s'établit à 22,59%.

Quant à l'huile de palmiste, les résultats sont moins bons que prévu et le nouvel ingénieur en chef, assisté par nos services techniques d'Indonésie, a mis en place un programme d'investissement pour 2011 en vue d'améliorer l'extraction de l'huile de palme et de l'huile de palmiste. Une attention particulière sera également donnée au traitement des eaux usées avec la construction de deux nouveaux bassins de décantation à Navo ainsi qu'un nettoyage intensif des étangs existants à l'usine de Hargy.

Le flux croissant des fruits de nos propres plantations et des planteurs environnants pourra être absorbé à partir de 2012 par la nouvelle usine de Barema, d'une capacité de traitement de 45 tonnes de fruits à l'heure. Les demandes de licences d'exploitation ont été introduites et le site est en préparation pour commencer les travaux de génie civil au deuxième trimestre de 2011.

Malgré les conditions météorologiques extrêmes du premier semestre, nous avons fait tout ce qui était possible pour maintenir sous contrôle les coûts de production et de transport qui ont augmenté en moyenne d'un quart en équivalent USD par rapport à l'année 2009. La nouvelle direction financière mettra en place un programme visant à suivre de près la structure des coûts en concertation avec le personnel, et un nouveau service d'audit interne a entamé le contrôle des procédures.

Le transport des fruits et de l'huile de palme demeure un élément clé de la chaîne de production dans les plantations éloignées de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, et une grande attention a été consacrée à l'entretien du matériel roulant: un nouveau chef de garage expérimenté a été recruté, ainsi qu'un chef d'atelier australien qui assure la formation du personnel de maintenance.

La société a dû faire face à de fréquents changements dans l'équipe de direction durant l'année écoulée.

L'acquisition par nos voisins NBPOL du groupe de plantations CTP en avril a créé des opportunités d'emploi sur le marché local du travail, et plusieurs de nos employés nous ont quittés pour rejoindre ce nouveau projet. Tous les postes laissés vacants ont été pourvus rapidement par des personnes disposant de meilleures compétences. Seuls les délais pour l'obtention des permis de travail pour étrangers ont été beaucoup plus longs que prévu.

Le recrutement de jeunes travailleurs responsables de la récolte et de l'entretien reste une priorité pour la gestion. Un grand nombre de travailleurs âgés furent mis à la retraite et rapatriés dans leur région d'origine en 2010. La qualité de l'habitat reste un critère primordial dans ce contexte, et la société a depuis quelques années investi massivement dans de nouvelles maisons pour plus de 150 familles en 2010 et dans l'entretien des logements existants, en particulier pour les travailleurs des usines. Ces efforts se poursuivront dans les années à venir, ainsi que la construction de nouvelles habitations dans les zones d'expansion.

Le programme d'expansion aux environs de la plantation de Navo a été poursuivi ; il prévoit de doubler les superficies plantées jusqu'à 20 000 hectares au minimum. Les propriétaires des terres ont maintenant été identifiés et contactés et des accords ont été pris pour assurer cette expansion. Tous les terrains concernés ont déjà été examinés dans le cadre du respect des principes et critères de la RSPO. L'acquisition des nouvelles parcelles a été néanmoins retardée par les autorités qui doivent produire les titres de propriété. La plantation proprement dite, estimée à 1 500 hectares pour 2010, a également été retardée par les conditions météorologiques et le manque d'entrepreneurs disposant de l'équipement adéquat à la préparation du terrain. Il a finalement été décidé d'acquérir nos propres grues et bulldozers afin de réduire cette dépendance,

et des opérateurs ont été recrutés pour accélérer l'expansion.

Après la certification initiale obtenue en 2009 et qui court jusqu'en 2014, un premier re-audit RSPO a été effectuée en avril et l'agrément *Hargy Oil Palms Ltd* a été renouvelée pour un an ainsi que pour ISO 14001. Cette certification s'applique à la totalité de la production des plantations propres et à celle des planteurs qui apportent leurs fruits à nos deux usines. Cette situation est extrêmement importante pour le positionnement de notre entreprise sur le marché européen où l'huile est utilisée comme «segregated certified sustainable palm oil», ce qui permet aux acheteurs d'incorporer directement l'huile de palme durable dans leurs produits finis.

Galley Reach Holdings Ltd

Les activités caoutchouc de *Galley Reach Holdings Ltd* sur l'île principale de Papouasie-Nouvelle-Guinée ont été en grande partie comparables aux années précédentes, mais les résultats opérationnels sont nettement meilleurs qu'en 2009, principalement au second semestre, grâce à l'augmentation significative des prix du caoutchouc naturel.

La production des plantations propres a été quasi identique à celle de l'année dernière mais les achats aux tiers ont connu une baisse sensible. Dans les régions d'Upulima et de Moreguina, où les prix d'achat sont plus élevés, on assiste à une plus grande concurrence des acheteurs de caoutchouc brut destiné à être exporté et usiné à l'étranger. *Galley Reach Holdings Ltd*, grâce à des paiements en espèces et à l'évacuation régulière du caoutchouc disponible, collecte et traite dans sa propre usine près de 60% des volumes potentiels. Les achats aux tiers représentent 36% des volumes produits et comptent pour 28% dans les résultats d'exploitation.

Les coûts de production en équivalent USD ont augmenté de 12% par rapport à l'année dernière, en



RAPPORT DE GESTION

PAR PAYS

raison d'un kina ferme (PGK) mais aussi de la hausse du prix des engrais et des carburants. Le prix d'achat moyen du caoutchouc aux tiers a plus que doublé, mais laisse encore une bonne marge à l'entreprise.

Un plan à long terme de replantation a été établi il y a quelques années car une partie importante de nos plantations a atteint un âge avancé. En dépit des problèmes dans l'obtention des semences appropriées et des pluies irrégulières, 1 148 hectares dont un peu plus de 700 hectares encore immatures ont été replantés, ce qui représente un tiers de la superficie totale. Nous avons l'intention de planter à ce même rythme pendant quelques années afin de remplacer progressivement les parties vieillissantes de la plantation par de jeunes arbres qui donnent de meilleurs rendements à l'hectare. L'installation de nouveaux drains et de voies d'eau dans les parties basses de la plantation a augmenté l'accessibilité aux arbres pendant la saison des pluies.

Les investissements se concentrent actuellement principalement sur les parcelles immatures et la replantation des jeunes hévéas. L'usine a été largement renouvelée, à l'exception de la chaudière qui pourrait être remplacée dans un proche avenir. De nombreuses nouvelles maisons ont été construites ces dernières années et c'est l'entretien des logements existants qui a pris une place prépondérante en 2010. 20 nouvelles maisons seront ajoutées l'an prochain au parc actuel de 674 logements de travailleurs.

Nos activités caoutchouc étant situées près de la capitale Port Moresby, nous ressentons déjà les premiers effets du projet LNG sur le marché du travail qualifié. La fourniture de logements, combinée avec l'éducation et les soins médicaux, est une garantie pour conserver les travailleurs après leur entraînement comme saigneurs d'hévéas.

Côte d'Ivoire

A l'heure où nous écrivons ces lignes, la Côte d'Ivoire se trouve dans une impasse politique totale.

Le processus électoral tant attendu par la population pour sortir le pays d'un environnement politique fragile et asseoir une paix durable a débouché sur une crise institutionnelle sans précédent.

A moins d'une solution rapide et pacifique, le tissu économique et social ira en se dégradant, et toute la zone UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) pourrait en pâtir.

Le premier producteur mondial de cacao a bénéficié en 2010 du niveau élevé des cours mondiaux et sa croissance économique devrait atteindre plus de 3%. L'agriculture figure parmi les activités les plus dynamiques.

SIPEF-CI SA

Chez *SIPEF-CI SA*, notre investissement détenu à 32%, des conditions climatiques capricieuses et inédites ont rendu de façon sporadique les récoltes et leur évacuation difficiles. Il en résulte des performances agricoles inférieures de l'ordre de 10% en termes de volumes par rapport à l'année antérieure.

Les trois unités agricoles opérationnelles, Bolo, Ottawa et Okrouyo, ont fourni ensemble 226 669 tonnes de fruits de palme, dont 60% proviennent de planteurs indépendants.

51 811 tonnes d'huile de palme ont été produites dans les deux usines: 64% de la production a été destinée à alimenter la raffinerie de notre partenaire et actionnaire majoritaire United Oil Company (UOC) située à Sikensi, tandis que 36% a été exportée.

7 392 tonnes de noix palmistes ont été produites et livrées à Oil-Tech, qui fait également partie du groupe Adam-Afrique.

Grâce aux prix de vente favorables de l'huile de palme, *SIPEF-CI SA* a poursuivi la politique de renouvellement accéléré de son propre verger, et dispose aujourd'hui de 4 466 hectares de jeunes cultures immatures plantées ces trois dernières années, ce qui lui permet d'envisager l'avenir avec une certaine sérénité sur le plan agricole.

Plantations J. Eglin SA / Société Bananière de Motobé SA (SBM SA)

Agronomiquement parlant l'année 2010 ne fut pas spécialement bonne : en début d'année, nous avons perdu quelques 20 hectares de production suite à une tornade sur le site de *SBM SA*. Les pluies – concentrées principalement sur les mois d'été – ont dépassé de 30% les moyennes des dernières années, occasionnant des rallongements de cycles de production et une diminution de la productivité. La combinaison de tous ces facteurs climatiques ne nous a pas permis d'aboutir aux objectifs de *SBM SA* et nous avons clôturé l'année avec un déficit de 952 tonnes comparé au budget. Agboville a fini son année au niveau des estimations et a rattrapé en fin d'exercice le retard accumulé en début d'année, tandis qu'Azaguié a dépassé ses prévisions de 1 200 tonnes.

En consolidé, nous terminons l'année à un niveau de 20 639 tonnes (+189 tonnes), proche de nos estimations et de nos réalisations de l'année passée (+64 tonnes), le tout sur une surface plantée identique. La diversification géographique des trois zones de production nous a été favorable cette année, en maintenant malgré tout un approvisionnement régulier de fruits pour honorer les contrats commerciaux.

L'emballage et la présentation de nos fruits ont été optimisés après une mission d'un expert colombien dans nos stations d'emballage qui sont actuellement en cours de réfection. Notre standard pourra donc s'améliorer dans le futur.

Le prix moyen d'EUR 441 par tonne FOB pour les fruits vendus sur l'Europe fut supérieur par rapport à nos estimations d'EUR 398. Le fait d'avoir été pénalisés par le manque de volumes au printemps après une tornade nous a fait perdre des opportunités de ventes sur un marché rémunérateur. Les ventes dans la sous-région sont restées au niveau prévu d'EUR 303 par tonne, car contractualisées à 100%.

L'activité horticole a amélioré ses performances avec un résultat positif sans pour autant aboutir aux objectifs que nous nous étions fixés. La marge que nous avons accumulée en courant d'exercice a été totalement perdue en décembre suite à la vague de froid sur le continent européen qui a paralysé la logistique et les ventes pour la période festive. Notre savoir-faire et le retour à un commerce actif nous permettent d'être optimistes pour l'année à venir.

Les élections présidentielles qui se sont tenues au dernier trimestre ont abouti à une situation d'incroyable confusion et de total désordre dans le pays. Malgré toutes les inquiétudes que nous pouvons avoir concernant les risques de guerre civile, nous arrivons – le jour de la rédaction de ce rapport – à produire, récolter, conditionner et exporter nos produits par voie maritime et aérienne dans des conditions acceptables. Nos équipes managériales peuvent être grandement félicitées pour leur dévouement et la sauvegarde de l'activité de l'entreprise. Nous espérons tous que l'année 2011 sera celle de la paix et de la relance économique en Côte d'Ivoire.



RAPPORT DE GESTION

PAR PAYS

Europe

Jabelmalux SA

Jabelmalux SA est la maison mère de *PT Melania*, de *PT Umbul Mas Wisesa (PT UMM)*, de *Toton Usaha Mandiri (PT TUM)* et de *PT Citra Sawit Mandiri (PT CSM)* en Indonésie.

Vous trouverez dans notre «rapport de gestion par pays» les détails concernant les activités opérationnelles de ces filiales.

Assurance

B.D.M. NV - ASCO NV

Le groupe d'assurances *B.D.M. NV-ASCO NV* se concentre principalement, par le biais de courtiers professionnels, sur les assurances maritimes et industrielles. *B.D.M. NV* est une agence de souscription proposant des solutions de couverture de risques dans des niches spécifiques pour le compte de l'assureur *ASCO NV* et d'une série de grandes compagnies d'assurances internationales. La présence d'*ASCO NV* parmi les compagnies pour lesquelles *B.D.M. NV* souscrit des risques présente de sérieux avantages: elle procure une plus grande stabilité à *B.D.M. NV* et renforce sa capacité par un accès direct au marché de la réassurance.

Le repositionnement stratégique de *B.D.M. NV*, débuté fin 2009, a ensuite été mis en place en 2010, spécialement orienté et concentré sur le recrutement de collaborateurs hautement qualifiés ainsi que sur le développement de nouveaux produits mais aussi par des actions de marketing significatives.

Cette adéquation a permis d'aboutir à 7% de volumes de primes supplémentaires dans le segment « marine ». Par contre, la croissance des frais de personnel a

empêché que l'augmentation de la part de marché se traduise dans le résultat opérationnel de ce segment, qui a diminué de 13%. L'année 2011 nous permettra de profiter pleinement de l'effet de l'accroissement des revenus suite à l'internationalisation de l'activité transport.

Le segment IARD (Property & Casualty) a su prévenir et anticiper l'érosion de son résultat opérationnel par la création d'une nouvelle plate-forme en vue de sa croissance future. Nous avons mis l'accent sur l'identité réelle de notre produit en abandonnant le risque de masse afin d'offrir des produits et des solutions à forte valeur ajoutée activement promus par un nombre restreint d'intermédiaires professionnels spécialisés. Malgré une réduction du volume de prime de 8%, le résultat opérationnel sur ce segment n'a diminué que de 2%.

Les résultats faibles dans les deux segments ont débouché sur un résultat opérationnel (EBITDA) d'EUR 16 477. Le résultat exceptionnel suite à la vente de la filiale néerlandaise *Bruns ten Brink Assuradeuren BV* n'a pas pu empêcher la réduction des résultats nets par l'augmentation des frais opérationnels suite au repositionnement stratégique des activités.

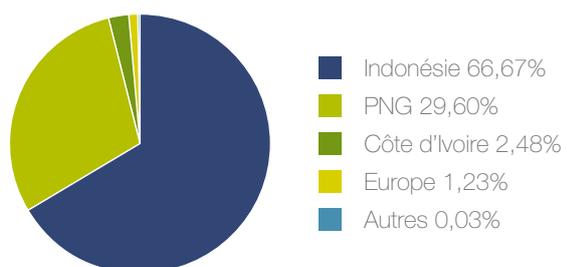
Pour l'assureur *ASCO NV*, 2010 se traduit par un changement important dans sa position et la composition de son portefeuille. D'une part, aucune nouvelle souscription n'a été effectuée cette année par les anciens agents de souscription *Bruns ten Brink Assuradeuren BV* et *I.B.I.S.* D'autre part, les nouvelles souscriptions via les agents *Unireas* et *Almarisk* ont été ajoutées au portefeuille. Cette stratégie a permis d'aboutir à un encaissement d'EUR 26,3 millions de primes, soit une hausse de 29% par rapport à 2009.

Les charges relatives à la sinistralité ont évolué de façon favorable. Le résultat technique brut positif a toutefois été neutralisé par des charges de réassurance encore

trop pesantes, malgré une révision du programme de réassurance.

Notre perspective d'ici 2011 se concentre principalement sur un réajustement significatif du programme de réassurance.

Le bénéfice brut





Cueillette du thé
- Cibuni-Java (Indonésie)





PRODUCTIONS DU GROUPE (EN TONNES)

Production totale des entreprises consolidées (*≠ part du groupe*)

	Propres	Tiers	2010	Propres	Tiers	2009
Huile de palme	192 156	46 985	239 141	196 368	50 489	246 857
Indonésie	144 450	2 949	147 399	147 373	4 316	151 689
Groupe Tolan Tiga	71 643	-	71 643	72 197	-	72 197
Groupe Agro Muko	72 807	2 949	75 756	75 176	4 316	79 492
Papouasie-Nouvelle-Guinée	47 706	44 036	91 742	48 995	46 173	95 168
Amandes de palmistes	34 037	691	34 728	35 198	994	36 192
Indonésie	34 037	691	34 728	35 198	994	36 192
Groupe Tolan Tiga	17 665	-	17 665	17 977	-	17 977
Groupe Agro Muko	16 372	691	17 063	17 221	994	18 215
Huile de palmistes	3 501	2 995	6 496	3 771	3 506	7 277
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3 501	2 995	6 496	3 771	3 506	7 277
Caoutchouc	9 608	1 273	10 881	8 633	1 727	10 360
Indonésie	7 344	0	7 344	6 003	0	6 003
Groupe Tolan Tiga	6 155	-	6 155	4 782	-	4 782
Groupe Agro Muko	1 189	-	1 189	1 221	-	1 221
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 264	1 273	3 537	2 289	1 727	4 016
Brésil	-	-	0	341	-	341
Thé	3 097	11	3 108	3 121	0	3 121
Indonésie	3 097	11	3 108	3 121	-	3 121
Ananas fleurs (par 1 000 pièces)	833	0	833	824	0	824
Côte d'Ivoire	833	-	833	824	-	824
Bananes	20 639	0	20 639	20 575	0	20 575
Côte d'Ivoire	20 639	-	20 639	20 575	-	20 575
Goyave	0	0	0	689	0	689
Brésil	-	-	0	689	-	689
Poivre	0	0	0	26	0	26
Brésil	-	-	0	26	-	26

HECTARES PLANTÉS (EN HECTARES) *

Hectares totaux plantés des entreprises consolidées (= part du groupe).

	2010			2009		
	Mature	Immature	Planté	Mature	Immature	Planté
Palmiers à huile	41 134	9 746	50 880	38 062	11 138	49 200
Indonésie	32 955	8 098	41 053	30 831	8 764	39 595
Groupe Tolan Tiga	13 002	1 164	14 166	13 320	913	14 233
Groupe Umbul Mas Wisesa	3 435	5 375	8 810	1 185	6 322	7 507
Groupe Agro Muko	16 518	1 559	18 077	16 326	1 529	17 855
Papouasie-Nouvelle-Guinée	8 179	1 648	9 827	7 231	2 374	9 605
Caoutchouc	7 049	2 238	9 287	8 012	2 297	10 309
Indonésie	4 472	1 532	6 004	4 735	1 534	6 269
Groupe Tolan Tiga	3 491	894	4 385	3 447	982	4 429
Groupe Agro Muko	981	638	1 619	1 288	552	1 840
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 577	706	3 283	2 520	763	3 283
Brésil	0	0	0	757	0	757
Thé	1 740	47	1 787	1 742	45	1 787
Indonésie	1 740	47	1 787	1 742	45	1 787
Ananas fleurs	27	49	76	36	50	86
Côte d'Ivoire	27	49	76	36	50	86
Bananas	516	0	516	512	0	512
Côte d'Ivoire	516	0	516	512	0	512
Autres	0	58	58	242	241	483
Brésil	0	0	0	242	183	425
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	58	58	0	58	58
Total	50 466	12 138	62 604	48 606	13 771	62 377

* = hectares effectivement plantés





Pépinière de palmiers à huile
- PT UMW-Sumatra (Indonésie)

PROFIL D'ÂGE

	Palmier					Caoutchouc			
	Groupe Tolan Tiga	Groupe Umbul Mas Wisesa	Groupe Agro Muko	Hargy Oil Palms	Total	Tolan Tiga groep	Agro Muko groep	Galley Reach Holdings	Total
2010	560	1 325	312	512	2 709	141	101	0	242
2009	228	1 848	537	391	3 004	50	65	87	202
2008	376	2 118	413	154	3 061	96	114	97	307
2007	309	2 334	446	1 676	4 765	262	170	200	632
2006	644	335	1 083	879	2 941	201	188	200	589
2005	665	800	525	173	2 163	283	0	122	405
2004	137	0	696	255	1 088	243	0	57	300
2003	1 143	50	101	148	1 442	253	0	0	253
2002	653	0	81	359	1 093	198	0	0	198
2001	692	0	475	662	1 829	97	0	69	166
2000	831	0	1 034	510	2 375	409	93	116	618
1999	819	0	1 608	666	3 093	177	100	65	342
1998	668	0	2 293	625	3 586	270	215	33	518
1997	869	0	844	129	1 842	228	185	73	486
1996	986	0	496	558	2 040	198	0	0	198
1995	305	0	257	0	562	195	0	37	232
1994	468	0	872	472	1 812	132	0	0	132
1993	336	0	217	0	553	225	0	0	225
1992	828	0	142	0	970	0	0	0	0
1991	0	0	259	0	259	0	0	0	0
1990	29	0	3 476	0	3 505	91	0	0	91
1989	42	0	1 491	0	1 533	153	202	0	355
1988	306	0	419	0	725	324	186	40	550
1987	194	0	0	0	194	52	0	129	181
1986	394	0	0	422	816	20	0	365	385
Avant 1986	1 684	0	0	1 236	2 920	87	0	1 593	1 680
	14 166	8 810	18 077	9 827	50 880	4 385	1 619	3 283	9 287
Age moyen	12,53	2,13	12,83	10,16	10,38	11,13	10,44	24,95	15,90





Champ d'hévéas mis en saignée
- Nord-Sumatra (Indonésie)





DÉVELOPPEMENT DURABLE:

UNE BONNE GESTION DES PLANTATIONS ASSURE LEUR DURABILITÉ.

UNE BONNE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE EST UN ENGAGEMENT À LONG TERME ET UNE PROMESSE DE DURABILITÉ.

L'objectif du groupe *SIPEF* est depuis longtemps axé prioritairement sur la durabilité. Les plantations sont une activité à long terme, c'est pourquoi la préservation des ressources naturelles que nous gérons et l'équilibre des relations sociales au sein de nos activités ne sont pas seulement de notre responsabilité mais aussi de notre intérêt en tant que société.

Les plantations doivent être productives et rentables tout en respectant des critères sociaux et environnementaux de haut niveau.

Le conseil d'administration de *SIPEF* a soutenu l'adoption de pratiques durables claires qui ont été intégrées dans la gestion journalière de nos opérations et qui vont bien au-delà des exigences légales des pays où nous exerçons nos activités.

Nos activités sont évaluées à travers les normes bien connues suivantes: ISO 9001, ISO 14001, « Roundtable on Sustainable Palm Oil » (RSPO), « International Sustainability and Carbon Certification » (ISCC), « Clean Development Mechanism » (CDM) des Nations Unies, « Ethical Tea Partnership » (ETP), et « EurepGAP / GlobalGAP ».

Nos départements de durabilité traduisent ces normes dans nos procédures de fonctionnement en identifiant des possibilités d'amélioration avec la direction et en aidant à leur mise en œuvre. Des sessions de formation sont organisées pour nos employés et pour des tiers à tous les niveaux opérationnels pour aider à la compréhension et à l'adoption des nouvelles règles et pratiques. Un contrôle des performances est ensuite

assuré pour veiller à ce que la mise en œuvre par les unités de gestion soit correcte et uniforme, tout en identifiant les améliorations nécessaires.

Nous avons fondé notre engagement à produire de l'huile de palme durable sur les Principes et Critères du « Roundtable on Sustainable Palm Oil » (RSPO). Depuis 2004, la table ronde réunit des plantations, des petits exploitants, des ONG, des détaillants, des raffineurs, des industriels et des institutions financières pour établir ensemble des normes standardisées de production et de consommation de l'huile de palme durable.

SIPEF est un membre actif de la RSPO, participant au « National Interpretations Working Group » pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée, au « Trade and Traceability Working Group », et au « Biodiversity Technical Committee ».

Notre conviction est que la RSPO offre les meilleures perspectives pour l'industrie du palmier à huile.

Toutes nos plantations de palmiers à huile à maturité en Indonésie ont été auditées en 2010 conformément aux Principes et Critères du RSPO. Nos activités au Nord-Sumatra ont été certifiées en mai 2010. Nos activités dans la province de Bengkulu ont été auditées dans le courant de l'année et recommandées pour la certification. Celle de nos activités en Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) a été confirmée à la suite d'un audit concluant. Début 2011 nos activités à Bengkulu ont été officiellement certifiées, et il en découle que toutes les plantations matures de palmiers à huile de *SIPEF* ont été certifiées RSPO. *SIPEF* a été la première société à se conformer au RSPO « New Planting Procedure » pour les nouveaux développements de *Hargy Oil Palms Ltd (HOPL)* en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Nos activités caoutchouc, thé et bananes appliquent également des principes stricts en matières sociales et environnementales, dans une large mesure comparables avec les normes que nous utilisons dans les activités huile de palme. Les pratiques du développement durable concernent par conséquent toutes les activités et toutes les sociétés du périmètre de consolidation du groupe *SIPEF*.

SIPEF est également membre de l'asbl KAURI, le centre belge d'information pour la responsabilité sociétale des entreprises et des ONG. En juin 2010, sous l'égide de KAURI, une rencontre a été organisée avec les gestionnaires de *SIPEF*, mettant en évidence les différents aspects de l'esprit d'entreprise durable et formulant des recommandations sur l'amélioration de la gestion et la responsabilité en matière de durabilité.

Appliquer les meilleures méthodes de gestion.

La fertilité des sols est primordiale pour les plantations. *SIPEF* a élaboré des procédures détaillées pour maintenir et améliorer la productivité des sols. Chaque étape de la gestion opérationnelle, de la préparation des terres à la transformation des sous-produits ou à la gestion des déchets, peut contribuer à cet objectif.

Avant toute plantation ou replantation, nos agronomes effectuent une planification détaillée en fonction de l'aptitude des sols, de la topographie, des variétés à planter et des perspectives de rendement à long terme. Ce processus est contrôlé par des gestionnaires expérimentés avant la mise en œuvre sur le terrain.

La préparation du terrain pour plantation ou replantation est soumise à l'interdiction totale de l'agriculture sur brûlis, équivalent à l'« ASEAN Zero Burning Policy » en

Indonésie. La végétation abattue est entassée sur place et laissée au pourrissement naturel qui améliore la fertilité du sol en y recyclant la matière organique.

Les terrains à plus de 25° de déclivité ne sont pas développés et sont laissés dans l'état original. Ces zones sont généralement trop raides pour être plantées sans risquer d'importantes érosions et présenter des risques d'insécurité pour les travailleurs.

Sur les terrains vallonnés ou légèrement escarpés, des terrasses sont aménagées suivant les courbes de niveau pour limiter les risques d'érosion. Elles sont parfois renforcées par l'implantation de graminées telles que le Vétiver ou le Guatemala qui possèdent de profondes racines qui stabilisent le sol et réduisent l'érosion. Les pneus usagés sont également occasionnellement utilisés pour consolider les zones spécifiques, et sont donc utilisés sur place au lieu d'être détruits ou recyclés.

Après le défrichage, *les plantes de couverture légumineuses* sont immédiatement installées. Ces dernières sont sélectionnées pour leur capacité à couvrir rapidement une large étendue et pour leur aptitude à fixer l'azote dans le sol. Cette couverture végétale sert non seulement à protéger les sols contre l'érosion ou l'exposition au soleil, au vent et à la pluie, mais empêche également la croissance des mauvaises herbes. Le développement des plantes de couverture est contrôlé en vue de limiter la prolifération et la colonisation possible de zones de conservation.

Les zones situées en bordure des cours d'eau sont délimitées et préservées pour protéger la qualité de l'eau des utilisateurs en aval et constituer des corridors pour la faune. Ces zones tampons protègent également les cours d'eau des effets néfastes des ravinements.



DÉVELOPPEMENT DURABLE:

UNE BONNE GESTION DES PLANTATIONS ASSURE LEUR DURABILITÉ.

L'application de produits chimiques ou d'engrais minéraux est réduite autant que possible. En particulier pour l'huile de palme, le processus d'extraction de l'huile effectué dans les huileries génère des produits dérivés, ou «déchets», riches en substances végétales nutritives. Les régimes égrappés sont renvoyés dans les plantations sans traitement. Les effluents d'usinage (POME) sont également renvoyés dans les champs pour épandage.

L'approche dite *Integrated Pest Management (IPM)* a depuis longtemps été adoptée par *SIPEF*. Des plans de lutte intégrée sont préparés par chaque unité de gestion pour répondre aux conditions locales. La lutte intégrée repose sur des observations précises sur le terrain en temps opportun et combine à la fois les méthodes naturelles et chimiques de lutte contre les ravageurs. Certains organismes nuisibles seront éradiqués, tandis que d'autres seront maintenus à des densités qui n'affectent pas les cultures de manière significative. Le but final est de n'utiliser que le strict minimum de produits chimiques, réduisant ainsi l'exposition des travailleurs aux substances toxiques, diminuant l'impact écologique potentiellement négatif de ces substances et réduisant les coûts en se limitant exclusivement à l'utilisation des quantités nécessaires et suffisantes.

Une formation régulière est donnée à nos employés pour maintenir une excellente capacité de prévention et entretenir des normes élevées de sensibilisation aux OHS. Une grande attention est accordée aux équipements de protection individuelle donnés aux travailleurs qui manipulent les produits chimiques; ces ouvriers sont régulièrement soumis à des examens médicaux.

Le désherbage suit les mêmes exigences que l'IPM: utilisation de produits chimiques uniquement lorsque c'est nécessaire, de manière ciblée et responsable, pour

réduire les impacts négatifs sur l'environnement et les risques encourus par les travailleurs.

Pour contribuer à l'amélioration continue de cette politique, une liste des produits chimiques autorisés pour application dans nos plantations est éditée chaque année. Chaque matière active susceptible d'être autorisée pour l'année à venir est étudiée et des recommandations spécifiques pour leur utilisation sont émises. Cette procédure réunit à la fois les gestionnaires de plantations et les responsables du service de durabilité.

Les zones de conservation naturelle sont activement protégées. Lorsqu'elles ont été identifiées, elles sont clairement délimitées au sein des zones concernées et activement protégées. En Indonésie, une cinquantaine de nos travailleurs ainsi que des villageois limitrophes ont été formés comme « Conservation Auxiliaries » et participent à la protection de ces zones.

Huileries de palme

L'huile de palme brute (CPO ou « Crude Palm Oil ») est produite par traitement mécanique des régimes de fruits frais (FFB ou « Full Fruit Bunches »). Trois principaux sous-produits subsistent: les régimes égrappés (EFB ou « Empty Fruit Bunches »), les fibres (à partir du fruit) et les effluents d'usinage (POME ou « Palm Oil Mill Effluent »).

Les EFB, riches en nutriment végétal, améliorent de surcroît les propriétés physiques et chimiques du sol et sont donc utilisés comme engrais dans les plantations.

Une usine bien gérée est pratiquement autosuffisante en besoins énergétiques. Les fibres et éventuellement une partie des régimes égrappés sont utilisées comme combustible dans les chaudières qui fournissent assez

de vapeur pour la production d'électricité. L'énergie produite est généralement suffisante pour couvrir les besoins fonctionnels de l'usine et des maisons des ouvriers.

Le POME est un sous-produit naturel auquel aucun produit chimique n'est ajouté. Les effluents d'usinage sont constitués de l'eau résiduelle du procédé d'extraction, des composants solubles dans l'eau des fruits du palmier, de quelques matières en suspension et de fibres. Le POME est cependant acide et a une très forte demande biologique en oxygène (BOD ou « Biochemical Oxygen Demand »); il ne peut par conséquent être déversé directement dans un cours d'eau. Nous nous conformons en Indonésie et en PNG à une réglementation stricte qui détermine les normes acceptables d'utilisation des effluents d'usinage. Des analyses de ces effluents sont effectuées régulièrement à des emplacements déterminés.

Le POME brut est généralement traité en utilisant un système de bassins de décantation dans lesquels les eaux usées sont généralement stockées pendant 90 jours. A la fin du processus de décantation, les effluents peuvent être utilisés comme engrais organique sur les plantations.

Le système de mise en bassins de décantation, même s'il est de pratique industrielle courante, rejette du gaz méthane, connu comme étant un gaz à effet de serre. Afin d'atténuer ces émissions, *SIPEF* a installé en 2008 des systèmes de collecte et de torchage du méthane dans ses deux huileries du Nord-Sumatra et a demandé la certification au « Clean Development Mechanism Board » (CDM) dans le cadre du Protocole de Kyoto. Les deux projets ont été approuvés en novembre 2009 par le Conseil exécutif de la UNFCCC (United Nations Framework Convention on Climate Change) et nous

recevons des crédits pour la réduction des émissions de carbone (CER ou Carbon Emission Reductions).

Nos deux usines à *PT Agro Muko (PT AM)* ont été modifiées de la même manière. Un projet de capture du méthane utilisant un système plus moderne, permettant aux gaz d'être réinjectés dans l'usine pour la production d'électricité, est à l'étude pour les huileries de Hargy et Navo en PNG.

SIPEF est un modèle de l'industrie huilière en Indonésie et en PNG pour la capture du gaz méthane. Par notre exemple, nous espérons sensibiliser le secteur à la problématique du réchauffement climatique et aux moyens de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Certifications conformes aux standards internationaux.

SIPEF s'engage à se conformer à des normes de durabilité reconnues et claires, et à les intégrer dans ses procédures de gestion.

Des audits de certification réguliers et des visites de contrôles effectuées par des tiers indépendants font partie intégrante de l'amélioration de nos standards de durabilité. La préparation de ces évaluations est l'occasion de comparer nos pratiques aux normes internationalement reconnues, de promouvoir un progrès permanent à tous les niveaux et d'encourager un meilleur travail en équipe.

ISO 9001 (« Quality Management System ») démontre la capacité de gérer efficacement les systèmes de production pour atteindre un niveau élevé de conformité. Nos quatre huileries de palme indonésiennes, notre usine à thé de Cibuni (Java) et l'usine à caoutchouc en granulés de *PT AM* ont été certifiées en 2010 selon la norme ISO 9001:2008.



DÉVELOPPEMENT DURABLE:

UNE BONNE GESTION DES PLANTATIONS ASSURE LEUR DURABILITÉ.

ISO 14001 (« Environmental Management System ») est une méthodologie mondialement reconnue pour la gestion de l'environnement. *HOPL* a adopté cette pratique et a été certifiée en 2005 puis confirmée en 2008 lors du premier audit de contrôle (selon la norme ISO 14001:2004). Nos quatre huileries de palme indonésiennes ont été certifiées en 2010.

RSPO est une norme industrielle particulière développée par une large coalition de parties prenantes du secteur de l'huile de palme. Le processus de certification RSPO impose aux membres de soumettre un plan assorti de délais pour le contrôle de toutes les unités opérationnelles où ils ont un intérêt majoritaire (une « unité » consistant en une huilerie de palme avec toutes ses sources d'approvisionnement). *SIPEF* exploite actuellement six huileries de palme dans deux pays (Indonésie et PNG) et a soumis un plan et un calendrier pour la vérification de l'ensemble de ses six unités d'ici la fin de l'année 2010. *SIPEF* a choisi le « British Standard Institute » (BSI) comme organisme de certification. BSI est un organisme accrédité RSPO.

Les huileries de palme de Navo et Hargy de *HOPL* en PNG ont été auditées en 2008 et certifiées en avril 2009. La certification a été confirmée en mars 2010 suite à un audit de contrôle. Un nouveau contrôle de surveillance est prévu pour mars 2011. *HOPL* produit à l'heure actuelle 100 000 tonnes d'huile de palme brute par an.

Les huileries de palme de Bukit Maradja et Perlabian de *PT Tolan Tiga Indonesia (PT TT)* ont été auditées en mars 2010 et certifiées en mai 2010. Un audit de contrôle est prévu pour mai 2011. La production annuelle de *PT TT* s'élève à 78 000 tonnes d'huile de palme brute.

Les huileries de palme de MukoMuko et Bunga Tanjung de *PT AM* ont été auditées en octobre 2010 et certifiées en février 2011. *PT AM* produit 75 000 tonnes d'huile de palme brute par an.

L'« International Sustainability and Carbon Certification » (ISCC) est une nouvelle norme dans le secteur du palmier à huile. ISCC évalue les émissions de gaz à effet de serre par les produits agricoles qui sont utilisés pour produire de l'énergie. Notre huilerie de palme de Perlabian a été certifiée en novembre 2010 et l'huilerie de Bukit Maradja, auditée en décembre 2010, a été certifiée en janvier 2011.

Nouveaux développements.

SIPEF étudie avec grand soin toute opportunité d'expansion pour s'assurer que les projets respectent parfaitement les exigences légales, sociales et environnementales. Nous accordons une préférence aux zones clairement identifiées comme « dégradées » où la végétation n'est plus dans son état original et ne peut soutenir une biodiversité importante.

Pour tous les développements potentiels, le statut juridique des zones considérées est soigneusement vérifié. Seules les zones ayant un statut indiscutable sont prises en considération pour évaluation ultérieure.

Dans le cas de projets éventuels axés sur l'huile de palme, les Principes et Critères du RSPO et la « New Planting Procedure » (NPP) imposent un processus de sélection rigoureux qui fait l'objet d'une analyse par un organisme externe de certification et est publié sur le site du RSPO pour éventuelle réaction publique. Des sessions « First, Prior and Informed Consent » (FPIC), et une étude sur les réserves naturelles et l'impact social sont effectuées avec précaution et leurs conclusions sont insérées dans les plans de gestion.

Les zones de forêt tropicale primaire et de réserves naturelles sont exclues de tout développement, mais chaque fois que c'est possible nous demandons qu'elles fassent partie intégrante de nos concessions pour permettre leur protection.

Les séances FPIC permettent aux communautés concernées par le projet de prendre des décisions réfléchies pour leur avenir. Ce processus est le premier pas pour garantir des relations harmonieuses entre le futur projet et les collectivités concernées.

SIPEF a été le premier membre *RSPO* à suivre la NPP et à présenter un dossier en janvier 2010 pour l'expansion de *HOPL* en PNG. Après avoir répondu avec succès aux exigences de la NPP, ce projet est actuellement en cours et intègre d'importantes zones de conservation qui seront protégées par *HOPL*.

De nouveaux développements potentiels axés sur d'autres cultures que l'huile de palme suivent en interne un processus similaire, en cohérence avec l'engagement global de *SIPEF* sur la durabilité.

Responsabilité sociale des entreprises.

Nos activités sont principalement situées dans des régions reculées où les infrastructures et les possibilités économiques sont limitées.

Outre les opportunités d'emploi, les populations locales font souvent appel aux activités de *SIPEF* pour des services essentiels. En PNG et dans les plantations de bananes *SA Plantations J. Eglin* en Côte d'Ivoire, l'entretien des voiries publiques et des ponts par nos soins se fait au bénéfice de toutes les communautés environnantes.

Les communautés avoisinant nos sites d'exploitation savent qu'elles peuvent compter sur notre soutien pour leurs projets communautaires. Au fil des ans, *SIPEF* a financé la réhabilitation ou la construction de

nombreuses écoles, lieux de culte et infrastructures de bureaux dans les villages.

Le plus grand soin est donné au bien-être de nos travailleurs et de leurs familles sur toutes nos plantations. *SIPEF* offre aux ouvriers et aux personnes à leur charge un logement décent, des soins médicaux gratuits et l'accès à l'enseignement pour tous les enfants. *SIPEF* prend en charge le transport là où les écoles existent; lorsqu'elles manquent à l'appel, *SIPEF* conclut des accords avec les gouvernements locaux pour s'assurer qu'une école puisse être construite et gérée avec son soutien financier. Les meilleurs étudiants peuvent recevoir des bourses d'études de la société afin de poursuivre leurs études à l'université.

Notre projet *PT AM* dans la région de Bengkulu en Indonésie a élargi son programme «Kebun Masyarakat Desa» (KMD). Créé en 2000, le programme KMD fournissait initialement une source de revenus à long terme aux villages voisins. Chaque village participant alloue quinze hectares de terres communes au développement de l'huile de palme, terrains qui sont financés et gérés par *PT AM*. L'administration des parcelles KMD est transparente et participative et ce système s'avère très efficace. Des villages qui ne sont pas limitrophes de nos plantations ont demandé à adhérer au programme KMD, et à ce jour cinquante et un villages y participent à différents stades.

En PNG, *HOPL* continue d'utiliser au maximum l'opportunité donnée par le « Tax Credit Scheme » de financer des projets communautaires. Après la construction de l'école primaire d'Ibana, *HOPL* s'est maintenant engagée à procurer les fournitures scolaires nécessaires aux écoliers. *HOPL* financera également la maintenance et la modernisation de trois cliniques en West New Britain, à Sale Sege, Vilelo et Soi.



DÉVELOPPEMENT DURABLE:

UNE BONNE GESTION DES PLANTATIONS ASSURE LEUR DURABILITÉ.

La Fondation « *Yayasan SIPEF Indonesia* » a été créée en 2009 en Indonésie pour contribuer à la protection de la nature. La fondation poursuit actuellement deux projets dans la province de Bengkulu.

Un projet à long terme, le « MukoMuko Biodiversity Project », vise à obtenir l'administration d'une zone tampon pour le parc national de Kerinci Seblat. Cette région est gravement menacée de déforestation, ce qui augmenterait la pression sur le parc national. Une demande de licence est à l'étude au Ministère Indonésien des Forêts, et les premières activités devraient débiter en 2011.

Un second projet a démarré fin 2010. Le « Retak Ilir Turtle Project » soutient une communauté villageoise afin de protéger une plage où les tortues de mer viennent pondre leurs œufs. Parmi les différentes espèces de tortues présentes sur cette plage on trouve « *Eretmochelys imbricata* », classée comme espèce en voie de disparition sur la « IUCN Redlist ». Les membres de la communauté ont été formés à recueillir les œufs, à les conserver en toute sécurité jusqu'à leur éclosion et à relâcher les bébés-tortues à la mer.

Liens

www.rspo.org

www.iscc-system.org

www.hcvnetwork.org

www.iucnredlist.org



Les tambours de PT Agro Muko (Indonésie)



Huilerie de Bunga Tanjung
- PT Agro Muko (Indonésie)

ÉTATS FINANCIERS

États financiers consolidés	72
État consolidé de la situation financière	72
Compte de résultats consolidé	74
État consolidé du résultat global	75
Tableau des flux de trésorerie consolidé	76
État consolidé des variations des capitaux propres	77
Notes aux états financiers consolidés	78
1 Identification	78
2 Déclaration de conformité	78
3 Méthodes comptables	79
4 Utilisation d'estimations comptables	84
5 Sociétés consolidées/périmètre de consolidation	85
6 Cours de change	86
7 Information sectorielle	86
8 Immobilisations incorporelles	93
9 Actifs biologiques	94
10 Immobilisations corporelles	97
11 Immeubles de placement	98
12 Actifs financiers	98
13 Autres créances non courantes	99
14 Stocks	100
15 Autres créances et autres dettes courants	100
16 Capitaux propres du groupe	100
17 Intérêts non contrôlant	102
18 Provisions	102
19 Obligations en matière de pensions	103
20 Actifs/(passifs) financiers nets	104
21 Actifs/passifs non courants détenus en vue de la vente	106
22 Résultat non récurrent	107
23 Résultat financier	107
24 Impôts sur les résultats	108
25 Quote-part dans le résultat des entreprises associées	111
26 Variation fonds de roulement	111
27 Instruments financiers	111
28 Co-entreprises	119
29 Contrats de location simple	120
30 Contrats de location-financement	120
31 Tableau des flux de trésorerie - regroupements d'entreprises et cessions	121
32 Droits et engagements hors bilan	121
33 Information relative aux parties liées	122
34 Résultat par action (de base et dilué)	123
35 Événements postérieurs à la date de clôture	124
36 Modifications récentes des IFRS	124
37 Développements récents	125
38 Prestations fournies par l'auditeur et honoraires afférents	125
Rapport du commissaire	126
Comptes annuels abrégés de la société mère	128



ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

En KUSD

Note

		2010	2009	2008
Actifs non courants		355 565	307 853	285 456
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	8	20 251	15 018	12 609
Actifs biologiques	9	237 694	203 134	184 956
Immobilisations corporelles	10	83 815	74 981	69 662
Immeubles de placement	11	3	3	3
Actifs financiers	12	13 628	12 191	11 644
Participations dans des entreprises associées		9 589	7 881	6 698
Autres actifs financiers		4 039	4 310	4 946
Créances > 1 an		174	2 526	6 582
Autres créances	13	145	1 820	5 780
Actifs d'impôt différé	24	29	706	802
Actifs courants		144 991	115 886	87 774
Stocks	14	29 846	24 366	27 753
Créances commerciales et autres créances		45 872	36 077	23 032
Créances commerciales	27	26 439	18 674	12 064
Autres créances	15	19 433	17 403	10 968
Investissements		15 582	10 315	4 985
Instruments financiers et placements	20	15 582	10 315	4 985
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20	49 025	42 122	30 920
Autres actifs courants		2 085	936	1 084
Actifs non courants détenus en vue de la vente	21	2 581	2 070	0
Total des actifs		500 556	423 739	373 230

En KUSD

Note

		2010	2009	2008
Total capitaux propres		395 789	318 529	265 936
Capitaux propres du groupe	16	368 549	296 918	247 140
Capital souscrit		45 819	45 819	45 819
Primes d'émission		21 502	21 502	21 502
Réserves		316 133	242 889	193 083
Écarts de conversion		-14 905	-13 292	-13 264
Intérêts non contrôlant	17	27 240	21 611	18 796
Passifs non courants		60 614	59 911	60 934
Provisions > 1 an		115	177	175
Provisions	18	115	177	175
Passifs d'impôt différé	24	47 508	41 532	37 799
Dettes commerciales et autres dettes > 1 an		0	144	139
Passifs financiers > 1 an (y compris les instruments dérivés)	20	2 600	8 847	14 512
Obligations en matière de pensions	19	10 391	9 211	8 309
Passifs courants		44 153	45 299	46 360
Dettes commerciales et autres dettes < 1 an		33 177	31 947	34 964
Dettes commerciales		9 195	9 525	13 630
Acomptes reçus		286	314	88
Autres dettes	15	8 422	12 136	11 634
Impôts sur le résultat		15 274	9 972	9 612
Passifs financiers < 1 an		5 691	8 280	7 953
Partie à court terme des dettes > 1 an	20	5 200	5 645	5 765
Dettes financières	20	323	1 837	1 175
Instruments financiers dérivés	27	168	798	1 013
Autres passifs courants		4 817	4 667	3 443
Passifs liés aux actifs non courant détenus en vue de la vente	21	468	405	0
Total des capitaux propres et des passifs		500 556	423 739	373 230



COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ

En KUSD	Note	2010			2009			2008		
		Avant IAS41	IAS41	IFRS	Avant IAS41	IAS41	IFRS	Avant IAS41	IAS41	IFRS
Chiffre d'affaires	7	279 400		279 400	237 829		237 829	279 402		279 402
Coût des ventes	7, 9	-161 718	3 442	-158 276	-148 134	2 762	-145 372	-187 174	2 122	-185 052
Bénéfice brut	7	117 682	3 442	121 124	89 695	2 762	92 457	92 228	2 122	94 350
Variation actifs biologiques	9	0	33 413	33 413	0	19 209	19 209	0	22 812	22 812
Coûts de plantation (nets)	9	0	-14 269	-14 269	0	-13 208	-13 208	0	-17 646	-17 646
Coûts commerciaux et administratifs		-19 758		-19 758	-17 814		-17 814	-20 156		-20 156
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s	24	-2 299		-2 299	2 027		2 027	1 994		1 994
Résultat opérationnel		95 625	22 586	118 211	73 908	8 763	82 671	74 066	7 288	81 354
Produits financiers		977		977	540		540	1 851		1 851
Charges financières		-1 131		-1 131	-1 530		-1 530	-2 506		-2 506
Différences de changes		440		440	881		881	1 860		1 860
Résultat financier	23	286	0	286	- 109	0	- 109	1 205	0	1 205
Bénéfice avant impôts		95 911	22 586	118 497	73 799	8 763	82 562	75 271	7 288	82 559
Charge d'impôts	24, 9	-23 048	-6 041	-29 089	-16 133	-2 768	-18 901	-25 502	2 843	-22 659
Bénéfice après impôts		72 863	16 545	89 408	57 666	5 995	63 661	49 769	10 131	59 900
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	25	2 587	0	2 587	913	0	913	328	0	328
- Assurances		2 587		2 587	913		913	-2 230		-2 230
- SIPEF-CI SA		0		0	0		0	2 558		2 558
Résultat des activités poursuivies		75 450	16 545	91 995	58 579	5 995	64 574	50 097	10 131	60 228
Résultat des activités abandonnées		0	0	0	0	0	0	3 942	- 260	3 682
Bénéfice de la période		75 450	16 545	91 995	58 579	5 995	64 574	54 039	9 871	63 910
Attribuable aux:										
- Intérêts non contrôlant	17	4 819	2 333	7 152	3 935	465	4 400	3 323	1 822	5 145
- Détenteurs des capitaux propres de la société mère		70 631	14 212	84 843	54 644	5 530	60 174	50 716	8 049	58 765
Résultat par action	USD									
Activités poursuivies et abandonnées										
Résultat de base par action	34			9,48			6,72			6,56
Résultat dilué par action	34			9,48			6,72			6,56
Activités poursuivies										
Résultat de base par action	34			9,48			6,72			6,17
Résultat dilué par action	34			9,48			6,72			6,17

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

En KUSD	2010			2009			2008		
	Avant IAS41	IAS41	IFRS	Avant IAS41	IAS41	IFRS	Avant IAS41	IAS41	IFRS
Bénéfice de la période	75 450	16 545	91 995	58 579	5 995	64 574	54 039	9 871	63 910
Autres éléments du résultat global:									
- Différences de change sur la conversion d'activités à l'étranger	-1 173	0	-1 173	364	0	364	-931	0	-931
- Ajustements de reclassification	-440	0	-440	-392	0	-392	429	0	429
- Réévaluation d'actifs disponibles à la vente	226	0	226	0	0	0	0	0	0
Autres éléments du résultat global de l'exercice	-1 387	0	-1 387	- 28	0	- 28	- 502	0	- 502
Autres éléments du résultat global de l'exercice attribuable aux:									
- Intérêts non contrôlant	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Détenteurs des capitaux propres de la société mère	-1 387	0	-1 387	- 28	0	- 28	- 502	0	- 502
Résultat global de l'exercice	74 063	16 545	90 608	58 551	5 995	64 546	53 537	9 871	63 408
Résultat global attribuable aux:									
- Intérêts non contrôlant	4 819	2 333	7 152	3 935	465	4 400	3 323	1 822	5 145
- Détenteurs des capitaux propres de la société mère	69 244	14 212	83 456	54 616	5 530	60 146	50 214	8 049	58 263



TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

En KUSD

Note

		2010	2009	2008
Activités opérationnelles				
Bénéfice avant impôts		118 497	82 562	82 559
Résultat activités abandonnées avant impôts		0	0	5 459
Ajustements pour:				
Amortissements	7	9 698	8 178	8 410
Variation de provisions	18	998	889	-1 373
Réductions de valeur d'actifs non courants détenus en vue de la vente		3 649	0	0
Variation de juste valeur des actifs biologiques	9	-19 144	-6 001	-4 846
Autres résultats sans incidence sur la trésorerie		- 630	- 337	730
Charges et produits financiers		155	989	655
Moins-values sur créations		181	- 175	-1 134
Résultat sur cessions d'immobilisations corporelles		98	69	-5 126
Résultat sur cessions d'actifs financiers		-1 350	- 884	- 408
Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du fonds de roulement		112 152	85 290	84 926
Variation fonds de roulement	26	-16 906	-2 464	-1 761
Flux de trésorerie des activités opérationnelles après variation du fonds de roulement		95 246	82 826	83 165
Impôts payés	24, 9	-17 542	-18 426	-20 872
Flux de trésorerie des activités opérationnelles		77 704	64 400	62 293
Activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations incorporelles	7	-4 344	-2 705	-3 297
Acquisition d'actifs biologiques	7	-14 541	-13 615	-17 934
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	-18 957	-14 527	-14 903
Acquisition d'actifs financiers	31	-8 335	0	- 544
Ventes d'immobilisations corporelles		848	797	7 984
Ventes d'actifs financiers	31	1 547	243	2 210
Flux de trésorerie des activités d'investissement		-43 782	-29 807	-26 484
Flux de trésorerie disponible		33 922	34 593	35 809
Activités de financement				
Transactions fonds propres avec des minoritaires	17	68	0	163
Augmentation/(diminution) d'emprunts à long terme	20	-6 692	-5 784	-7 824
Augmentation/(diminution) dettes financières à court terme	20	-1 514	698	-14 677
Dividendes de l'exercice précédent, payés durant l'exercice		-11 670	-10 367	-10 542
Distribution de dividendes par les filiales aux minoritaires	17	-1 582	-1 463	-1 644
Charges et produits financiers		- 354	-1 146	- 730
Flux de trésorerie des activités de financement		-21 744	-18 062	-35 254
Variation nette des investissements de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	20	12 178	16 531	555
Investissements et trésorerie et équivalents de trésorerie (en début d'exercice)	20	52 437	35 903	35 353
Impact des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	20	- 8	3	- 5
Investissements et trésorerie et équivalents de trésorerie (en fin d'exercice)	20	64 607	52 437	35 903

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

En KUSD

	Capital souscrit SA SIPEF NV	Primes d'émission SA SIPEF NV	Réserves	Écarts de conversion	Capitaux propres du groupe	Intérêts non contrôlant	Total capitaux propres
1er janvier 2010	45 819	21 502	242 889	-13 292	296 918	21 611	318 529
Résultat global			85 069	-1 613	83 456	7 152	90 608
Paievements de dividendes de l'exercice précédent			-11 825		-11 825		-11 825
Autres (note 17)					0	-1 523	-1 523
31 décembre 2010	45 819	21 502	316 133	-14 905	368 549	27 240	395 789
1er janvier 2009	45 819	21 502	193 083	-13 264	247 140	18 796	265 936
Résultat global			60 174	- 28	60 146	4 400	64 546
Paievements de dividendes de l'exercice précédent			-10 368		-10 368		-10 368
Autres (note 17)					0	-1 585	-1 585
31 décembre 2009	45 819	21 502	242 889	-13 292	296 918	21 611	318 529



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. Identification

SA SIPEF NV (ou la "Société") est une société anonyme de droit belge et son siège social est situé à 2000 Antwerpen, Entrepotkaai 5.

Les états financiers consolidés clôturés au 31 décembre 2010 comprennent SA SIPEF NV et ses filiales (l'ensemble étant désigné par la suite sous la dénomination 'SIPEF' ou 'le groupe'). Les chiffres comparatifs portent sur les exercices 2009 et 2008. Les états financiers consolidés ont été arrêtés par les administrateurs lors du conseil d'administration du 23 février 2011 et seront approuvés par les actionnaires à l'assemblée générale du 8 juin 2011. La liste des administrateurs et du commissaire ainsi qu'une description des activités principales du groupe, sont présentées dans la section non financière de ce rapport annuel.

2. Déclaration de conformité aux IFRS

Les états financiers consolidés ont été préparés en conformité avec les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) comme acceptées dans l'Union Européenne.

En 2009 l'IASB n'a pas publié de nouvelles normes ou interprétations ayant un impact significatif sur les états financiers de SIPEF.

Le groupe a choisi de ne pas appliquer de façon anticipée les normes et interprétations nouvelles suivantes émises avant la date d'autorisation de publication de ces états financiers mais non encore entrées en vigueur à la date de clôture:

- IFRS 9 *Instruments financiers* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)

- Améliorations aux IFRS (2009-2010) (normalement applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2011)
- Amendements à IFRS 1 *Première adoption des IFRS – Exemptions liées à IFRS 7* (normalement applicable prospectivement pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2010)
- Amendements à IFRS 1 *Première adoption des IFRS – Forte hyperinflation et élimination des dates fixes pour les premiers adoptants* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2011)
- Amendements à IFRS 7 *Instruments financiers : informations à fournir – Décomptabilisation* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2011)
- Amendements à IAS 12 *Impôts sur le résultat – Impôt différé: Recouvrement de la valeur comptable d'un actif* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2012)
- Amendements à IAS 24 *Informations relative aux parties liées* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2011). Cette norme remplace IAS 24 Informations relatives aux parties liées publié en 2003.
- Amendements à IAS 32 *Instruments financiers : Présentation – Classement des émissions de droits* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er février 2010)
- IFRIC 19 *Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2010)
- Amendements à IFRIC 14 IAS 19 – *Le plafonnement d'un actif au titre des prestations définies, les obligations de financement minimum et leur interaction – Avances d'une obligation de financement minimum* (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2011)

A ce moment le groupe n'estime pas que l'application de ces normes et interprétations aurait un effet matériel.

3. Méthodes comptables

Base d'établissement des états financiers

Depuis 2007 les états financiers consolidés sont présentés en US dollar (jusqu'en 2006 ils l'étaient en euro), arrondis au millier le plus proche (KUSD). Ce changement est une conséquence de l'application d'une politique différente en matière de gestion des liquidités et des dettes depuis la fin 2006 par laquelle la monnaie fonctionnelle de la plupart des filiales a été convertie de la devise locale en US dollar.

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception des éléments suivants de l'actif et du passif qui sont comptabilisés à leur juste valeur: instruments financiers dérivés, investissements disponibles à la vente et actifs biologiques.

Les méthodes comptables ont été appliquées de manière uniforme par les entités du groupe et sont comparables à celles appliquées l'année précédente.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition est mesuré comme étant le total des justes valeurs, à la date de l'acquisition, des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis et des passifs encourus ou assumés. Les coûts directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en résultat. La contrepartie transférée pour acquérir une entreprise, y compris les contreparties éventuelles, est comptabilisée à la juste valeur à la date d'acquisition. Les variations ultérieures à la contrepartie éventuelle à la suite d'événements après la date d'acquisition sont comptabilisées en résultat. L'option du "full goodwill", qui peut être choisie au cas par cas, permet d'évaluer les participations ne donnant pas le contrôle soit à la juste valeur, soit à la quote-part de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'actif net identifiable comptabilisé de l'entreprise acquise.

Acquisition en étapes

Des variations dans la quote-part du groupe dans une filiale sans perte de contrôle sont comptabilisées en tant que transactions portant sur des capitaux propres. Les valeurs comptables des quotes-parts du groupe et des intérêts non contrôlant sont ajustées afin de refléter les changements de leurs quotes-parts relatives dans la filiale. Toute différence entre le montant de l'ajustement appliqué aux intérêts non contrôlant et la juste valeur de la contrepartie payée ou reçue doit être comptabilisée directement et attribuée aux propriétaires de la société mère.

Dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, le groupe doit réévaluer la participation qu'il détenait précédemment dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition (c.-à-d. la date à laquelle le groupe a obtenu le contrôle) et comptabiliser l'éventuel profit ou perte en résultat net. Les montants découlant des participations dans l'entreprise acquise avant la date d'acquisition qui ont été précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat net si un tel traitement est approprié en cas de sortie de la participation.

Principes de consolidation

Filiales

Les filiales sont des entités contrôlées par la société. Par contrôle, on entend le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date de prise de contrôle effective jusqu'à la fin de la période de contrôle (ou une date approximative).



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Entreprises associées

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le groupe a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, sans pour autant en détenir le contrôle. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du groupe dans le total des bénéfices et pertes réalisés par les entreprises associées, selon la méthode de la mise en équivalence, à compter de la date à laquelle l'influence notable a commencé jusqu'au jour de la cessation effective (ou une date approximative). Lorsque le total des pertes du groupe dépasse la valeur de la participation, cette valeur est réduite à néant et la prise en compte des pertes à venir s'interrompt, sauf dans la mesure où le groupe a contracté des obligations par rapport à ces entreprises.

Co-entreprises

Les co-entreprises ou joint ventures sont des entreprises sur lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint établi selon un accord contractuel. Les états financiers consolidés incluent la partie proportionnelle des actifs, passifs, produits et charges de l'entreprise qui revient au groupe depuis la date (ou une date proche) à laquelle le contrôle conjoint commence jusqu'au moment où il cesse.

Lorsque la part d'intérêt dans une co-entreprise est augmentée sans perte de contrôle conjoint, la société comptabilise un goodwill comme la différence entre la considération payée pour la part d'intérêt additionnelle et la valeur comptable des actifs nets de la co-entreprise.

Élimination de transactions aux fins de consolidation

Les soldes, les transactions et les profits non réalisés intragroupe sont éliminés. Les plus-values latentes dérivées de transactions conclues avec les entreprises associées sont éliminées à hauteur de la participation du groupe dans ces entreprises sur l'investissement de la société dans ces entreprises. Les moins-values latentes

sont éliminées selon les mêmes principes, à condition toutefois qu'il n'y ait pas d'indice de perte de valeur.

Conversion des devises

Transactions impliquant des devises étrangères

Les transactions effectuées en monnaies étrangères par les différentes entreprises du groupe sont converties au cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les écarts de conversion constatés sont comptabilisés dans le compte de résultats annuel sous la rubrique résultat financier. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de transaction.

Etats financiers des établissements étrangers

Monnaie fonctionnelle: les états financiers de chaque entité du groupe sont établis dans la devise représentant au mieux la substance économique des événements et circonstances sous-jacents à cette entité (la monnaie fonctionnelle). À partir de 2007, les états financiers consolidés sont présentés en USD, la devise fonctionnelle de la plupart des sociétés du groupe. Pour les besoins de la consolidation du groupe et de ses filiales, les états financiers sont convertis comme suit :

- Les actifs et passifs au cours de clôture;
- Les produits et les charges au cours moyen de l'année;
- Les éléments des capitaux propres au cours de change historique.

Les différences de change résultant de la conversion des investissements nets dans les filiales, joint ventures et entreprises associées à l'étranger au cours de clôture sont comptabilisées dans les capitaux propres, sous

la rubrique "Ecart de conversion". Quand une filiale étrangère est vendue, de telles différences de change sont comptabilisées dans le compte de résultats en tant que partie du gain ou de la perte réalisé(e) sur la vente. Le goodwill et l'évaluation à leur juste valeur des actifs et passifs provenant de l'acquisition d'entités étrangères sont traités comme des actifs et passifs en devise locale de l'entité étrangère concernée et sont convertis au cours de clôture.

Actifs biologiques

En conformité avec IFRS les activités agricoles sont comptabilisées suivant le principe de la juste valeur (IAS 41). A partir de 2006, SIPEF comptabilise les actifs biologiques à la valeur confirmée par des rapports d'évaluation internes (auparavant sur base de modèles externes). Ces évaluations sont principalement basées sur un modèle de l'actualisation des flux de trésorerie futurs (DCF).

Les variables principales de ces modèles concernent:

Variable	Commentaire
Monnaie d'évaluation	USD
Volumes produits:	Estimés sur base des données historiques par rapport au rendement/ha des superficies concernées ou similaires.
Prix de vente:	Estimé sur base de la moyenne historique du prix du marché mondial sur 20 ans. Huile de palme : 529 USD/tonne CIF Rotterdam Caoutchouc : 1 380 USD/tonne FOB Singapore
Prix de revient:	Estimé sur base d'un prix de revient actuel ('adjusted current year cost price').
Coûts de plantation:	Les coûts estimés pour le développement des superficies immatures seront déduits.
Investissements de remplacement:	Les coûts estimés pour les investissements de remplacement futurs nécessaires (véhicules, maisons, infrastructure...) seront également déduits.
Taux d'actualisation:	Selon la localité des actifs sous-jacents, les flux de trésorerie futurs sont actualisés selon les taux d'actualisation suivants: Palmiers à huile: 16% Caoutchouc: 16%-17% Thé: 17%

Les actifs biologiques ou le produit agricole sont comptabilisés par SIPEF uniquement dans la mesure où SIPEF contrôle l'actif du fait d'événements passés, qu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à SIPEF et que la juste valeur ou le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. Le profit ou la perte résultant de la variation de la juste valeur diminuée des coûts estimés d'un actif biologique au point de vente est inclus dans le résultat net de la période pendant laquelle il se produit.

Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du coût d'un regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis lors du regroupement d'entreprises. Le goodwill n'est pas amorti, mais soumis au moins annuellement à un test de dépréciation. Pour les besoins du test de dépréciation, le goodwill est affecté aux sociétés opérationnelles, ce qui correspond au niveau le plus bas auquel le goodwill est suivi pour des besoins de gestion interne (i.e. unité génératrice de trésorerie). Les pertes de valeur sont comptabilisées immédiatement en résultat et ne sont pas reprises ultérieurement.

Le goodwill est négatif si, au moment de l'acquisition, la part du groupe dans la juste valeur des actifs nets identifiables acquise dépasse le coût de l'acquisition. Le goodwill négatif est comptabilisé immédiatement en compte de résultats.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent des listes de clients qui ont été acquises lors d'un regroupement d'entreprises, ainsi que des logiciels, des licences et des concessions. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à l'actif et amorties sur leur durée d'utilité attendue en utilisant la méthode linéaire.



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, y compris les immeubles de placement, sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs éventuelles. Les coûts d'emprunts attribuables à la construction ou la production d'un actif éligible sont comptabilisés dans le coût de cet actif. Les dépenses pour les réparations d'immobilisations corporelles sont directement comptabilisées dans le compte de résultats. Le cas échéant, les immobilisations corporelles détenues en vue de la vente sont comptabilisées au plus faible de la valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Les amortissements sont calculés en utilisant la méthode linéaire sur base de la durée d'utilité attendue des actifs concernés:

Immeubles	5 à 30 ans
Infrastructure	5 à 25 ans
Installations et machines	5 à 30 ans
Matériel roulant	3 à 20 ans
Matériel de bureau et mobilier	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	2 à 20 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

Dépréciation d'actifs

Les immobilisations corporelles, actifs financiers et les autres actifs non courants sont soumis à un test de dépréciation chaque fois qu'un événement ou un changement de circonstance indique que la valeur recouvrable de l'actif est inférieure à sa valeur comptable. Une perte de valeur est comptabilisée à concurrence du montant pour lequel la valeur comptable excède sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs sont regroupés au niveau du plus petit regroupement d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes.

Lorsque, en raison d'un recouvrement de la juste valeur ou de la valeur d'utilité, la perte de valeur n'est plus justifiée au cours des périodes ultérieures, la perte de valeur est reprise.

Instruments financiers

1. Instruments financiers dérivés

Le groupe recourt essentiellement à des instruments financiers dérivés pour la gestion des risques de change et de taux d'intérêt découlant de ses activités opérationnelles, de financement et d'investissement. Aucun dérivé n'est émis ni détenu à des fins de transactions commerciales. Le groupe n'a pas recours à des transactions de couverture spécifiques selon l'IAS 39 – «*Instruments financiers: comptabilisation et évaluation*».

Les dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur. Tous les profits ou pertes résultant des variations de la juste valeur sont comptabilisés directement dans le compte de résultats de la période en cours.

2. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale, diminuée des dépréciations de valeur appropriées pour les créances douteuses. Les créances et les dettes libellées dans une monnaie autre que la devise de la filiale sont converties en utilisant le cours de change du groupe déterminé à la date de clôture.

3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évaluées à leur valeur nominale et comprennent les fonds en caisse et les dépôts à vue qui ont une échéance originale inférieure ou égale à trois mois. Les découverts sont comptabilisés en dettes.

4. Emprunts productifs d'intérêts

Les emprunts sont initialement comptabilisés à la valeur des montants perçus, nets des coûts de transaction encourus. Les différences éventuelles entre le coût

d'acquisition et la valeur de remboursement sont portées au compte de résultats selon la méthode intérêts effective.

5. Actifs financiers disponibles à la vente

Des actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur. Les gains et pertes à la suite de variations de juste valeur sont comptabilisés en autres éléments du résultat global. Lorsque la juste valeur d'un actif financier ne peut être déterminé de façon fiable, l'actif financier sera évalué au coût amorti.

Dans le cas où un déclin de la juste valeur d'un actif financier disponible à la vente est comptabilisé en autres éléments du résultat global et une indication objective de dépréciation existe, les pertes cumulées comptabilisées auparavant en capitaux propres sont repris en résultat.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation.

Concernant le stock de produits finis contenant des actifs biologiques, la juste valeur de ces actifs biologiques est augmentée par le coût de production. Les stocks font l'objet de dépréciations qui sont évaluées au cas par cas lorsque la valeur nette de réalisation descend en dessous de la valeur comptable des stocks. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Lorsque les circonstances qui justifiaient la dépréciation des stocks cessent d'exister, le montant de la dépréciation fait l'objet d'une reprise.

Capitaux propres

Les dividendes de la société mère relatifs aux actions ordinaires en circulation sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont été déclarés. Les coûts engagés pour l'émission d'instruments de capitaux propres sont repris en diminution des capitaux propres.

Intérêts non contrôlant

Les intérêts non contrôlant représentent la quote-part attribuable aux actionnaires minoritaires dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables, comptabilisés lors de l'acquisition d'une filiale, ainsi que la proportion appropriée des profits et pertes réalisés ultérieurement. Dans le compte de résultats, les intérêts non contrôlant dans le bénéfice ou la perte de la société sont présentés séparément de la part du groupe dans le résultat consolidé.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque le groupe a une obligation actuelle, légale ou implicite résultant d'un événement passé, qu'il soit probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour régler l'obligation ainsi que le montant de l'obligation puisse être estimé de manière fiable.

Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi

Les sociétés du groupe ont plusieurs plans de pension conformément aux conditions et pratiques en vigueur dans les pays dans lesquels elles conduisent leurs opérations. Les régimes à prestations définies ne sont généralement pas financés par des contributions. Une provision est établie afin de couvrir la totalité de l'obligation sur base de la méthode des unités de crédit projetées 'Projected Unit Credit Method' ce qui représente la valeur actuelle des obligations de paiements futurs. Le groupe paie également des cotisations définies dans le cadre de plans d'assurance du régime public ou privé. Les cotisations sont prises en charge lorsqu'elles sont encourues et sont incluses dans les charges opérationnelles.



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Chiffre d'affaires

Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue pour les ventes de biens et prestations de services, nette des taxes sur la valeur ajoutée, des remises et après avoir éliminé les ventes internes au groupe. Le chiffre d'affaires provenant de la vente de biens est comptabilisé lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens. Le chiffre d'affaires provenant des prestations de services est comptabilisé en fonction du degré d'avancement déterminé sur base des services rendus à la date considérée et exprimé en pourcentage du total des services à exécuter. Les intérêts sont comptabilisés en fonction du temps écoulé en tenant compte du rendement effectif de l'actif. Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.

Coût des ventes

Les approvisionnements sont comptabilisés nets des escomptes, des autres remises obtenues des fournisseurs et des autres compensations. Le coût des ventes comporte tous les coûts associés à la récolte, à la transformation et au transport.

Charges commerciales, générales et administratives

Les charges commerciales, générales et administratives comprennent les charges des départements marketing et financier ainsi que des charges générales de gestion.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur les résultats perçus sur les bénéfices ou pertes de l'exercice regroupent les impôts exigibles et différés. Ils sont inscrits au compte de résultats sauf s'ils portent sur des éléments repris dans les capitaux propres, auquel cas ils sont comptabilisés dans les capitaux propres.

Les impôts exigibles désignent les impôts à payer sur le revenu imposable de l'exercice, calculés selon les

taux d'imposition en vigueur ou promulgués à la date de clôture du bilan, ainsi que les redressements relatifs aux exercices antérieurs.

Des actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale et sont ultérieurement ajustés pour toute modification dans le taux d'impôt attendu à laquelle la différence s'inversera.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que dans la mesure où leur réalisation, dans un avenir prévisible, est probable.

4. Utilisation d'estimations comptables

L'établissement des états financiers consolidés de SIPEF conformément au référentiel IFRS a amené le groupe à avoir recours à des estimations et à faire des hypothèses qui pourraient avoir un impact sur les montants des actifs et passif présentés ainsi que sur les montants présentés en charges et produits de la période. Les résultats réels pourraient s'avérer différents de ces estimations.

Les domaines principaux pour lesquels des estimations ont été utilisées, sont:

- Obligations liées aux pensions (note 19)
- Actifs d'impôts différés (note 24)
- Provisions pour litiges
- Juste valeur des actifs biologiques (note 9)
- Dépréciation d'actifs

5. Sociétés consolidées / périmètre de consolidation

La société mère du groupe, SA SIPEF NV, Antwerpen/Belgique, est la société mère des entreprises suivantes:

	Siège	% de contrôle	% d'intérêts
Sociétés consolidées (consolidation intégrale)			
PT Tolan Tiga	Medan / Indonésie	95,00	95,00
PT Eastern Sumatra	Medan / Indonésie	95,00	90,25
PT Kerasaan	Medan / Indonésie	57,00	57,00
PT Bandar Sumatra	Medan / Indonésie	95,00	95,00
PT Timbang Deli	Medan / Indonésie	95,00	95,00
PT Melania	Jakarta / Indonésie	95,00	73,53
PT MukoMuko Agro Sejahtera	Medan / Indonésie	95,00	90,25
PT Umbul Mas Wisesa	Medan / Indonésie	95,00	73,53
PT Citra Sawit Mandiri	Medan / Indonésie	95,00	73,53
PT Toton Usaha Mandiri	Medan / Indonésie	100,00	77,40
Hargy Oil Palms Ltd	Bialla / Papouasie N.G.	100,00	100,00
Galley Reach Holdings Ltd	Port Moresby / Papouasie N.G.	100,00	100,00
Plantations J. Eglin SA	Azagué / Côte d'Ivoire	100,00	100,00
Société Bananière de Motobé SA	Azagué / Côte d'Ivoire	100,00	100,00
Bonal SA	Rio Branco / Brésil		vendue en 2010
Senor Ltd	Açailandia / Brésil		vendue en 2010
Jabelmalux SA	Luxembourg / G.D. Luxembourg	77,40	77,40
Co-entreprises (consolidation proportionnelle)			
PT Agro Muko	Jakarta / Indonésie	47,29	44,93
Entreprises associées (méthode de la mise en équivalence)			
B.D.M. NV	Antwerpen / Belgique	50,00	50,00
Bruns ten Brink BV	Wormer / Pays-Bas		vendue en 2010
Asco NV	Antwerpen / Belgique	50,00	50,00
Asco Life NV	Antwerpen / Belgique		vendue en 2010
Entreprises non consolidées			
SIPEF-CI SA	San Pedro / Côte d'Ivoire	32,01	32,01
Horikiki Development Cy Ltd	Honiara /Solomon Islands	90,80	90,80
Sograkin SA	Kinshasa /Congo	50,00	50,00
Yayasan Sipef Indonesia	Medan / Indonésie	100,00	0,00

En 2010, le groupe a acquis, par le biais de sa filiale *PT Tolan Tiga* détenue à 95%, une participation supplémentaire de 6,82% dans *PT Agro Muko* (note 30).

Le périmètre a été élargi par la nouvelle filiale détenue à 95% *PT MukoMuko Agri Sejahtera*, qui permettra de loger de nouveaux investissements dans la province de Bengkulu.



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les sociétés brésiliennes *Bonal SA* et *Senor Ltd* ont été cédées pendant le premier semestre 2010 (note 30).

Les filiales d'assurance *Asco Life NV* et *Brun ten Brink BV* ont été cédées par l'intermédiaire de nos companies d'assurance affiliées *Asco NV* et *B.D.M. NV* (note 25).

Suite aux modifications dans l'actionnariat et dans la direction de *SIPEF-CI SA* en juin 2008, la fiabilité des informations financières ne pouvaient plus être garantie, et il a donc été décidé que la méthode de mise en équivalence n'était plus appropriée à partir du second semestre 2008.

Malgré la détention de la majorité des droits de vote par le groupe, celui-ci ne contrôle pas les sociétés non consolidées, parce qu'elles sont établies dans des régions inaccessibles (*Horikiki Development Cy Ltd* et *Sograkin SA*).

Les entreprises non consolidées sont considérées comme des actifs financiers disponibles à la vente.

6. Cours de change

Suite à une modification de la méthode de gestion des liquidités et des dettes, la monnaie fonctionnelle, à dater, du 1 janvier 2007, est désormais l'US dollar pour la plupart des filiales.

Les filiales suivantes ont néanmoins une autre monnaie fonctionnelle:

Plantations J. Eglin SA	EUR
Société Bananière de Motobé SA	EUR
B.D.M. NV	EUR
Asco NV	EUR

Les cours mentionnés ci-après ont été utilisés pour convertir les bilans et les résultats de ces entités en US dollar (monnaie utilisée par le groupe dans son rapport annuel).

	Cours de clôture			Cours moyen		
	2010	2009	2008	2010	2009	2008
EUR	0,7468	0,6942	0,7185	0,7567	0,7181	0,6780

7. Information sectorielle

La publication des informations sectorielles s'effectue selon deux formats. Le premier est utilisé pour décrire le secteur d'activité - produits palmier, caoutchouc, thé, bananes et plantes et assurances - ce qui représente la structure d'organisation du groupe. Le second sert à la présentation des zones géographiques dans lesquelles le groupe opère. La marge brute par zone géographique correspond aux revenus moins les coûts des ventes par origine des produits vendus. Le résultat sectoriel correspond aux produits et charges résultant des activités opérationnelles d'un secteur qui sont directement attribuables à ce secteur, et la partie pertinente des résultats pouvant raisonnablement être affectée à un secteur. Les résultats des entreprises associées comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence sont immédiatement détaillés selon leur origine (assurance/Europe et produits palmier/Côte d'Ivoire) dans le compte de résultats.

Bénéfice brut par type de produit

	Chiffre d'affaires	Coût des ventes	Bénéfice brut avant IAS41	IAS41	Bénéfice brut IFRS	% du total
2010 - En KUSD						
Palmier	207 358	-117 573	89 785	2 964	92 749	76,57
Caoutchouc	36 411	-16 919	19 492	382	19 874	16,41
Thé	9 472	-5 887	3 585	31	3 616	2,99
Bananes et plantes	24 084	-21 171	2 913	65	2 978	2,46
Corporate	1 874	0	1 874	0	1 874	1,55
Autres	201	- 168	33	0	33	0,03
Total	279 400	-161 718	117 682	3 442	121 124	100,00

2009 - En KUSD						
Palmier	175 966	-102 376	73 590	2 207	75 797	81,98
Caoutchouc	20 856	-13 520	7 336	389	7 725	8,36
Thé	10 434	-6 835	3 599	25	3 624	3,92
Bananes et plantes	27 411	-24 125	3 286	58	3 344	3,62
Corporate	2 006	0	2 006	0	2 006	2,17
Autres	1 156	-1 278	- 122	83	- 39	-0,04
Total	237 829	-148 134	89 695	2 762	92 457	100,00

Le segment «corporate» comprend les honoraires de gestion perçus auprès des entités extérieures du groupe.
Les actifs biologiques ne sont plus amortis sous IFRS (IAS41).

Bénéfice brut par secteur géographique

	Chiffre d'affaires	Coût des ventes	Autres	Bénéfice brut avant IAS41	IAS41	Bénéfice brut IFRS	% du total
2010 - En KUSD							
Indonésie	149 428	-71 396	427	78 459	1 419	79 878	65,95
PNG	103 813	-68 983	0	34 830	1 958	36 788	30,37
Côte d'Ivoire	24 084	-21 171	0	2 913	65	2 978	2,46
Europe	0	0	1 447	1 447	0	1 447	1,19
Autres	201	- 168	0	33	0	33	0,03
Total	277 526	-161 718	1 874	117 682	3 442	121 124	100,00

2009 - En KUSD							
Indonésie	114 204	-59 479	867	55 592	925	56 517	61,13
PNG	91 555	-62 006	0	29 549	1 638	31 187	33,73
Côte d'Ivoire	27 391	-24 119	0	3 272	58	3 330	3,60
Europe	0	- 4	1 289	1 285	0	1 285	1,39
Autres	2 523	-2 526	0	- 3	141	138	0,15
Total	235 673	-148 134	2 156	89 695	2 762	92 457	100,00



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Chiffre d'affaires par siège des débiteurs

<i>En KUSD</i>	2010	2009
Singapour	90 624	69 255
Indonésie	51 297	35 851
Pays-Bas	39 627	29 718
Royaume-Uni	37 801	30 881
Allemagne	14 714	20 802
Suisse	14 706	12 783
France	9 311	10 325
Belgique	8 500	9 136
Pakistan	5 425	6 309
États-Unis	3 443	4 199
Côte d'Ivoire	2 491	2 010
Espagne	776	780
Autres	685	5 780
Total	279 400	237 829

De plus amples informations concernant la juste valeur et la variation des actifs biologiques se trouvent dans la note sur ces actifs. Les actifs et les passifs sectoriels sont les actifs et passifs qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés.

Etant donné que la partie des passifs à affecter est négligable, les passifs n'ont pas été affectés (les passifs concernent essentiellement la maison mère).

La rubrique «non affectées» contient essentiellement des placements de trésorerie et de la trésorerie pour 44 685 KUSD de la SA SIPEF NV.

Information sectorielle par type de produit

En KUSD	2010						Total
	Palmier	Caoutchouc	Thé	Bananes & Plantes	Assurance	Non affectées	
Goodwill et autres immobilisations incorporelles						20 251	20 251
Actifs biologiques	215 815	17 109	2 920	1 850			237 694
Immobilisations corporelles	71 611	4 625	2 934	4 151		494	83 815
Immeubles de placement						3	3
Participations dans des entreprises associées					9 589		9 589
Autres créances	145						145
Stocks	13 629	3 185	992	617		11 423	29 846
Créances commerciales	22 080	1 827	397	1 942		193	26 439
Autres actifs courants						2 085	2 085
Non affectées						90 689	90 689
Total des actifs	323 280	26 746	7 243	8 560	9 589	125 138	500 556
% du total des actifs	64,58%	5,34%	1,45%	1,71%	1,92%	25,00%	100,00%
Total des passifs							500 556
Investissements sectoriels:							
Goodwill et autres immobilisations incorporelles						4 344	4 344
Actifs biologiques	12 522	1 811	71	137		0	14 541
Immobilisations corporelles	16 231	881	345	1 403		97	18 957
Total des investissements	28 753	2 692	416	1 540	0	4 441	37 842
Amortissements sectoriels:							
Goodwill et autres immobilisations incorporelles						273	273
Immobilisations corporelles	7 411	628	460	615		162	9 276
Stocks						149	149
Total des amortissements	7 411	628	460	615	0	584	9 698



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En KUSD	2009						Total
	Palmier	Caoutchouc	Thé	Bananes & Plantes	Assurance	Non affectées	
Goodwill et autres immobilisations incorporelles						15 018	15 018
Actifs biologiques	187 670	11 811	1 741	1 912			203 134
Immobilisations corporelles	63 366	4 373	3 049	3 633		560	74 981
Immeubles de placement						3	3
Participations dans des entreprises associées					7 881		7 881
Autres créances	146		1 674				1 820
Stocks	10 095	1 693	1 046	736		10 796	24 366
Créances commerciales	13 625	941	789	2 733		586	18 674
Autres actifs courants						936	936
Non affectées						76 926	76 926
Total des actifs	274 902	18 818	8 299	9 014	7 881	104 825	423 739
% du total des actifs	64,88%	4,44%	1,96%	2,13%	1,86%	24,73%	100,00%
Total des passifs							423 739
Investissements sectoriels:							
Goodwill et autres immobilisations incorporelles						2 705	2 705
Actifs biologiques	12 154	1 231	68	162			13 615
Immobilisations corporelles	13 191	328	145	685		178	14 527
Total des investissements	25 345	1 559	213	847	0	2 883	30 847
Amortissements sectoriels:							
Goodwill et autres immobilisations incorporelles						232	232
Immobilisations corporelles	5 963	585	416	768		214	7 946
Stocks							0
Total des amortissements	5 963	585	416	768	0	446	8 178

Information sectorielle par secteur géographique

En KUSD	2010					Total
	Indonésie	PNG	Côte d'Ivoire	Europe	Autres	
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	19 695		4	552		20 251
Actifs biologiques	180 140	55 703	1 851			237 694
Immobilisations corporelles	31 862	47 592	4 152	209		83 815
Immeubles de placement				3		3
Participations dans des entreprises associées				9 589		9 589
Autres actifs	46 042	23 697	1 981	77 484		149 204
Total des actifs	277 739	126 992	7 988	87 837	0	500 556
% du total des actifs	55,48%	25,37%	1,60%	17,55%	0,00%	100,00%
Investissements sectoriels:						
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	4 205		4	135		4 344
Actifs biologiques	8 629	5 775	137			14 541
Immobilisations corporelles	6 992	10 513	1 403	49		18 957
Total des investissements	19 826	16 288	1 544	184	0	37 842
Amortissements sectoriels:						
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	32		1	240		273
Immobilisations corporelles	3 698	4 912	615	51		9 276
Stocks		149				149
Total des amortissements	3 730	5 061	616	291	0	9 698



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En KUSD	2009					Total
	Indonésie	PNG	Côte d'Ivoire	Europe	Autres	
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	14 360		1	657		15 018
Actifs biologiques	152 392	48 829	1 913			203 134
Immobilisations corporelles	28 919	42 214	3 633	215		74 981
Immeubles de placement				3		3
Participations dans des entreprises associées				7 881		7 881
Autres actifs	33 102	17 831	2 461	67 247	2 081	122 722
Total des actifs	228 773	108 874	8 008	76 003	2 081	423 739
% du total des actifs	53,99%	25,69%	1,89%	17,94%	0,49%	100,00%
Investissements sectoriels:						
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	2 529			176		2 705
Actifs biologiques	8 097	5 355	163			13 615
Immobilisations corporelles	5 041	8 706	685	67	28	14 527
Total des investissements	15 667	14 061	848	243	28	30 847
Amortissements sectoriels:						
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	26		2	204		232
Immobilisations corporelles	2 712	4 335	764	54	81	7 946
Stocks		0				0
Total des amortissements	2 738	4 335	766	258	81	8 178

8. Immobilisations incorporelles

En KUSD	2010			2009
	Goodwill	Autres	Total immobilisations incorporelles	Total immobilisations incorporelles
Valeur comptable brute au 1 janvier	1 348	14 535	15 883	13 241
Changement du périmètre	3 171	85	3 256	- 62
Acquisitions		4 344	4 344	2 705
Ventes et reprises		- 1	- 1	- 3
Autres		-2 047	-2 047	0
Écarts de conversion		- 3	- 3	2
Valeur comptable brute au 31 décembre	4 519	16 913	21 432	15 883
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 1 janvier	0	- 865	- 865	- 632
Changement du périmètre		- 47	- 47	0
Amortissements		- 273	- 273	- 232
Ventes et reprises		1	1	0
Écarts de conversion		3	3	- 1
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 31 décembre	0	- 1 181	- 1 181	- 865
Valeur comptable nette au 1 janvier	1 348	13 670	15 018	12 609
Valeur comptable nette au 31 décembre	4 519	15 732	20 251	15 018

Les acquisitions concernent principalement les paiements supplémentaires pour l'obtention des droits fonciers de *PT Umbul Mas Wisesa*, *PT Citra Sawit Mandiri* et *PT Toton Usaha Mandiri*.

Les modifications apportées au périmètre de consolidation sont explicitées plus loin dans la note 30.

Le mouvement «autres» représente les excédents des concessions de *PT Citra Sawit Mandiri* au poste «Actifs conservés pour la vente» (note 21).

Conformément aux méthodes comptables, le goodwill fut soumis à un test de dépréciation. En 2010 cela n'a pas eu d'impact. Les hypothèses utilisées pour ces tests sont conformes aux hypothèses des valorisations IAS41. Une augmentation ou une diminution significative (10% du prix de vente et 1% du taux d'actualisation) de ces hypothèses n'entraîne pas une réduction de valeur.



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

9. Actifs biologiques

Les évaluations, comme présentées par les modèles d'évaluation internes, tiennent compte d'une gestion à long terme des plantations. Le conseil d'administration réitère son point de vue que les marchés des produits de base sont par nature cyclique et que les perspectives à long terme sont extrêmement imprévisibles. Le conseil d'administration estime que l'analyse de sensibilité à l'égard du prix de vente et des taux d'actualisation pratiqués, comme inclus dans ces explications, permet à tout investisseur d'évaluer l'impact financier de la différence entre les variables utilisées dans l'évaluation IAS41 inclus dans les comptes consolidés et ses propres hypothèses.

Le fait que l'estimation de la juste valeur puisse ne pas être tout à fait exacte reste une préoccupation du conseil d'administration (surtout dans un environnement où les prix de vente et les prix de revient sont soumis à des fluctuations très importantes). En outre, en ce qui concerne les actifs biologiques du groupe, il peut y avoir de petits changements dans les hypothèses qui induisent un effet disproportionné sur les résultats. Une préoccupation supplémentaire, comme cela a été démontré par comparaison internationale, est qu'il n'y a actuellement dans le secteur des plantations pas d'approche unique liée à la définition des principales variables (comme les prix de ventes et / ou les taux d'actualisation) dans l'établissement des modèles d'évaluation du 'discounted cash flow' qui conduisent aux valorisations IAS41.

Suite à l'incertitude inhérente associée à l'évaluation de la juste valeur des actifs biologiques, principalement due à la volatilité des prix de marché de la production agricole et l'absence de marché liquide, la valeur comptable de ces actifs biologiques pourrait être différente de leur valeur de réalisation. Les actifs biologiques de la SIPEF se trouvent principalement sur des terrains pour lesquels une concession à long terme a été acquise pour l'exploitation. Lors de la détermination de la juste valeur des actifs biologiques, nous estimons que ces concessions peuvent être et seront effectivement renouvelées contre une rétribution normale. Ainsi, les productions futures qui sont prises en compte pour la détermination de la juste valeur, tiennent compte de la durée de vie de l'actif et non de l'expiration des concessions.

Ci-dessous vous trouverez une liste des droits de propriété sur lesquels les plantations de SIPEF sont établies:

	Hectares	Type	Date d'échéance	Récolte
PT Tolan Tiga	8 479	Concession	2023	Palmiers à huile
PT Eastern Sumatra	3 178	Concession	2023	Palmiers à huile
PT Kerasaan	2 362	Concession	2023	Palmiers à huile
PT Bandar Sumatra	1 412	Concession	2023	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Timbang Deli	991	Concession	2023	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Melania	5 140	Concession	2023	Caoutchouc, thé et palmiers à huile
PT Umbul Mas Wisesa	8 726	En négociation	-	Palmiers à huile
PT Citra Sawit Mandiri	3 604	En négociation	-	Palmiers à huile
PT Toton Usaha Mandiri	1 200	En négociation	-	Palmiers à huile
PT Agro Muko	10 000	Concession	2019	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Agro Muko	2 500	Concession	2020	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Agro Muko	315	Concession	2011	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Agro Muko	4 313	Concession	2028	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Agro Muko	5 786	Concession	2022	Caoutchouc et palmiers à huile

	Hectares	Type	Date d'échéance	Récolte
Hargy Oil Palms Ltd	9 952	Concession	2072	Palmiers à huile
Hargy Oil Palms Ltd	2 900	Concession	2101	Palmiers à huile
Galley Reach Holdings Ltd	16 429	Concession	2080	Caoutchouc
Plantations J. Eglin SA	1 139	Propriété	na	Bananes et ananas fleurs
Plantations J. Eglin SA	322	Concession provisoire	na	Bananes et ananas fleurs
Société Bananière de Motobé SA	301	Propriété	na	Bananes
	89 049			

Tableau de mouvement des actifs biologiques

Au niveau du bilan, le mouvement dans les actifs biologiques peut être résumé comme suit:

En KUSD	Palmiers à huile	Caoutchouc	Thé	Autres	Total
Solde 2009	187 670	11 811	1 741	1 912	203 134
Variation actifs biologiques	26 925	5 237	1 179	72	33 413
Changement périmètre de consolidation	3 407	61			3 468
Réclassification	- 2 187				- 2 187
	215 815	17 109	2 920	1 984	237 828
Écarts de conversion				- 134	- 134
Solde 2010	215 815	17 109	2 920	1 850	237 694

La variation positive de la juste valeur des palmiers à huile est principalement due à l'expansion et les jeunes superficies qui contribuent à une création de valeur additionnelle (principalement les palmiers à huile à *Umbul Mas Wisesa*-groupe et *PT Tolan Tiga*). La reclassification concerne les actifs biologiques de *PT Citra Sawit Mandiri*. Les modifications apportées au périmètre de consolidation concernent l'acquisition supplémentaire dans *PT Agro Muko* (note 30).

Sensitivité variation prix de vente

Les valeurs reprises au bilan sont très sensibles aux changements des prix comparés aux prix de vente moyens utilisés. Des simulations faites pour le palmier à huile, le caoutchouc et le thé montrent qu'une augmentation ou une diminution de 10% du prix de vente futur estimé influence la valeur actuelle des actifs biologiques de la façon suivante:

En KUSD	+ 10%	Solde 2010	- 10%
Palmiers à huile	277 601	215 815	154 026
Caoutchouc	23 280	17 109	11 041
Thé	6 779	2 920	- 944
Total	307 660	235 844	164 123
Autres		1 850	
		237 694	



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Le prix de vente des régimes de palmier, dans les modèles qui ont été approuvés par le conseil d'administration, est basé sur le prix moyen du marché mondial de l'huile de palme des 20 dernières années (USD 529/tonne CAF Rotterdam). Le prix moyen de l'huile de palme sur les 10 dernières années s'élevait à USD 580/tonne. Le prix moyen de l'huile de palme pour l'année 2010 était de USD 901/tonne. Selon le conseil d'administration, les prix de vente actuels ne sont pas pertinents pour la détermination des marges futures estimées et de ce fait ne sont pas retenus dans les modèles de valuation IAS41.

Sensitivité variation taux d'actualisation

Les valeurs reprises au bilan sont également très sensibles aux changements du taux d'actualisation utilisés. Des simulations faites pour le palmier à huile, le caoutchouc et le thé montrent qu'une augmentation ou une diminution de 1% du taux d'actualisation influence la valeur actuelle des actifs biologiques de la façon suivante:

En KUSD	+ 1%	Solde 2010	- 1%
Palmiers à huile	204 652	215 815	228 023
Caoutchouc	16 431	17 109	17 833
Thé	2 752	2 920	3 103
Total	223 835	235 844	248 959
Autres		1 850	
		237 694	

Impact de IAS41 sur le compte de résultats

Conformément aux IFRS les actifs biologiques sont évalués à leur juste valeur au lieu du coût amorti (IAS41). Ceci implique que les montants dépensés pour la replantation des superficies existantes ou la plantation de nouvelles superficies sont repris immédiatement dans les charges de l'année où ils apparaissent, bien que ces investissements ont une durée de vie d'au moins 20 ans. De plus il n'y a plus d'amortissements sur ces actifs biologiques, mais bien une correction annuelle vers la juste valeur. La direction estime que la capitalisation de ces investissements et amortissements sur la durée de vie économique donnent une meilleure image des résultats récurrents du groupe. Pour cette raison, l'impact de IAS41 est présenté séparément.

En KUSD	Palmiers à huile	Caoutchouc	Thé	Autres	Total 2010	Total 2009
Amortissements	2 964	382	31	65	3 442	2 762
Variation actifs biologiques	26 925	5 237	1 179	72	33 413	19 209
Coûts de plantation	-12 522	-1 811	- 71	- 137	-14 541	-13 615
Reprises	176	96	0	0	272	407
Résultat opérationnel	17 543	3 904	1 139	0	22 586	8 763
Impact impôts					-6 041	-2 768
Impact net					16 545	5 995

Impact de IAS41 sur le tableau des flux de trésorerie

En KUSD	2010	2009
Variation actifs biologiques	-33 413	-19 209
Coûts de plantation (inclus dans investissements)	14 541	13 615
Mise hors d'usage (inclus dans ventes)	- 272	- 407
	-19 144	-6 001

10. Immobilisations corporelles

En KUSD	2010						Total immo- bilisations corporelles	2009
	Terrains, immeubles et infrastructure	Installations et machines	Matériel de transport	Matériel de bureaux mobilier et autres	Contrats de location	En cours		
Valeur comptable brute au 1 janvier	48 125	59 002	20 658	5 808	2 021	4 881	140 495	129 698
Changement du périmètre	1 089	1 138	444	45		53	2 769	- 130
Acquisitions	7 209	4 053	7 011	738		3 096	22 107	15 767
Ventes et reprises	- 154	- 270	- 1 202	- 167	- 59	- 660	- 2 512	- 2 623
Transferts	259	- 122	1 962	- 68	- 1 962	- 2 827	- 2 758	- 1 240
Autres	- 376	- 19	- 212	- 230		- 728	- 1 565	- 1 512
Écarts de conversion	- 706	- 210	- 148	- 41		7	- 1 098	535
Valeur comptable brute au 31 décembre	55 446	63 572	28 513	6 085	0	3 822	157 438	140 495
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 1 janvier	- 16 419	- 31 122	- 13 983	- 3 440	- 550	0	- 65 514	- 60 036
Changement du périmètre	- 265	- 632	- 281	- 35			- 1 213	100
Amortissements	- 1 872	- 3 674	- 2 922	- 417	- 392		- 9 277	- 7 946
Ventes et reprises	60	254	1 083	140	1		1 538	2 164
Transferts	- 91	107	- 941	- 108	941		- 92	0
Autres	19	10	46	7			82	616
Écarts de conversion	516	179	139	19			853	- 412
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 31 décembre	- 18 052	- 34 878	- 16 859	- 3 834	0	0	- 73 623	- 65 514
Valeur comptable nette au 1 janvier	31 706	27 880	6 675	2 368	1 471	4 881	74 981	69 662
Valeur comptable nette au 31 décembre	37 394	28 694	11 654	2 251	0	3 822	83 815	74 981

Le poste «Autres» représente les excédents d'actifs de *PT Citra Sawit Mandiri* au poste «Actifs conservés pour la vente» (voir également note 23)

Les modifications apportées au périmètre de consolidation sont explicitées plus loin dans la note 30.

Les contrats de location-financement en cours ont été supprimés en 2010 dans le cadre d'une poursuite de la restructuration du financement au sein du groupe.



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

11. Immeubles de placement

En KUSD	2010	2009
Valeur comptable brute au 1 janvier	46	46
Acquisitions		
Ventes et reprises		
Valeur comptable brute au 31 décembre	46	46
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 1 janvier	- 43	- 43
Amortissements		
Ventes et reprises		
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 31 décembre	- 43	- 43
Valeur comptable nette au 1 janvier	3	3
Valeur comptable nette au 31 décembre	3	3

12. Actifs financiers

En KUSD	2010				Total	2009 Total
	Participations dans des entreprises associées	Autres entreprises		Autres créances		
		Participations	Créances			
Valeur comptable brute au 1 janvier	7 881	5 439	3 327	531	17 178	16 328
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	<i>Assurances</i> 2 587				2 587	913
Autres variations		226	- 234	- 474	- 482	- 1 287
Écarts de conversion	- 879	- 1		- 22	- 902	349
Valeur comptable brute au 31 décembre	9 589	5 664	3 093	35	18 381	16 303
Réductions de valeur cumulées au 1 janvier	0	- 1 660	- 3 327	0	- 4 987	- 4 684
Reprise réductions de valeur			234		234	634
Écarts de conversion					0	- 62
Réductions de valeur cumulées au 31 décembre	0	- 1 660	- 3 093	0	- 4 753	- 4 112
Valeur comptable nette au 1 janvier	7 881	3 779	0	531	12 191	11 644
Valeur comptable nette au 31 décembre	9 589	4 004	0	35	13 628	12 191

Les participations dans des entreprises associées concernent:

En KUSD	Monnaie fonctionnelle	% d'intérêts	Capitaux propres part du groupe	Goodwill	Valeur nette comptable
B.D.M. NV	EUR	50,00	2 841		2 841
Asco NV	EUR	50,00	6 748		6 748
Total			9 589	0	9 589

Les participations dans les autres entités comprennent, une participation de 32% dans *SIPEF-CI SA* en Côte d'Ivoire (valeur nette comptable de KUSD 3 801), une participation de 9,6% dans Gedei NV (valeur nette comptable de KUSD 166) et KUSD 37 autres participations.

La valeur nette comptable de *SIPEF-CI SA* est valorisée à la juste valeur au 31 décembre 2010.

Au 31 décembre 2010 un test d'évaluation a été effectué sur ces participations sur base des dernières informations disponibles. Ce test n'a pas conduit à une adaptation des valeurs dans les livres.

La diminution des autres créances (KUSD -474) concerne essentiellement le remboursement de la créance à long terme sur *SIPEF-CI SA*.

13. Autres créances non courantes

En 2009, cela concerne essentiellement une créance sur Phu Ben Tea Company (KUSD 1 674) créée lors de la vente en 2008 et pour laquelle les garanties nécessaires pour le remboursement ont été obtenues. En 2010, les plans de remboursement des créances sur Phu Ben Tea Company ont été respectés et le solde transféré à d'autres créances courantes.

En KUSD	2010	2009
Phu Ben Tea Company	0	1 674
Autre	145	146
Total	145	1 820



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

14. Stocks

Analyse des stocks

<i>KUSD</i>	2010	2009
Matières premières et fournitures	11 334	10 761
Produits finis	18 512	13 605
Acomptes versés	0	0
Total	29 846	24 366

L'augmentation des stocks de produits finis est due principalement à la hausse des prix en fin d'année.

En 2010, le stock des pièces de rechange a été amorti de KUSD 149.

15. Autres créances et autres dettes courants

Les autres créances (KUSD 19 433) comprennent des créances TVA pour KUSD 12 639 et une créance concernant la vente de Phu Ben Tea Company pour KUSD 1 674. Le solde de KUSD 5 120 concerne des créances fiscales.

Les 'autres dettes' (KUSD 8 422) représentent principalement des dettes sociales (rémunérations, provisions pour pécules de vacances et provisions pour bonus) et des factures à recevoir.

16. Capitaux propres du groupe

Capital social et primes d'émission

Le capital souscrit de la société au 31 décembre 2010 s'élève à KEUR 34 768 (KUSD 45 819). Il est représenté par 8 951 740 actions ordinaires entièrement libérées sans désignation de valeur nominale.

	2010	2009		
Nombre d'actions	8 951 740	8 951 740		
Nombre strips WPR	4 211 800	4 211 800		
	2010	2009	2010	2009
	KEUR	KEUR	KUSD	KUSD
Capital	34 768	34 768	45 819	45 819
Primes d'émission	16 285	16 285	21 502	21 502
	51 053	51 053	67 321	67 321

Capital autorisé

L'assemblée générale extraordinaire du 17 juillet 2006 a à nouveau accordé l'autorisation au conseil d'administration d'augmenter le capital à concurrence de KEUR 33 888 (en une fois ou en plusieurs fois) pour une période de 5 ans à compter de la publication de cette décision. Le conseil d'administration a fait usage de cette autorisation pour un montant de KEUR 880 dans le cadre des augmentations de capital de 2006 et 2007.

Structure de l'actionariat

La structure de l'actionariat déclarée est la suivante:

	Nombre d'actions	Date de déclaration	Dénominateur	%
Par accord mutuel				
Ackermans & van Haaren NV	2 273 143	03-03-2011	8 951 740	25,393
Gedei NV	464 340	03-03-2011	8 951 740	5,187
(liée au Baron Bracht et Cabra)				
Cabra NV	415 190	03-03-2011	8 951 740	4,638
(liée au Baron Bracht et Gedei)				
Baron Bracht	200 180	03-03-2011	8 951 740	2,236
(lié à Cabra et Gedei)				
	3 352 853			37,454
Fortis Investment Management NV	491 740	01-09-2008	8 951 740	5,493
Alcatel Pensioenfond VZW	469 600	01-09-2008	8 951 740	5,246

Écarts de conversion

Les écarts de conversion comprennent tous les écarts résultant de la conversion des états financiers des entités étrangères qui ne font pas partie intégrante des entités de la société. L'évolution par rapport à l'année précédente reflète essentiellement l'affaiblissement de l'USD à l'EURO (KUSD -828) et les changements de périmètre (KUSD -785).

KUSD

Solde d'ouverture au 31 décembre 2009	-13 292
Variation, consolidation intégrale	- 735
Variation, méthode de la mise en équivalence	- 878
Solde de clôture au 31 décembre 2010	-14 905

Dividende

Un dividende de KEUR 13 428 (1,5 brut par action ordinaire) a été proposé par le conseil d'administration le 23 février 2011. L'assemblée générale des actionnaires de SA SIPEF NV ne l'ayant pas encore approuvé, ce dividende n'a pas été comptabilisé au passif dans les états financiers au 31 décembre 2010.



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Gestion du capital

La structure du capital du groupe est basée sur la stratégie financière déterminée par le conseil d'administration. Elle rend compte de tous les éléments importants qui répondent aux besoins stratégiques et quotidiens du groupe. Chaque année, la direction soumet le plan de financement à l'approbation du conseil d'administration.

17. Intérêts non contrôlant

Ceux-ci comprennent principalement les intérêts des actionnaires minoritaires dans les capitaux propres et le résultat net de:

%	2010	2009
PT Tolan Tiga	5,00	5,00
PT Eastern Sumatra	9,75	9,75
PT Kerasaan	43,00	43,00
PT Bandar Sumatra	5,00	5,00
PT Timbang Deli	5,00	5,00
PT Melania	26,47	26,47
PT MukoMuko Agro Sejahtera	9,75	-
PT Umbul Mas Wisesa	26,47	26,47
PT Citra Sawit Mandiri	26,47	26,47
PT Toton Usaha Mandiri	22,60	22,60
PT Agro Muko	2,36	2,02
Senor Ltd	-	2,71
Jabelmalux SA	22,60	22,60

Mouvement des intérêts non contrôlant:

KUSD	2010	2009
Au terme de l'exercice précédent	21 611	18 796
- Changement du périmètre	16	- 123
- Bénéfice de la période attribuable aux intérêts non contrôlant	7 152	4 400
- Dividendes distribués	-1 582	-1 462
- Augmentation de capital	43	0
Au terme de l'exercice	27 240	21 611

18. Provisions

Les provisions comprennent une provision pour des 'immeubles construits' se trouvant sous garantie auprès de SA SIPEF NV (KUSD 115).

19. Obligations en matière de pensions

Plans 'but à atteindre'

Les plans de pension sont principalement des régimes à prestations définies en Indonésie. Ces plans de pension, qui prévoient le paiement d'un capital postérieur à l'emploi, ne sont pas financés auprès d'une entité externe.

La réconciliation suivante montre la variation de la provision totale pour pensions entre 2009 et 2010:

<i>KUSD</i>	2009	Coût de pension	Avantages payés	Différences de changes	Ecarts de conversion	Variation périmètre	Autres	2010
Indonésie	8 571	1 928	-1 282	403		164	- 13	9 771
Côte d'Ivoire	388	12			- 27			373
Autres	252		- 5					247
	9 211	1 940	-1 287	403	- 27	164	- 13	10 391

Les variables actuarielles suivantes sont utilisées dans le calcul de la provision pour pensions en Indonésie:

<i>KUSD</i>	2010	2009
Taux d'actualisation	9%	11%
Futures augmentations salariales	7%	8%
Age de retraite	55 ans ou 30 ans d'ancienneté	

Les obligations en matière de pensions à prestations définies en Indonésie ont évolué de la manière suivante:

<i>KUSD</i>	2010	2009
Solde d'ouverture	8 571	7 813
Variation périmètre	164	0
Coût de service	644	548
Charge d'intérêt	1 017	1 055
Avantages payés	-1 282	-1 817
Profit/perte actuarielle	267	- 266
Différences de changes	403	1 238
Autres	- 13	0
Solde de clôture	9 771	8 571

Les montants comptabilisés dans le bilan sont les suivants:

<i>KUSD</i>	2010	2009
Obligations en matières de pensions	9 771	8 571
Dettes enregistrées au bilan	9 771	8 571



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les coûts pour les pensions en Indonésie, comptabilisés dans le compte de résultats, peuvent être analysés comme suit:

KUSD	2010	2009
Coût de service	644	548
Charge d'intérêt	1 017	1 055
Profit/perte actuarielle	267	- 266
Coût des pensions	1 928	1 337

Les montants sont classés sous les rubriques 'Coût des ventes' et 'Coûts commerciaux et administratifs' du compte de résultats.

Les ajustements liés à l'expérience qui influencent les obligations se présentent comme suit:

KUSD	2010	2009	2008
Obligations en matière de pensions	9 771	8 571	7 813
Ajustements liés à l'expérience	185	- 292	187
	2%	-3%	2%

Les paiements estimés pour 2011 sont KUSD 632.

Régimes à cotisations définies

Les montants versés dans le cadre des régimes à cotisation définies atteignent KUSD 848 (KUSD 1 121 pour 2009).

Les montants versés dans le cadre des plans de pensions belges reçoivent un rendement minimum garanti.

Vu que cette garantie est supportée principalement par les compagnies d'assurance, ces plans de pension sont considérés comme des régimes à cotisations définies.

20. Actifs/(passifs) financiers nets

Les actifs/(passifs) financiers nets peuvent être analysés comme suit:

KUSD	2010	2009
Dettes financières à long terme	-2 600	-8 847
Partie à court terme des dettes financières à long terme	-5 200	-5 645
Dettes ayant une échéance à l'origine à plus d'un an	-7 800	-14 492
Dettes à court terme - établissements de crédit	- 323	-1 837
Placements de trésorerie	15 582	10 315
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49 025	42 122
Actifs/(passifs) financiers nets	56 484	36 108

Analyse des actifs/(passifs) financiers nets 2010 par monnaie (KUSD)

KUSD	EUR	USD	Autres	Total
Dettes ayant une échéance à l'origine à plus d'un an	0	-7 800	0	-7 800
Dettes financières à court terme	- 298	- 25	0	- 323
Placements de trésorerie	15 582	0	0	15 582
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 896	44 256	2 873	49 025
Total	17 180	36 431	2 873	56 484

Les placements en EUR de KUSD 15 582 concernent principalement des fonds qui ont été réservés pour le paiement du dividende proposé.

En ce qui concerne le maintien du dividende en fin de période, une dévaluation ou une réévaluation de 10% de l'Euro par rapport au USD ont sur le compte de profits et pertes l'impact suivant:

KUSD	EUR + 10%	Valeur nette	EUR - 10%
Dividende	14 024	15 582	17 140
Impact brut sur le compte de résultats	1 558	0	-1 558

Les dettes ayant une échéance à l'origine à plus d'un an (7 800 KUSD) avec un taux variable (LIBOR USD 3 mois +0,95%) sont économiquement couvertes par IRS à un taux fixe de 6,45%.

Les engagements financiers à long terme ne concernent aucuns arriérés d'emprunt.

A fin 2010, l'échéancier des dettes ayant une échéance à l'origine à plus d'un an se présente comme suit:

KUSD	2010
2011	-5 200
2012	-2 600
Total	-7 800



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Reconciliation de la situation financière nette et le tableau des flux de trésorerie

KUSD	2010	2009
Situation financière nette au début de la période	36 108	14 453
(Augmentation)/diminution des emprunts à long terme	6 692	5 784
(Augmentation)/diminution des dettes financières à court terme	1 514	- 698
Variation nette de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	12 178	16 531
Cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	- 8	3
Variation périmètre	0	35
Situation financière nette à la fin de la période	56 484	36 108

21. Actifs / passifs non courants détenus en vue de la vente

PT Citra Sawit Mandiri devrait être vendu au courant du premier semestre 2011 et les actifs ont été réévalués au plus bas de sa valeur comptable et à la juste valeur diminuée des coûts de la vente (note 22).

En 2009, le solde des actifs de la société *Senor Ltd* est repris comme tel dans le bilan et cette société brésilienne a été cédée pendant le premier semestre 2010.

Les actifs et passifs principaux concernant ces entreprises sont repris ci-dessous:

KUSD	2010	2009
Actifs biologiques	2 187	1 095
Immobilisations corporelles	3 529	897
Actifs courant	514	78
Réévaluation détenus en vue de la vente	- 3 649	0
Actif non courant détenus en vue de la vente	2 581	2 070
Dettes commerciales	- 64	- 51
Autres dettes	- 404	- 354
Passifs liés aux actifs non courant détenus en vue de la vente	- 468	- 405
Actifs nets non courants détenus en vue de la vente	2 113	1 665

22. Résultat non récurrent

Les résultats non récurrents se situent dans les «Autres produits/(charges) opérationnel(le)s», «Charges d'impôts» et «Quote-part dans le résultat des entreprises associées» et peuvent être détaillés comme suit:

	2010			2009		
	Détenteurs des capitaux propres de la société mère	Intérêts non contrôlant	Total	Détenteurs des capitaux propres de la société mère	Intérêts non contrôlant	Total
<i>KUSD</i>						
Dépréciation PT Citra Sawit Mandiri	-2 683	- 966	-3 649			0
Vente Bonal SA et Senor Ltd	1 350		1 350			0
Goodwill acquisition Bonal SA			0	123		123
Vente Cavalla Rubber Corporation et CKE			0	74		74
Vente Sipef Guinée SA			0	513		513
Résultat actif à long terme de la Côte d'Ivoire dans SA SIPEF NV			0	782		782
Réduction de valeur des créances.			0	- 235		- 235
Total non récurrent	-1 333	- 966	-2 299	1 257	0	1 257
Impact d'impôts sur le résultat non récurrent	1 266		1 266			0
Résultat non récurrent après impôts	- 67	- 966	-1 033	1 257	0	1 257
Vente Bruns ten Brink BV et Asco Life NV	2 578		2 578			0
Résultat non récurrent après impôts	2 511	- 966	1 545	1 257	0	1 257

Résultat récurrent net ajusté part du groupe

<i>KUSD</i>	2010	2009
Résultat net - part du groupe	84 843	60 174
Ajustement résultat non récurrent	-2 511	-1 257
Ajustement IAS41	-14 212	-5 530
Résultat récurrent net ajusté	68 120	53 387

23. Résultat financier

Les produits financiers concernent les intérêts perçus sur des comptes courants avec des sociétés non consolidées et sur des excédents temporaires de trésorerie. Les charges financières concernent les intérêts sur emprunts à long et à court terme ainsi que les frais de banque et autres coûts financiers.



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

KUSD	2010	2009
Produits financiers	347	325
Charges financières	-1 131	-1 530
Différences de change	440	881
Résultat financier instruments dérivés	630	215
Résultat financier	286	- 109

24. Impôts sur les résultats

L'état de rapprochement entre la charge d'impôt et les taux d'imposition applicables localement est présenté comme suit:

KUSD	2010	2009
Bénéfice avant impôts	118 497	82 562
Impôts aux taux applicables localement	-31 331	-23 792
Taux d'imposition applicable	26,44%	28,82%
Impact changement % d'imposition Indonésie - actifs biologiques	0	0
Impact changement % d'imposition Indonésie - autre	0	86
Précompte mobilier sur dividendes	- 210	- 194
Différences permanentes	349	1 806
Impôts différés sur actifs non courants résultant de fluctuations des taux de change	2 103	3 193
Charge d'impôt	-29 089	-18 901
Taux d'imposition effectif moyen	24,55%	22,89%

En 2009, le taux d'imposition en Indonésie est réduit à 28%. A partir de 2010, un taux de 25% est applicable.

Les chiffres consolidés de SIPEF sont présentés en USD. Néanmoins, les filiales doivent s'acquitter des impôts calculés et exprimés en monnaie locale. Par conséquent, la base fiscale des actifs et passifs est exprimée en monnaie locale et des différences temporelles se créent par suite des variations des cours de change. Les impôts différés qui en résultent sont enregistrés dans le compte de résultats en conformité de IAS 12.41 et ont un impact important sur le taux d'imposition effectif.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés par entité fiscale ce qui donne les actifs et les passifs d'impôts différés suivants:

KUSD	2010	2009
Actifs d'impôts différés	29	706
Passifs d'impôts différés	-47 508	-41 532
Impôts différés nets	-47 479	-40 826

Les mouvements dans les impôts différés (actifs - passifs) sont comme suit:

KUSD	2010	2009
Solde d'ouverture	-40 826	-36 997
Augmentation (= charge)/diminution (= produit) via le compte de résultats	-5 831	-3 881
Variation périmètre	- 650	0
Reclassification d'actifs destinés à la vente	- 172	52
Solde de clôture	-47 479	-40 826

Les impôts différés résultent de:

KUSD	2010	2009
Addition/(utilisation) de pertes fiscales reportées	1 782	- 548
Naissance ou reprise des différences temporelles - actifs biologiques	-6 041	-2 768
Naissance ou reprise des différences temporelles - autres actifs non courant	415	- 457
Naissance ou reprise des différences temporelles - provision retraite	263	189
Naissance ou reprise des différences temporelles - évaluation des stocks	-1 511	- 988
Naissance ou reprise des différences temporelles - autres	- 739	691
	-5 831	-3 881

L'Addition de pertes fiscales reportées concerne principalement *Galley Reach Holdings Ltd*, où, grâce à l'évolution positive de la rentabilité du caoutchouc, il est devenu probable que dans le futur, suffisamment de profits fiscaux seront disponibles afin de pouvoir récupérer une partie de ces pertes reportées.

Le total des actifs d'impôts différés n'est pas comptabilisé intégralement dans le bilan. La répartition suivante peut être faite selon les impôts différés totaux comptabilisés ou non comptabilisés:

KUSD	2010		
	Total	Non repris	Repris
Actifs biologiques	-38 777	0	-38 777
Autres actifs non courants	-9 187	552	-9 739
Stocks	-5 132	0	-5 132
Dettes à long terme	0	0	0
Provision retraite	2 443	0	2 443
Pertes fiscales	9 913	6 966	2 947
Autres	779	0	779
Total	-39 961	7 518	-47 479



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

La plupart des actifs d'impôts différés non comptabilisés à la fin de 2010 se trouvent chez la société mère, (KUSD 5 409), chez *Plantations J. Eglin SA* (KUSD 552) et chez *Jabelmalux SA* (KUSD 1 557). Pour ces entreprises, il existe une incertitude quant à la réalisation de profits taxables suffisants. Les raisons de cette incertitude sont:

- Pour *SA SIPEF NV* et *Jabelmalux SA*: le fait que les revenus les plus importants sont peu ou pas du tout assujettis aux impôts sur les revenus (dividendes et plus-values sur actions);
- Pour *Plantations J. Eglin SA*: la situation politique instable en Côte d'Ivoire et l'incertitude concernant les prix futurs pour les bananes.

Les pertes fiscales totales (comptabilisées et non comptabilisées) ont l'échéance suivante:

KUSD	2010		
	Total	Non repris	Repris
1 an	0	0	0
2 ans	150	0	150
3 ans	1 068	0	1 068
4 ans	0	0	0
5 ans	485	0	485
Illimité	8 210	6 966	1 244
Total	9 913	6 966	2 947

L'impôt net à payer se rapporte principalement à des impôts dûs en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

KUSD	2010	2009
Impôts à recevoir	5 122	5 307
Impôts à payer	-15 274	-9 972
Impôts à payer nets	-10 152	-4 665

KUSD	2010	2009
Impôts à payer nets au début de la période	-4 665	-8 071
Variation périmètre	229	0
Impôts à payer	-23 258	-15 020
Impôts payés	17 542	18 426
	-10 152	-4 665

Les impôts payés comme indiqués dans le tableau des flux de trésorerie sont composés des éléments suivants:

KUSD	2010	2009
Charge d'impôt	-29 089	-18 901
Impôts différés	5 831	3 881
Impôts exigibles	-23 258	-15 020
Variation des impôts payés par versement anticipé	404	-3 765
Variation des impôts à payer	5 312	359
Impôts payés	-17 542	-18 426

25. Quote-part dans le résultat des entreprises associées

La part des participations dans le secteur de l'assurance a été positivement influencée par les plus-values sur la vente de l'agence néerlandaise *Bruns ten Brink BV* (KUSD 2.358) et de l'assurance-vie *Asco Life NV* (KUSD 220). Après la cession de ces filiales, le courtier en assurance *B.D.M. NV* et l'assureur *Asco NV* peuvent, à partir de leurs bureaux à Anvers, se concentrer sur leurs activités de base que sont l'assurance maritime et les risques généraux.

26. Variation fonds de roulement

Des prix de vente sensiblement meilleurs et une hausse des créances sur les livraisons de fin d'année ont un impact sur le fonds de roulement (stocks KUSD -5 427, créances commerciales KUSD -6 670 et autres mouvements KUSD -4 871).

27. Instruments financiers

Les activités courantes exposent le groupe à divers risques, parmi lesquels l'évolution du prix des produits de base, les taux de change, les taux d'intérêt et les risques de crédit et de liquidités. Afin d'atténuer l'impact des fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt, le groupe recourt dans une mesure limitée à des instruments financiers dérivés.



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Evolution du prix des produits de base

Risque structurel

SIPEF est exposé à des risques structurels liés aux prix des produits de base. Ces risques résultent principalement de l'impact des prix de l'huile de palme et de l'huile de palmiste et, dans une moindre mesure, du caoutchouc. Un changement du prix de l'huile de palme de USD 10 CAF par tonne a un impact d'environ KUSD 1 250 par an (sans tenir compte de l'impact sur l'actuelle taxe à l'exportation en Indonésie) sur le résultat après impôts. Ce risque est considéré comme un risque courant.

Risque transactionnel

Le groupe est confronté à des risques transactionnels liés aux prix des produits vendus. Le risque transactionnel est celui de voir fluctuer le prix des matières premières achetées auprès des tiers entre le moment où le prix est fixé avec un client et celui où la transaction est réglée. Ce risque est considéré comme un risque courant.

Risque de change

Pour SIPEF les risques liés aux devises sont de trois types distincts : structurels, transactionnels et de conversions:

Risque structurel

Les revenus de SIPEF étant dans une large mesure exprimés en USD alors que tous les opérations se situent à l'extérieur de la zone USD (Indonésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Côte d'Ivoire et Europe), tout changement du taux de change entre l'USD et la monnaie locale a un impact significatif sur les résultats de la société. La majeure partie de ce risque structurel est considérée comme un risque courant.

Risque transactionnel

Le groupe est par ailleurs sujet à des risques transactionnels liés aux devises. Les taux de change peuvent en effet fluctuer entre le moment où le prix est fixé avec un client, un fournisseur ou un établissement financier et celui du règlement de la transaction. A l'exception d'une couverture naturelle, ces risques ne sont pas couverts étant donnée l'échéance limitée de la plupart des dettes et créances.

Les obligations en matière de pensions en Indonésie sont toutefois des dettes à long terme significatives qui sont payables entièrement en IDR. Une dévaluation ou réévaluation de 10% vis-à-vis de l'USD à un impact sur le compte de résultats comme suit:

KUSD	IDR + 10%	Valeur comptable	IDR - 10%
Obligations en matière de pensions en Indonésie	8 883	9 771	10 858
Impact brut sur le compte de résultats	888	0	-1 087

Le 23 février 2011 le conseil d'administration a proposé le paiement de KEUR 13 428 (EUR 1,5 brut par action ordinaire). Dans le cadre de notre politique de liquidités et de devises, le risque du cours de change pour le paiement de ce dividende a été couvert en 5 tranches par la vente de KUSD 17 781 pour KEUR 13 428 (cours de change moyen de 0,7552).

- KUSD 15 312 (KEUR 11 637) avant la fin de l'année
- KUSD 2 469 (KEUR 1 791) après la fin de l'année

Analyse de sensibilité: voir note 20

Risque de conversion

SIPEF est une entreprise internationale qui possède des entités dont les résultats ne sont pas exprimés en USD. Lorsque leurs résultats sont consolidés dans les états financiers du groupe, la conversion s'accompagne d'un risque de variation dans la valeur des devises locales par rapport à l'USD. SIPEF ne se couvre pas contre ce risque (voir méthodes comptables). Etant donné qu'à partir du 1 janvier 2007 la devise fonctionnelle de la plupart des activités est similaire à la devise des comptes rendus, ce risque a en grande partie été limité.

Risque d'intérêt

L'exposition du groupe aux changements dans les taux d'intérêt concerne les obligations liées aux passifs financiers du groupe. Fin décembre 2010, les actifs/(passifs) financiers nets du groupe s'élevaient à KUSD 56 484 (2009: KUSD 36 108) dont KUSD 7 800 (2009: KUSD 14 492) emprunts ayant une échéance à l'origine à plus d'un an et KUSD 64 284 nette (2009: KUSD 50 600) trésorerie à court terme.

Dans le cadre de la gestion globale de ses coûts de financement, le groupe a décidé de couvrir l'exposition aux risques liés aux taux d'intérêt en contractant des swaps de taux d'intérêts de manière que 100% des emprunts ayant une échéance à l'origine à plus d'un an soient sujets à un taux d'intérêt fixe (voir également note concernant la dette financière nette).

Les moyens financiers disponibles sont placés sous forme de dépôts à court terme.

Risque de crédit

Le risque de crédit désigne le risque que l'une des parties ne s'acquitte pas de son obligation et entraîne de ce fait une perte financière pour l'autre partie. Ce risque de crédit peut être seindé en risque de crédit commercial ou financier. En ce qui concerne le risque de crédit commercial, la direction a élaboré une politique de crédit et l'exposition à ce risque de crédit est suivie de manière continue. En pratique une distinction est faite entre

<i>KUSD</i>	2010	2009
- créances émanantes de ventes d'huile de palme, caoutchouc et thé	24 507	15 969
- créances émanantes de ventes de bananes et de plantes	1 932	2 705
	26 439	18 674



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Le risque de crédit de la première catégorie est toutefois limité étant donné que ces ventes sont payées pour la plupart immédiatement contre remise de documents de propriété. En plus il concerne un nombre limité de clients bien connus (par produit environ 90% des ventes sont réalisés par un maximum de 10 clients dont aucun ne représente plus de 30%). Contrairement à la première catégorie, le risque de crédit des créances émanant des ventes de bananes et de plantes est plus grand.

Pour les deux catégories il existe un suivi hebdomadaire des soldes non-payés ainsi qu'une politique de sommation active. Des réductions de valeur sont reprises lorsqu'un encaissement entier ou partiel est devenu improbable. Les éléments qui sont pris en considération lors de cette appréciation sont principalement la durée du retard de paiement et la solvabilité du client. Les créances résultant des ventes de bananes et de plantes ont la structure d'échéance suivante:

<i>KUSD</i>	2010	2009
Non expirées	1 754	1 971
Expirées < 30 jours	178	580
Expirées entre 30 et 60 jours	0	154
Expirées entre 60 et 90 jours	0	0
	1 932	2 705

Aucunes réductions de valeur sur créances n'ont été actées en 2010.

Afin de limiter le risque de crédit financier, SIPEF a placé ses activités principales auprès d'un groupe limité de banques d'une haute solvabilité.

La société doit respecter certains ratios de solvabilité bien définis pour l'un de ses crédits. En 2010, comme pour les années précédentes, il n'y eu aucune transgression dans les conditions d'accords de crédits ni défaut dans les délais de paiement.

Risque de liquidités

Une manque matériel et incessant de nos flux de trésorerie endommagerait notre solvabilité et la confiance des investisseurs et pourrait limiter le pouvoir du groupe d'attirer du capital. Le flux de trésorerie opérationnel offre les moyens pour financer les passifs financiers et pour améliorer la valeur pour les actionnaires. SIPEF contrôle les risques de liquidités moyennant des estimations à court et à long terme des flux de trésorerie futurs. SIPEF garde l'accès vers les marchés financiers moyennant des programmes de dettes à court et à long terme. Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie (non escomptés) conclus contractuellement émanants de dettes à la date du bilan:

2010 - KUSD	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins d'un an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	Plus de 5 ans
Dettes commerciales et autres dettes > 1 an							
Passifs financiers > 1 an	2 600	-2 677		-2 677			
Passifs non courants	2 600	-2 677	0	-2 677	0	0	0
Dettes commerciales et autres dettes < 1 an							
Dettes commerciales	9 195	-9 195	-9 195				
Acomptes reçus	286	- 286	- 286				
Passifs financiers < 1 an							
Partie à court terme des dettes > 1 an	5 200	-5 487	-5 487				
Dettes financières	323	- 323	- 323				
Instruments financiers dérivés	168	- 169	- 158	- 11			
Autres passifs courants	4 817	-4 817	-4 817				
Passifs courants	19 989	-20 277	-20 266	- 11	0	0	0

2009 - KUSD	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins d'un an	1 - 2 ans	2-3 ans	3-4 ans	Plus de 5 ans
Dettes commerciales et autres dettes > 1 an							
Passifs financiers > 1 an	144	- 144					- 144
Passifs financiers > 1 an	8 847	-9 394		-6 142	-3 252		
Passifs non courants	8 991	-9 538	0	-6 142	-3 252	0	- 144
Dettes commerciales et autres dettes < 1 an							
Dettes commerciales	9 525	-9 525	-9 525				
Acomptes reçus	314	- 314	- 314				
Passifs financiers < 1 an							
Partie à court terme des dettes > 1 an	5 645	-6 788	-6 788				
Dettes financières	1 837	-1 837	-1 837				
Instruments financiers dérivés	798	- 803	- 562	- 230	- 11		
Autres passifs courants	4 667	-4 667	-4 667				
Passifs courants	22 786	-23 934	-23 693	- 230	- 11	0	0



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Juste valeur

Les juste valeurs des instruments financiers sont :

KUSD	2010	2009
Opérations de change à terme	119	0
Swaps de taux d'intérêt	- 287	- 798
Juste valeur (+ = actif; - = passif)	- 168	- 798

En accord avec IFRS 7 les dérivés financiers sont placés au niveau 1,2 ou 3.

- Le niveau 1 concerne les juste valeurs sur base des valeurs de marché cotés.
- Le niveau 2 concerne les juste valeurs sur base de données autres qu'au niveau 1 mais qui sont identifiables pour l'actif de l'obligation.
- Le niveau 3 concerne la juste valeur qui n'est pas basée sur des données identifiables.

La juste valeur du swap de taux d'intérêt a été calculée sur base des tarifs interbancaires de taux d'intérêt au 31 décembre 2010 et 2009 et a été placé au niveau 2.

La juste valeur de la transaction de change à terme sur la base des cours de clôture du 31 décembre 2010 a été également ramené au niveau 2. Le montant notionnel du swap amorti s'élève à KUSD 7 800 et celui du contrat de change à terme à KUSD 7 324. Une hausse ou une baisse du tarif des taux d'intérêt de 10 points de base mènent respectivement à une baisse ou à une hausse de la juste valeur de 8 KUSD.

Instruments financiers par catégorie

Le tableau ci-dessous représente les instruments financiers par catégorie à fin 2010 et 2009. La valeur comptable mentionnée dans ce résumé est également représentative pour la juste valeur.

Les dettes ayant une échéance à l'origine à plus d'un an (KUSD 7 800; 2009: KUSD 14 492) concernent des emprunts couverts par un swap de taux d'intérêt pour KUSD 7 800 (2009: KUSD 13 000). La direction est d'avis que, vu la situation du marché, la valeur comptable des emprunts à taux d'intérêt fixe est également représentative pour la valeur réelle.

2010 - KUSD	Actifs disponible à la vente	Prêts et débiteurs	Instruments dérivés	Total valeur comptable
(1)				
Actifs financiers				
Autres participations				0
Autres actifs financiers	4 004	35		4 039
Créances > 1 an				
Autres créances		145		145
Total actifs financiers non courants	4 004	180	0	4 184
Créances commerciales et autres créances				
Créances commerciales		26 439		26 439
Investissements				
Instruments financiers et placements		15 582		15 582
Trésorerie et équivalents de trésorerie		49 025		49 025
Autres actifs courants		2 085		2 085
Total actifs financiers courants	0	93 131	0	93 131
Total actifs financiers	4 004	93 311	0	97 315

	Prêts et débiteurs	Instruments dérivés	Total valeur comptable
(2)			
Dettes commerciales et autres dettes > 1 an			
			0
Passifs financiers > 1 an (y compris les instruments dérivés)		2 600	2 600
Total passifs financiers non courants	0	2 600	2 600
Dettes commerciales et autres dettes < 1 an			
Dettes commerciales		9 195	9 195
Acomptes reçus		286	286
Passifs financiers < 1 an			
Partie à court terme des dettes > 1 an		5 200	5 200
Dettes financières		323	323
Instruments financiers dérivés	168		168
Autres passifs courants		4 817	4 817
Total passifs financiers courants	168	19 821	19 989
Total passifs financiers	168	22 421	22 589

(1) sont considérés techniquement comme maintenus pour la vente sous IAS39

(2) contre prix de revient amorti



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

2009 - KUSD	Actifs disponible à la vente	Prêts et débiteurs	Instruments dérivés	Total valeur comptable
			(1)	
Actifs financiers				
Autres participations				0
Autres actifs financiers	3 778	532		4 310
Créances > 1 an				
Autres créances		1 820		1 820
Total actifs financiers non courants	3 778	2 352	0	6 130
Créances commerciales et autres créances				
Créances commerciales		18 674		18 674
Investissements				
Instruments financiers et placements		10 315		10 315
Trésorerie et équivalents de trésorerie		42 122		42 122
Autres actifs courants		936		936
Total actifs financiers courants	0	72 047	0	72 047
Total actifs financiers	3 778	74 399	0	78 177

	Instruments dérivés	Autres passifs	Total valeur comptable
			(2)
Dettes commerciales et autres dettes > 1 an		144	144
Passifs financiers > 1 an (y compris les instruments dérivés)		8 847	8 847
Total passifs financiers non courants	0	8 991	8 991
Dettes commerciales et autres dettes < 1 an			
Dettes commerciales		9 525	9 525
Acomptes reçus		314	314
Passifs financiers < 1 an			
Partie à court terme des dettes > 1 an		5 645	5 645
Dettes financières		1 837	1 837
Instruments financiers dérivés	798		798
Autres passifs courants		4 667	4 667
Total passifs financiers courants	798	21 988	22 786
Total passifs financiers	798	30 979	31 777

(1) sont considérés techniquement comme maintenus pour la vente sous IAS39

(2) contre prix de revient amorti

La contribution au résultat net des instruments financiers par catégorie est présentée comme suit:

2010 - KUSD	Actifs disponible à la vente	Prêts et débiteurs	Trésorerie	Instruments dérivés	Coût amorti	Total
Chiffre d'affaires						0
Coûts commerciaux et administratifs						0
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s						0
	0	0	0	0	0	0
Produits financiers		129	848			977
Charges financières		- 208			- 923	-1 131
Dérivés maintenus à des fins économiques				630		630
	0	- 79	848	630	- 923	476

2009 - KUSD	Actifs disponible à la vente	Prêts et débiteurs	Trésorerie	Instruments dérivés	Coût amorti	Total
Chiffre d'affaires	2					2
Coûts commerciaux et administratifs						0
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s						0
	2	0	0	0	0	2
Produits financiers		215	325			540
Charges financières	- 1	- 239			-1 290	-1 530
Dérivés maintenus à des fins économiques				215		215
	- 1	- 24	325	215	-1 290	- 775

28. Co-entreprises

L'entité *PT Agro Muko* en Indonésie est gérée selon les principes des co-entreprises (contrôle conjoint) et est comptabilisé selon la méthode de consolidation proportionnelle. La part du groupe est passée en 2010 de 40,475% à 47,2919%. Le goodwill est explicité à la note 30.

Les chiffres clés de la co-entreprise (à concurrence détenus par le groupe) sont les suivants :

Etat consolidé de la situation financière	2010	2009
<i>KUSD</i>		
Actifs non courants	42 399	30 060
Actifs courants	15 368	13 356
Passifs non courants	-6 390	-4 831
Passifs courants	-2 013	-1 692
Total capitaux propres	49 364	36 893



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Compte de résultats	2010	2009
Résultat opérationnel	18 561	7 939
Résultat financier	152	319
Charge d'impôts	-4 286	-1 608
Résultat des activités poursuivies	14 427	6 650

29. Contrats de location simple

Le groupe loue des espaces professionnels, du matériel industriel et des véhicules dans le cadre de contrats de location simple. Les paiements des loyers résultant de loyers minima non résiliables sont répartis selon l'échéancier suivant:

KUSD	2010	2009
1 an	313	336
2 ans	58	331
3 ans	24	62
4 ans	5	26
5 ans	0	6
	400	761

Dans le courant de l'année le groupe à comptabilisé des charges à concurrence de KUSD 324 (2009: KUSD 358).

30. Contrats de location-financement

Les contrats de location-financement en cours ont été supprimés en 2010 dans le cadre d'une poursuite de la restructuration du financement au sein du groupe.

Les paiements des loyers résultant des loyers minimaux non résiliables sont répartis selon l'échéancier suivant:

KUSD	2010	2009
1 an	0	445
2 ans	0	501
3 ans	0	547
4 ans	0	0
	0	1 493

Dans le courant de l'année le groupe à comptabilisé des charges à concurrence de KUSD 107 (inclus les coûts d'annulation du leasing).

31. Tableau des flux de trésorerie - regroupements d'entreprises, acquisitions et cessions

En 2010, le groupe a acquis, par le biais de sa filiale *PT Tolan Tiga* détenue à 95%, une participation supplémentaire de 6,82% dans *PT Agro Muko* et les sociétés brésiliennes *Bonal SA* et *Senor Ltd* ont été cédées.

Toutes les parts de *Sipef Guinée SA* furent cédées en 2009.

Ces transactions ont eu un impact par segment sur le bilan, le compte de résultats et le flux de trésorerie de la manière suivante:

KUSD	2010			2009
	Indonésie	Brazil	Total	
Immobilisations incorporelles - Autres	38		38	
Immobilisations incorporelles - Goodwill			0	- 62
Actifs biologiques	3 468		3 468	
Immobilisations corporelles	1 556		1 556	- 30
Actifs/passifs courants (excl. trésorerie et équivalents de trésorerie)	916	- 751	165	545
Provisions	- 164		- 164	
Impôts différés	- 650		- 650	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 049		1 049	- 25
Écarts de conversion		545	545	
Intérêts non contrôlant		9	9	
Capitaux propres achetés/vendus	6 213	- 197	6 016	428
Prix d'achat/prix de vente	-9 384	1 547	-7 837	268
Goodwill	3 171		3 171	
Résultat	0	1 350	1 350	696
Prix d'achat/prix de vente	-9 384	1 547	-7 837	268
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 049	0	1 049	- 25
Entrée/sortie nette de liquidités	-8 335	1 547	-6 788	243

32. Droits et engagements hors bilan

Garanties

Des tiers ont constitué des garanties s'élevant à KUSD 80 pour le compte de la société et d'un montant de KUSD 306 pour le compte des filiales.

La société a constitué pour KUSD 1 674 de garanties pour sûreté de remboursement de créances



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Divers droits et engagements représentent des options d'achat (KUSD -77) et des options de vente (KUSD 73) sur les actifs du secteur de l'assurance.

Litiges importants en cours

Néant

Ventes à terme

Les obligations des livraisons de marchandises (produits palmiers, caoutchouc, thé et fruits tropicaux) après la fin de l'année cadrent dans le délai de vente normal d'environ 3 mois avant la date de livraison effective. De ce fait elles ne sont pas considérées comme des ventes à terme. Le groupe a également conclu au 31 décembre 2010 de vraies ventes à termes pour l'huile de palme afin de sécuriser le cash flow nécessaire au financement des plans d'expansion.

Il s'agit des livraisons suivantes:

	Tonne	Prix (USD/tonne)
2011	30 000	813
2012	16 000	783
Total	46 000	

33. Information relative aux parties liées

Transactions avec les administrateurs et les membres du comité de direction

Les principaux dirigeants sont constitués par le conseil d'administration et le comité de direction du groupe.

Le tableau ci-dessous présente leurs rémunérations:

KUSD	2010	2009
Rémunérations des administrateurs		
rémunération fixe	202	213
Avantages du personnel à court terme	2 358	2 695
Avantages postérieurs à l'emploi	587	769
Totale	3 147	3 677

Les montants sont payés en EUR. La diminution est, entre autres, la conséquence de la mise en pension d'un directeur. Le montant payé en 2010 s'élève à KEUR 2 304 (KEUR 2 640 en 2009). A partir de l'exercice 2007 des rémunérations fixes seront payées aux membres du conseil d'administration, du comité d'audit et du comité de rémunération.

Dans le cadre des informations à fournir sur les parties liées les relations ne sont pas significatives, à l'exception du contrat de location existant depuis 1985 entre Cabra NV et SA SIPEF NV concernant les bureaux et les parkings annexes

à Kasteel Galesberg à Schoten. Le prix de location annuel indexé s'éleve à KUSD 194 (KEUR 147) et un montant de KUSD 78 est également facturé pour la participation dans les frais d'entretien des bâtiments, des parkings et du parc.

De plus amples informations sur les relations entre SA *SIPEF NV* et les membres du comité de direction et du conseil d'administration sont reprises dans la section " Corporate Governance " de ce rapport annuel.

34. Résultat par action (de base et dilué)

Des activités poursuivies et abandonnées

	2010	2009
Résultat de base par action		
Le résultat de base par action - calcul (USD)	9,48	6,72
Le résultat de base par action se calcule comme suit:		
Numérateur: résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires (KUSD)	84 843	60 174
Dénominateur: le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	8 951 740	8 951 740
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation se calcule comme suit:		
Nombre d'actions ordinaires en circulation au 1er janvier	8 951 740	8 951 740
Effet de l'augmentation de capital	0	0
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre	8 951 740	8 951 740
Résultat dilué par action		
Le résultat dilué par action - calcul (USD)	9,48	6,72
Le résultat dilué par action se calcule comme suit:		
Numérateur: résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires (KUSD)	84 843	60 174
Dénominateur: le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué	8 951 740	8 951 740
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué se calcule comme suit:		
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre	8 951 740	8 951 740
Effet des options sur actions sur l'émission	0	0
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué en circulation au 31 décembre	8 951 740	8 951 740



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Des activités poursuivies

	2010	2009
Résultat de base par action		
Le résultat de base par action - calcul (USD)	9,48	6,72
Le résultat de base par action se calcule comme suit:		
Numérateur: résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires (KUSD)	84 843	60 174
Dénominateur: le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	8 951 740	8 951 740
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation se calcule comme suit:		
Nombre d'actions ordinaires en circulation au 1er janvier	8 951 740	8 951 740
Effet de l'augmentation de capital	0	0
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre	8 951 740	8 951 740
Résultat dilué par action		
Le résultat dilué par action - calcul (USD)	9,48	6,72
Le résultat dilué par action se calcule comme suit:		
Numérateur: résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires (KUSD)	84 843	60 174
Dénominateur: le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué	8 951 740	8 951 740
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué se calcule comme suit:		
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre	8 951 740	8 951 740
Effet des options sur actions sur l'émission	0	0
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué en circulation au 31 décembre	8 951 740	8 951 740

35. Événements postérieurs à la date de clôture

Le conseil d'administration a décidé en date du 23 février 2011 de lancer une OPA sur les actions de *Jabelmalux SA*. Cette OPA qui sera lancée le 15 mars 2011 porte sur les 6 166 actions (représentant 22,6% du capital) non encore détenues par *SA SIPEF NV*. Le prix proposé par action s'élève à EUR 2 250 par action.

36. Modifications récentes des IFRS

L'IASB n'a pas publié de nouvelles normes ou interprétations ayant un impact significatif sur les états financiers de SIPEF.

37. Développements récents

A notre connaissance, il n'y a pas eu de circonstances ou développements qui pourraient avoir une influence importante sur l'évolution future du groupe. Le conseil d'administration propose un dividende brut de EUR 1,50 par action payable le mercredi 6 juillet 2011, ce qui revient à une augmentation de 36,4% comparé à l'année passée et à un 'pay-out ratio' de 25,1% sur le bénéfice net, part du groupe, avant IAS41.

38. Prestations fournies par l'auditeur et honoraires afférents

L'auditeur du groupe est Deloitte Réviseurs d'Entreprises SC s.f.d. SCRL représenté par Philip Maeyaert. Les honoraires pour le rapport annuel de la SA *SIPEF NV* sont approuvés par l'assemblée générale après contrôle et approbation par le comité d'audit et par le conseil d'administration. Ces honoraires représentent un montant de KUSD 89 (contre KUSD 91 l'année passée). Cette baisse est due à l'évolution du cours de change de l'EUR vis-à-vis de l'USD.

Pour le groupe entier Deloitte a fourni en 2010 des prestations pour KUSD 412 (contre KUSD 393 l'année passée), dont KUSD 78 (2009: KUSD 78) pour des services non audit.



SA Sipef NV

Rapport du commissaire sur les états financiers consolidés sur l'exercice clôturé le 31 décembre 2010 présenté à l'assemblée générale des actionnaires

Aux actionnaires

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat de commissaire qui nous a été confié. Ce rapport inclut notre opinion sur les états financiers consolidés ainsi que la mention complémentaire requise.

Attestation sans réserve des états financiers consolidés, avec un paragraphe explicatif

Nous avons procédé au contrôle des comptes/états financiers consolidés de SA Sipef NV (la « société ») et de ses filiales (conjointement le « groupe »), établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et avec les dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique. Ces comptes/états financiers consolidés comprennent le bilan consolidé clôturé le 31 décembre 2010, le compte de résultats consolidé, l'état du résultat global consolidé, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clôturé à cette date, ainsi que le résumé des principales méthodes comptables et les autres notes explicatives. Le bilan consolidé s'élève à 500.556 (000) USD et le bénéfice consolidé (part du groupe) de l'exercice s'élève à 84.843 (000) USD.

L'établissement des états financiers consolidés relève de la responsabilité du conseil d'administration. Cette responsabilité comprend entre autres: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère de états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, le choix et l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Révisors d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons mis en œuvre des procédures de contrôle en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix de ces procédures relève de notre jugement, y compris l'évaluation du risque que les états financiers consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans le cadre de cette évaluation de risque, nous avons tenu compte du contrôle interne en vigueur dans le groupe pour l'établissement et la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir les procédures de contrôle appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe. Nous avons également évalué le bien-fondé des méthodes comptables, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société, ainsi que la présentation des états financiers consolidés dans leur ensemble. Enfin, nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous estimons que les éléments probants recueillis fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière du groupe au 31 décembre 2010, et de ses résultats et flux de trésorerie pour l'année éclose à cette date, conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Sans remettre en cause l'opinion sans réserve exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur le rapport consolidé de gestion, concernant la valeur réelle des actifs biologiques, qui met en évidence que la valeur comptable des actifs biologiques pourrait être différente de leur valeur de réalisation suite à l'incertitude inhérente associée à l'évaluation de la juste valeur des actifs biologiques due principalement à la volatilité des prix de marché de production agricole et l'absence de marché liquide.

Mention complémentaire

L'établissement et le contenu du rapport de gestion sur les états financiers consolidés relèvent de la responsabilité du conseil d'administration.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport la mention complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de l'attestation des états financiers consolidés:

- Le rapport de gestion sur les états financiers consolidés traite des informations requises par la loi et concorde avec les états financiers consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels le groupe est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

Diège, 24 février 2011

Le commissaire



DELOITTE Reviseurs d'Entreprises
SC s.f.d. SCRL
Représentée par Philip Meyaert

COMPTES ANNUELS ABRÉGÉS

DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Les comptes annuels de *SA SIPEF NV* sont présentés ci-après dans un format résumé. Conformément au Code des Sociétés, les comptes annuels de *SA SIPEF NV*, ainsi que le rapport annuel et le rapport du commissaire, seront déposés à la Banque Nationale de Belgique. Ces documents sont également disponibles sur demande à:

SA SIPEF NV, Entrepotkaai 5, 2000 Antwerpen

Seuls les comptes annuels consolidés évoqués dans les pages précédentes représentent de manière complète et fidèle la situation et la performance financière du groupe SIPEF.

Le rapport du commissaire ne comporte aucune réserve et déclare que les comptes financiers non consolidés de *SA SIPEF NV* pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2010, représentent de manière correcte et fiable la situation et la performance financière de l'entreprise, et ceci conformément à toutes les dispositions légales et statutaires.

BILAN ABRÉGÉ

(APRÈS AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS)

KEUR	2010	2009	2008
Actif			
Actifs immobilisés	45 588	56 102	59 383
Frais d'établissement	0	0	0
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	399	478	499
Immobilisations corporelles	160	165	156
Immobilisations financières	45 029	55 459	58 728
Actifs circulants	85 133	59 884	66 604
Créances à plus d'un an	0	1 162	4 048
Stocks et commandes en cours d'exécution	528	535	7 183
Créances à un an au plus	51 108	31 071	35 190
Placements de trésorerie	31 274	23 851	16 109
Valeurs disponibles	2 096	3 205	3 945
Comptes de régularisation	127	60	129
Total de l'actif	130 721	115 986	125 987
Passif			
Capitaux propres	75 220	80 825	88 111
Capital	34 768	34 768	34 768
Primes d'émission	16 285	16 285	16 285
Réserves	3 990	3 990	3 990
Profit/ (perte) reporté	20 177	25 782	33 068
Provisions et impôts différés	153	163	96
Provision pour risques et charges	153	163	96
Dettes	55 348	34 998	37 780
Dettes à plus d'un an	1 942	5 415	9 341
Dettes à un an au plus	52 534	28 471	28 118
Comptes de régularisation	872	1 112	321
Total du passif	130 721	115 986	125 987



COMPTE DE RÉSULTATS ABRÉGÉ

<i>KEUR</i>	2010	2009	2008
Ventes et prestations	176 690	150 762	167 262
Coût des ventes et des prestations	-175 264	-148 616	-167 104
Résultats d'exploitation	1 426	2 146	158
Produits financiers	3 395	19 433	21 053
Charges financières	-709	-20 072	-11 913
Résultats financiers	2 686	-639	9 140
Résultat courant	4 112	1 507	9 298
Produits exceptionnels	3 723	1 063	29 352
Charges exceptionnelles	-8	-9	-156
Résultats exceptionnels	3 715	1 054	29 196
Résultat de l'exercice avant impôts	7 827	2 561	38 494
Impôts sur le résultat	-4	0	0
Résultat de l'exercice	7 823	2 561	38 494

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

<i>KEUR</i>	2010	2009	2008
Profit/ (perte) à affecter	33 605	35 629	40 662
Profit/ (perte) de l'exercice à affecter	7 823	2 561	38 494
Profit/ (perte) reporté de l'exercice précédent	25 782	33 068	2 168
Affectations et prélèvements	33 605	35 629	40 662
Affectations à la réserve légale	0	0	433
Résultat à reporter	20 177	25 782	33 068
Dividende	13 428	9 847	7 161
Rémunération aux administrateurs	0	0	0



Siège social:

Entrepotkaai 5
2000 Antwerpen

Bureaux:

Kasteel Calesberg
Calesbergdreef 5
B-2900 Schoten

Contact general:

Tel: 32 (0) 3 641 97 00
Fax: 32 (0) 3 646 57 05
info@sipef.be
www.sipef.com

Conception graphique et impression:

Drukkerij Lannoo nv
www.lannooprint.com
103055





S I P E F

WWW.SIPEF.COM